

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 SEPTEMBRE 1928.

PROJET DE LOI

approuvant les actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions
et restrictions à l'importation et à l'exportation
signés à Genève le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les troubles économiques causés par la guerre, les perturbations d'ordre monétaire qui ont été la conséquence de celle-ci ont conduit un grand nombre d'États à recourir, au lendemain de la conclusion de la paix, à des mesures artificielles destinées à retenir sur leur territoire les matières premières nécessaires à l'industrie ou les produits du sol servant à l'alimentation, comme aussi à empêcher l'entrée d'articles fabriqués propres à concurrencer la production nationale.

D'où les prohibitions absolues à l'importation et à l'exportation, les restrictions se traduisant par l'octroi de licences, liées ou non à l'établissement de contingents, et également les droits de sortie, si peu usités naguère, que l'on a vu éclore en nombre sans cesse croissant, la politique suivie en cette matière par certains États en mettant d'autres dans la nécessité de sauvegarder des intérêts essentiels par l'application de mesures analogues.

La Belgique, vous le savez, n'a pas échappé à cette nécessité : elle a dû se résoudre à s'écarter des voies que lui traçait, en cette matière, sa politique traditionnelle; mais, sauf de très rares exceptions, les restrictions qui furent établies n'eurent qu'une existence éphémère.

Comme il fallait s'y attendre, il est arrivé que, dans bien des cas, les mesures prises ont survécu aux circonstances tout exceptionnelles qui les avaient fait naître. Aussi un mouvement d'opinion s'est-il dessiné en faveur de l'abandon, par voie d'engagements internationaux, de ces remèdes artificiels, que ne justifiait plus, en général, une situation économique progressivement assainie.

Ce mouvement d'opinion s'affirma d'une manière particulièrement impressionnante au sein de l'une des Assemblées de la Société des Nations, à la suite d'une initiative, des plus heureuse, prise par la Délégation italienne : celle-ci

proposa une résolution en faveur de la réunion d'une Conférence internationale qui aurait pour objectif l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Cette question fut renvoyée pour étude, par le Conseil, au Comité économique de la Société des Nations, lequel, appliquant une méthode qui avait donné d'excellents résultats dans un autre domaine — celui de la simplification des formalités douanières —, s'occupa de préparer un projet de convention sur la matière, en s'assurant, par voie de consultation, la collaboration indirecte des Gouvernements eux-mêmes, comme celle des organisations commerciales et industrielles des pays jouant un rôle important dans les échanges internationaux.

C'est sur la base d'un projet ainsi mûrement étudié et assuré d'avance de l'appui moral, peut-on dire, de l'ensemble des pays intéressés, que fut appelée à délibérer la Conférence convoquée, à Genève, le 17 octobre 1927 et qui aboutit à la signature de la Convention du 8 novembre de la même année.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation cet acte international, ainsi que les trois accords, signés à la date du 11 juillet 1928, qui en forment le corollaire.

C'est dans la Convention du 8 novembre 1927 que sont formulés les principes constituant la base de l'entente internationale intervenue. Je les indiquerai brièvement ici.

Par l'article 2, les États contractants s'engagent à supprimer, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de l'Acte, toutes prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation et à ne pas établir par la suite des prohibitions ou restrictions de ce genre. Cet engagement est pris toutefois sous réserve des exceptions prévues aux articles suivants, exceptions qui peuvent se classer en trois catégories.

L'une de ces catégories s'imposait : c'est celle qui fait l'objet de l'énumération figurant à l'article 4 et où l'on retrouve les prohibitions et restrictions déjà admises, dans la plupart des traités de commerce, avant la guerre. Ces exceptions se justifient par leur définition même; elles répondent à des nécessités ou à des droits dont la légitimité ne peut être mise en doute.

Vu les situations exceptionnelles qui se sont produites depuis la guerre et qui, dans certains pays, pourraient subsister ou renaître sous l'effet de circonstances qu'il serait difficile de prévoir avec quelque précision, il a paru nécessaire d'accompagner les exceptions faisant l'objet de l'article 4, d'une disposition d'un caractère moins directement objectif et dont la rédaction a constitué, tant au cours de l'élaboration du projet soumis à la Conférence de 1927 que lors des délibérations de celle-ci, le point le plus délicat du problème à résoudre. L'accord s'est finalement établi sur le texte qui fait l'objet de l'article 5, texte dont les termes ont été mesurés de manière à prévenir toute application abusive.

Aux deux catégories d'exceptions ainsi prévues aux articles 4 et 5 et qui seules avaient trouvé place dans le projet de convention préparé par le Comité économique de la Société des Nations, est venue s'en joindre une troisième, née au cours même des travaux de la Conférence. Elle fait l'objet de l'article 6 de la Convention du 8 novembre 1927, ainsi que de l'article A de l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928.

Il fut reconnu, comme le rappelle l'article 6, que pour certains États, des situations de fait ou de droit — telles, par exemple, des obligations de quelque durée résultant, à l'égard des industries intéressées, d'actes législatifs votés dans ces États — ne permettaient pas l'application, pour des produits déterminés, de l'engagement souscrit à l'article 2, avant l'expiration d'un certain délai.

Convenait-il de faire jouer, en pareil cas, l'article 5, ou importait-il, au contraire, de donner à celui-ci une application aussi limitative que possible?

C'est la seconde solution qui, à juste titre, a prévalu. Mais pour la rendre possible, il a fallu recourir à l'expédient prévu par les alinéas 1 et 2 de l'article 6, les exceptions autorisées par le second de ces alinéas étant venues s'ajouter à celles résultant des demandes initiales formulées dans l'esprit du premier.

D'où les dérogations, nommément spécifiées, qui ont été consenties par la Convention du 8 novembre 1927 au profit de certains États et qui figurent dans la liste y annexée. D'où aussi les exceptions insérées à l'article A de l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928, conformément à la procédure prévue à la section IV du Protocole de la Convention.

Il importe de constater ici, pour expliquer la teneur des deux listes auxquelles je viens de faire allusion, que seules pouvaient figurer dans celles-ci des prohibitions ou restrictions encore en vigueur à la date de la signature de la Convention principale, c'est-à-dire le 8 novembre 1927.

Sans doute les dérogations ainsi autorisées sont-elles de nature, si peu nombreuses soient-elles, à atténuer, à première vue, la portée de l'Acte intervenu ou plutôt à donner à celui-ci une physionomie moins satisfaisante. Mais si l'on va au fond des choses, on doit reconnaître, au contraire, que les exceptions ainsi admises en nom viennent préciser, dans un sens strictement limitatif, la portée de l'article 5 et en prévenir en quelque sorte une application extensive.

* * *

Les lignes qui précèdent définissent la mesure dans laquelle l'application de l'Acte du 8 novembre 1927 viendra mettre fin au régime artificiel et anormal dont les promoteurs de la Conférence poursuivaient la suppression.

Les articles qui ont trait à cet objet sont accompagnés d'autres dispositions qui ne réclament guère, semble-t-il, de commentaires.

Certaines ont pour but de garantir l'application stricte et complète des engagements pris — tels l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et l'article 3 — ou de veiller à ce que les intérêts des États contractants ne soient pas indûment atteints par les mesures qu'autoriserait la Convention — tels l'alinéa 2 de l'article 5 et l'article 7.

Je m'arrêterai un instant à l'article 8, visant la procédure à suivre pour le règlement des différends qui surgiraient entre États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la Convention. Les stipulations adoptées à ce sujet restent en deçà de celles dont le Gouvernement belge aurait souhaité l'insertion, en ce sens notamment qu'elles excluent de l'application dudit article trois des articles les plus importants de l'Acte, les articles 4, 5 et 6.

Pour permettre une application plus étendue de cet article 8, la Délégation belge a proposé l'insertion d'un article supplémentaire, devenu l'article 9, qui

autorise les États contractants à déclarer, soit lors de la ratification de la Convention, soit ultérieurement, qu'ils s'engagent à étendre, vis-à-vis des autres États qui accepteraient la même obligation, l'application de l'article 8 à tout ou partie des articles 4, 5 et 6. Je connais assez les vues du Parlement belge en matière d'arbitrage pour être convaincu que les Chambres se montreront favorables à ce que le Gouvernement du Roi fasse usage, au moment de la ratification de la Convention, de la faculté qui lui est ainsi attribuée par l'article 9.

Je constaterai ici que c'est d'accord avec les vues du Président de la Conférence, M. Colijn, ancien Premier Ministre des Pays-Bas, que la Délégation belge a introduit la proposition qui a donné naissance à cet article. Cette constatation m'est une occasion de rendre hommage à l'esprit élevé avec lequel M. Colijn a conduit les travaux de la Conférence, contribuant largement, par son autorité morale incontestée, à réaliser l'accord de toutes les Délégations sur des bases s'inspirant, autant que les circonstances le permettaient, des solutions les plus libérales.

Les articles 10 à 16 ont, pour la plupart, un caractère protocolaire et sont conformes aux articles de cet ordre figurant généralement dans les actes internationaux conclus sous les auspices de la Société des Nations.

* * *

Les articles 17 et 18, relatifs à la mise en vigueur et à la dénonciation éventuelle de la Convention, se rattachent à la réunion qui s'est tenue à Genève au mois de juillet dernier et qui a eu à s'occuper des dérogations aux obligations générales de la Convention admises, ainsi qu'il est dit plus haut, pour certains produits, au profit d'États signataires déterminés.

Cette réunion avait à se prononcer également, aux termes de l'article 17, sur les conditions qui seraient requises pour la mise en vigueur de la Convention, en ce qui concerne le nombre et, éventuellement, la mention des États dont la ratification ou l'adhésion serait jugée nécessaire.

Dès la mise à l'étude du problème des prohibitions par le Comité économique, il avait été reconnu que les engagements à réclamer des États contractants étaient d'un caractère tel qu'ils ne pourraient être pris que si des obligations analogues étaient contractées simultanément par un certain nombre d'États, — par ceux dont les relations commerciales étaient de nature à réagir le plus directement les unes sur les autres.

C'est à cette question délicate qu'a été consacrée en grande partie la réunion tenue au mois de juillet dernier.

De nombreuses formules ont été proposées. Celle qui a été finalement admise s'inspire d'une suggestion présentée par la Délégation belge et qui consistait à subordonner la mise en vigueur de la Convention à la ratification de celle-ci par un nombre minimum d'États, dont certains seraient désignés en nom dans la Convention même.

Les dispositions insérées à ce sujet à l'article C de l'Accord complémentaire subordonnent l'entrée en vigueur de la Convention à la ratification ou à l'adhésion d'au moins dix-huit États. Chacun des États contractants pourra, d'autre part, faire dépendre cette mise en vigueur, en ce qui le concerne, de la ratification par certains des 14 États désignés audit article.

La Belgique ne figure pas parmi ces quatorze États, qui comprennent essentiellement — à côté des États représentés à titre permanent au Conseil ainsi que des États-Unis — des pays du Centre et de l'Est de l'Europe.

Le Protocole signé en même temps que l'Accord complémentaire définit (*ad art. C, b*) l'esprit dans lequel la liste de ces quatorze États a été dressée. Les commentaires adoptés à ce sujet constituent, en réalité, un hommage à la politique économique des États non mentionnés à l'article C; il était logique que la Belgique, si important que soit le rôle qu'elle joue dans le commerce international, figurât parmi les pays ainsi visés.

Il va sans dire, Messieurs, qu'il dépendrait du Gouvernement du Roi de subordonner, en fait, sa ratification à celle de tel État, non mentionné à l'article C, dont la collaboration lui paraîtrait nécessaire au point de vue des intérêts belges. Il aurait soin de se mettre en rapport avec le Gouvernement de ce pays pour rendre éventuellement les ratifications des deux États simultanées.

L'article 18 de la Convention du 8 novembre 1927, relatif aux dénonciations qui viendraient à se produire, est assez compliqué.

Il a fallu prévoir, en effet, plusieurs hypothèses, dont l'une — celle qui fait l'objet du troisième alinéa — souligne le caractère temporaire des dérogations consenties en vertu du § 1 de l'article 6. Les dispositions de l'article 18 s'inspirent au surplus de l'interdépendance étroite qui existe, dans le domaine de la Convention, entre les intérêts des États signataires, interdépendance que mettent en lumière les dispositions de l'article C de l'Accord complémentaire analysées ci-dessus.

Quant à l'article 19, il fixe la procédure à suivre en vue de la révision éventuelle de la Convention.

* * *

Deux accords spéciaux ont été signés à la même date que l'Accord complémentaire à la Convention du 8 novembre 1927; ils ont trait, l'un à l'exportation des peaux, l'autre à l'exportation des os. Ils s'étendent à une matière à laquelle ne s'applique pas la Convention principale, celle des *droits d'exportation*.

Les peaux et les os font actuellement l'objet, dans de nombreux pays, de mesures de restriction qui apportent des entraves sérieuses à la libre circulation de ces produits, matières premières d'industries fort importantes. Aussi la Conférence de 1927, dans son Acte final dont le texte vous est communiqué en même temps que celui des quatre accords soumis à votre approbation, avait-elle recommandé que les pays où ces mesures sont appliquées se concertent, avant la réunion prévue à l'article 17 de la Convention du 8 novembre, pour examiner s'ils ne pourraient renoncer simultanément à toute demande de dérogation en cette matière.

Une réunion s'est tenue dans ce but à Genève au mois de mars dernier.

Le Gouvernement belge s'était déclaré disposé à renoncer au régime d'exception qui existe actuellement en Belgique pour les os, dont l'exportation est, vous le savez, subordonnée à l'obtention d'une licence, si les autres États signataires de la Convention du 8 novembre 1927 qui mettent des obstacles à la libre sortie des os s'engageaient, de leur côté, à renoncer à ces mesures. Il ajoutait que parmi les obstacles à la libre sortie ainsi visés figuraient également, dans son esprit, les droits appliqués, par certains États, à l'exportation de ces produits.

Ainsi la question des droits de sortie se trouvait étroitement liée, pour cet article, aux prohibitions et restrictions interdites par la Convention du 8 novembre 1927. Et c'est sur la base de la combinaison que je viens de définir que s'engagèrent les pourparlers de la réunion visée plus haut.

Le même terrain de discussion fut adopté pour les peaux.

Les séances tenues à Genève en mars 1928 ne permirent pas d'aboutir à un accord groupant tous les États intéressés. Les délibérations furent reprises à la veille de la Conférence prévue par l'article 17 de la Convention principale.

Ces nouvelles délibérations ont eu pour conclusion la signature des deux arrangements internationaux soumis, Messieurs, à votre approbation en même temps que ladite Convention et que l'Accord qui la complète.

En ce qui concerne les peaux, le résultat obtenu est des plus complet. L'arrangement intervenu comporte, en effet, l'engagement de ne plus soumettre, à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées à aucune prohibition ou restriction et de ne maintenir ou instituer, à partir de la même date, aucun droit d'exportation sur ces produits.

Une seule exception a été consentie : la Roumanie est dispensée de l'obligation relative aux droits d'exportation; une déclaration donnant aux autres États signataires certaines garanties à cet égard est reproduite dans le Protocole de l'Arrangement.

Pour faire ressortir l'importance de l'accord établi sur les bases que je viens d'indiquer, il suffit de constater que l'exportation des peaux est frappée de prohibition dans de nombreux pays et qu'elle est soumise, dans d'autres, à des droits de sortie d'un taux parfois fort élevé.

Pour les os, le résultat auquel ont abouti les délibérations récentes est moins complet, l'accord n'ayant pu se réaliser sur la base d'une abolition totale des droits d'exportation.

L'arrangement du 11 juillet 1928 concernant ces produits établit un régime variant suivant les pays et tenant compte, dans une certaine mesure, de la situation de fait existant dans chacun d'eux.

Pour les États qui actuellement n'appliquent aucun droit d'exportation, le taux admis est limité, à partir du 1^{er} octobre 1929, à fr. 1.50 suisse.

Les États qui appliquent actuellement un droit d'exportation supérieur à 3 francs suisses s'obligent à le ramener, à partir de la même date, à un taux ne dépassant pas ce chiffre.

Enfin, les États qui appliquent actuellement un droit supérieur à fr. 1.50 mais ne dépassant pas 3 francs, sans avoir de prohibition, ne pourront majorer le taux en vigueur, tandis que si des droits compris entre ces limites sont appliqués actuellement sous le régime de la prohibition, ils pourront être portés au taux maximum de 3 francs suisses.

Les pays pour lesquels, en vertu de l'Accord établi sur ces bases, la limite du droit de sortie se trouve fixée à fr. 1.50, sont assez nombreux; ce régime sera applicable, en effet, à l'ensemble des pays de l'Europe septentrionale et de l'Europe occidentale. On a d'ailleurs préconisé, au cours de la récente réunion, la conclusion d'un accord spécial entre ces États, qui comporterait l'absence de tout droit de sortie. C'est ce qui a conduit la Délégation belge à proposer l'insertion, dans l'Arrangement relatif aux os, de la disposition faisant l'objet de l'article 6 et constatant que cet Arrangement n'exclut aucunement la faculté,

pour les États contractants, de conclure des accords particuliers groupant un certain nombre d'entre eux et basés, soit sur la limitation du droit à un chiffre inférieur à celui autorisé, soit sur la suppression de tout droit d'exportation.

Pour arriver à un accord sur les bases indiquées plus haut, quelques exceptions ont dû être consenties; elles font l'objet du Protocole annexé à l'Arrangement et s'appliquent à des pays du Centre et de l'Est de l'Europe : l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougo-Slavie, la Roumanie et la Pologne. A ces pays, il y a lieu d'ajouter l'Italie, qui a bénéficié d'un régime particulier en raison des engagements qui la lient actuellement vis-à-vis de certains États et qui limitent, pour ce pays, le droit de sortie sur les os à 2 livres-papier seulement, soit environ fr. 0.50 suisse.

Ces exceptions viennent certes atténuer, dans une certaine mesure, l'impression satisfaisante que laissent les dispositions générales intervenues; mais elles étaient indispensables pour aboutir à une entente, et il a paru préférable d'y consentir plutôt que de renoncer à tout accord visant les droits de sortie.

Le grand intérêt de l'Arrangement qui nous occupe et dont la conclusion, je le répète, repose sur une initiative de notre pays, est qu'il crée, en matière de limitation des droits, un précédent d'une haute portée. Ce précédent pourra être invoqué fort utilement lorsque l'on s'occupera de la réduction des droits d'entrée, question pour laquelle des études de détail sont dès à présent entreprises par le Comité économique de la Société des Nations, en ce qui concerne certaines catégories de produits.

L'Accord qui vient d'intervenir relativement aux droits d'exportation sur les os ne doit d'ailleurs être envisagé que comme une première étape : une application de la disposition de l'article 6 dont j'ai parlé plus haut est, en effet, à considérer comme possible dans un avenir peut-être peu éloigné.

* . *

La Convention du 8 novembre 1927 et les trois accords intervenus le 11 juillet 1928 resteront ouverts à la signature des États jusqu'à la fin de la présente année.

Les États qui ont signé jusqu'ici la Convention du 8 novembre 1927 sont au nombre de 29, savoir : l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Égypte, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Turquie.

L'un de ces États n'a pas encore signé l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928 : la Norvège; mais sa signature semble pouvoir être considérée comme certaine.

Quant aux deux Arrangements internationaux relatifs à l'exportation des peaux et des os, ils ont été signés, l'un et l'autre, par les États indiqués ci-après : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suisse et la Tchécoslovaquie.

*
*
*

Les accords qui sont soumis à votre approbation constituent, Messieurs, dans le domaine du régime des importations et des exportations, un progrès dont je n'ai pas besoin de faire ressortir l'importance.

Ces Actes ne doivent pas être appréciés seulement pour leur contenu même. Il convient de les rattacher à l'œuvre d'assainissement économique entreprise par la Société des Nations et à l'accomplissement graduel de laquelle vous avez déjà collaboré en donnant une adhésion unanime à la Convention internationale du 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières. Cette Convention a, soit dit en passant, exercé la plus heureuse influence sur l'action des administrations douanières de nombreux pays : des constatations concrètes, fort encourageantes, ont été faites à ce sujet, à maintes reprises, par le Comité économique de Genève.

Celui-ci poursuit actuellement sa tâche sur la base des résolutions de la Conférence économique internationale réunie en 1927 sous la présidence de M. le Ministre d'État Theunis, qui a reçu également l'importante mission de diriger les travaux du Comité consultatif économique constitué en exécution d'un des vœux de la Conférence.

Ce nouvel organisme s'est réuni pour la première fois au mois de mai dernier. S'appuyant sur les résolutions de la Conférence de 1927, il a tracé un programme de travail précis et concret, dont le Comité économique s'occupe d'assurer la réalisation, en donnant à ses études une orientation propre à les faire aboutir à la conclusion de nouveaux accords internationaux.

Il est donc permis de considérer les accords qui font l'objet du projet de loi soumis à vos délibérations comme un des éléments d'une solution d'ensemble qui ramènera, étape par étape, les pays du monde vers un régime économique de plus en plus favorable au développement des relations commerciales entre États.

C'est dans cet esprit que je vous prie, Messieurs, de vouloir bien examiner les actes internationaux du 8 novembre 1927 et du 11 juillet 1928, convaincu qu'ils rencontreront de votre part l'accueil le plus favorable.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

CONVENTION INTERNATIONALE
pour l'abolition des prohibitions et restrictions
à l'importation et à l'exportation.

.....
(Énumération des Chefs d'États).

Vu la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 25 septembre 1924 ;

S'inspirant des conclusions de la Conférence économique internationale, tenue à Genève en mai 1927, et reconnaissant avec celle-ci que les prohibitions d'importation et d'exportation, les régimes arbitraires et les discriminations déguisées qu'elles suscitent ont eu des résultats déplorables, sans que les inconvénients graves de ces mesures aient eu pour contre-partie les avantages financiers ou les bienfaits sociaux qu'en espéraient les États qui les avaient prises ;

Persuadés qu'il importe au rétablissement et au développement futur du commerce mondial que les Gouvernements renoncent à une politique nuisible aussi bien à leur intérêt particulier qu'à l'intérêt général ;

Convaincus que le retour à la liberté effective du commerce international est une des conditions essentielles de la prospérité mondiale ;

Considérant que la meilleure manière d'atteindre le but ainsi défini est de recourir à une action parallèle et concertée sous la forme d'une convention internationale,

Ont désigné pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....
(Liste des Plénipotentiaires).

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux prohibitions et aux restrictions à l'importation dans les territoires des Hautes Parties contractantes, des marchandises — produits naturels ou fabriqués — des territoires de l'une quelconque des Hautes Parties contractantes et aux prohibitions et aux restrictions à l'exportation de produits des territoires desdites Parties vers les territoires de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

Art. 2.

Sous réserve des exceptions prévues aux articles suivants, les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention en ce qui concerne les territoires

respectifs de chacune d'elles, toutes prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation, et à ne pas établir par la suite des prohibitions ou restrictions de ce genre. Durant ce délai, chacune des Hautes Parties contractantes adoptera toutes les mesures propres à réduire au minimum les prohibitions et restrictions existantes et s'abstiendra d'instituer des prohibitions ou restrictions nouvelles.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions de la présente Convention soient rigoureusement observées par toutes les autorités -- centrales ou locales -- et pour qu'aucune réglementation contrevenant à ces dispositions ne puisse être édictée.

ART. 3.

Si les Hautes Parties contractantes, en application de leur législation, soumettent l'importation ou l'exportation de marchandises à certaines règles concernant le mode, la forme ou le lieu d'importation ou d'exportation, l'apposition de marques, ou à d'autres formalités ou conditions, elles s'engagent à n'en pas faire un moyen de prohibition déguisé ni de restriction arbitraire.

ART. 4.

Les catégories suivantes de prohibition et de restriction ne sont pas interdites par la présente Convention, à la condition, toutefois, qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers où existent les mêmes conditions, ni de manière à constituer une restriction déguisée des échanges internationaux :

- 1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;
- 2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;
- 3° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans les circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;
- 4° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;
- 5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique;
- 6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres;
- 7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;
- 8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'État ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'État.

ART. 5.

Rien, dans la présente Convention, ne portera atteinte au droit de toute Haute Partie contractante de prendre des mesures de prohibition ou de restriction

à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de toute autre Haute Partie contractante. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Art. 6.

1. Les Hautes Parties contractantes reconnaissant qu'il existe, pour certaines d'entre elles, des situations de fait ou de droit d'où résulte pour ces dernières l'impossibilité de prendre immédiatement, en ce qui concerne certains produits déterminés, les engagements souscrits aux articles précédents, ont jugé équitable d'autoriser ces Hautes Parties contractantes à faire la réserve de certaines exceptions de caractère temporaire, auxquelles celles-ci s'obligent de mettre un terme dès que les circonstances qui les motivent auront pris fin.

2. D'autre part, les Hautes Parties contractantes, reconnaissant que l'abolition de certaines prohibitions ou restrictions appliquées par certaines d'entre Elles à l'importation ou à l'exportation présenterait pour ces dernières de graves difficultés et que par ailleurs, ces prohibitions ou restrictions ne comportent pas de répercussions dommageables pour le commerce des autres pays, ont jugé également équitable d'autoriser ces Hautes Parties contractantes à faire la réserve de ces exceptions.

3. L'Annexe à la présente Convention mentionne les exceptions rentrant dans le cadre des deux paragraphes précédents, qui ont été consenties, à la date de ce jour, au profit des Hautes Parties contractantes qui sont nommément désignées dans cette Annexe et qui ont signé la Convention dès cette date.

4. Les demandes de dérogations que les Hautes Parties contractantes croiraient devoir présenter postérieurement à cette date seront soumises à la procédure indiquée au Protocole de la présente Convention.

Art. 7.

Si l'une des Hautes Parties contractantes est amenée à prendre une mesure de prohibition ou de restriction contre des produits d'un pays étranger quelconque, que la présente Convention lui soit ou non applicable, Elle devra l'instituer de telle manière que cette mesure porte le moins possible préjudice au commerce des autres Hautes Parties contractantes.

Art. 8.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, à l'exception des articles 4, 5 et 6 ainsi que des dispositions du Protocole relatives auxdits articles et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les parties, soit par la voie de tout autre moyen qu'elles emploieraient pour arriver à une entente, les parties au différend pourront, si elles sont toutes d'accord, avant de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend, en vue d'un règlement amiable, à tout organisme technique qui pourra être désigné, soit par le Conseil de la Société des Nations,

soit par les parties intéressées. Cet organisme formulera un avis consultatif, après avoir entendu les parties et les avoir, au besoin, réunies.

L'avis consultatif formulé par ledit organisme ne liera pas les parties au différend, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles, et les parties pourront, si elles sont toutes d'accord, soit après avoir recouru à la procédure ci-dessus mentionnée, soit pour la remplacer, recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix, y compris l'instance devant la Cour permanente de Justice internationale, pour toutes matières qui sont de la compétence de la Cour, aux termes de son Statut.

Si un différend quelconque d'ordre juridique surgit au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention — à l'exception des dispositions des articles 4, 5 et 6 ainsi que des dispositions du Protocole relatives audit article — les parties devront, à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, ou d'un tribunal arbitral de leur choix, qu'elles aient ou non préalablement recouru à la procédure prévue à l'alinéa premier.

En cas de contestation sur le point de savoir si un différend est d'ordre juridique ou non, cette question sera soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ou du tribunal arbitral choisi par les parties.

La procédure ouverte devant l'organisme visé à l'alinéa premier ci-dessus ou l'avis formulé par lui n'entraînera en aucun cas la suspension de la mesure qui fait l'objet du litige; il en sera de même dans le cas d'une instance devant la Cour permanente de Justice internationale — à moins que celle-ci n'en décide autrement aux termes de l'article 51 de son Statut — ou devant le tribunal arbitral choisi par les parties.

Rien dans la présente Convention ne pourra être interprété comme portant atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes, soit de leurs engagements relatifs à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, soit de leurs conventions bilatérales concernant la conciliation et l'arbitrage.

ART. 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, soit lors de la ratification de la présente Convention, soit ultérieurement, déclarer qu'elle s'engage à étendre, vis-à-vis de toute autre Haute Partie contractante acceptant la même obligation, l'application des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8 ci-dessus à tout différend pouvant surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, y compris, en tout ou en partie, les articles 4, 5 et 6, que le différend soit ou non d'ordre juridique.

Les Hautes Parties contractantes qui ne prendraient pas, pour les articles 4, 5 et 6 ou pour certaines parties de ces articles, ainsi que pour les dispositions y relatives du Protocole, l'engagement prévu à l'alinéa précédent, pourront rendre applicables entre Elles pour ces matières les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 8.

ART. 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui

concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats ou territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dans la suite notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut à tout moment déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats ou territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 11.

Rien dans la présente Convention, ne porte atteinte aux droits et obligations découlant, pour les Hautes Parties contractantes, des Conventions internationales en vigueur auxquelles elles sont parties.

La présente Convention ne déroge pas aux stipulations des accords bilatéraux, en vigueur, à la date de ce jour, entre les Hautes Parties contractantes, qui établissent, en matière de prohibitions ou de restrictions à l'importation ou à l'exportation, un régime plus libéral que celui qui est établi par les dispositions de la présente Convention.

ART. 12.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations résultant du Pacte de la Société des Nations.

ART. 13.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention dans leurs territoires, un rapport sur les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions de la Convention.

ART. 14.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée jusqu'au 1^{er} janvier 1929, au nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout État non membre représenté à la Conférence qui a établi cette Convention ou de tout État à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Les membres de la Société des Nations et les États non membres, au nom desquels la Convention aura été signée avant le 1^{er} février 1928, seront admis au bénéfice de la procédure prévue au § 4 de l'article 6.

ART. 15.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société des Nations ainsi qu'aux États non membres, visés à l'article précédent.

ART. 16.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout Membre de la Société des Nations et tout État visé à l'article 14 pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les États signataires ou adhérents de la présente Convention.

ART. 17.

La présente Convention sera mise en vigueur dans les conditions et à la date qui seront fixées par la réunion prévue ci-après.

Entre le 15 juin et le 15 juillet 1928, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera les représentants dûment accrédités des Membres de la Société des Nations et des États non membres au nom desquels la Convention aura été signée à la date du 15 juin 1928, à une réunion, au cours de laquelle ils auront à déterminer :

- a) Les réserves qui, communiquées aux Hautes Parties contractantes en conformité du paragraphe 4 de l'article 6, pourront, avec l'assentiment de ces dernières, être faites au moment de la ratification;
- b) Les conditions requises pour la mise en vigueur de la Convention et notamment le nombre, et, s'il y a lieu, la mention des Membres de la Société et des États non membres, qu'ils soient signataires ou non, dont la ratification ou l'adhésion devra préalablement avoir été acquise;
- c) Le délai extrême pour le dépôt des ratifications et la date à laquelle la mise en vigueur devra intervenir, si les conditions requises au paragraphe précédent sont réalisées.

Si, à l'expiration de ce délai, les ratifications auxquelles sera subordonnée la mise en vigueur de la Convention n'étaient pas acquises, le Secrétaire général de la Société des Nations consultera les Membres de la Société des Nations et les États non membres, au nom desquels la Convention aura été ratifiée, sur le point de savoir s'ils désirent néanmoins la mettre en vigueur.

ART. 18.

La présente Convention pourra être dénoncée, par une notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre, après l'expiration d'un délai de cinq ans, comptés à partir de la date à laquelle la Convention sera entrée en vigueur.

Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations et n'aura effet

qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'État non membre au nom duquel elle aura été faite.

Toutefois, la Convention pourra être dénoncée au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre après l'expiration de la troisième année, à compter de la date de la présente Convention, si, après ce délai, l'une quelconque des dérogations consenties en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 6 subsiste. Cette dénonciation produira ses effets six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'État non membre au nom duquel elle aura été faite.

En outre, la Convention pourra être dénoncée au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre après l'expiration de la cinquième année, à compter de la date de la présente Convention, si, après ce délai, ce Membre de la Société des Nations ou cet État non membre estime que l'une quelconque des dérogations consenties par les Hautes Parties contractantes au cours de la réunion prévue à l'article 17 a altéré les effets de la présente Convention.

Cette dénonciation produira ses effets six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'État non membre au nom duquel elle aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si, à la suite de dénonciations, les conditions auxquelles les Hautes Parties contractantes auront, au cours de la réunion prévue à l'article 17, subordonné la mise en vigueur de la Convention, cessaient d'être remplies, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations la convocation d'une Conférence en vue d'examiner la situation résultant de ce fait. A défaut d'un accord pour le maintien de la Convention, chacune des Hautes Parties contractantes sera libérée de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoqué la convocation de cette Conférence produira ses effets.

ART. 19.

Si, avant l'expiration du délai de cinq ans mentionné au premier alinéa de l'article 18, des communications étaient adressées au Secrétaire général de la Société des Nations au nom d'un tiers des Membres de la Société des Nations et des États non membres parties de la présente Convention, pour l'informer de leur désir de voir réviser la Convention, tous les Membres de la Société des Nations et tous les États non membres, parties à la présente Convention, s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu dans ce but.

Au cas où la révision aurait lieu avant l'expiration de la cinquième année à compter de la date de la mise en vigueur de la présente Convention, tout membre de la Société des Nations ou tout État non membre, qui n'accepterait pas d'être partie à la Convention révisée, aura le droit de dénoncer la présente Convention, nonobstant le délai de cinq ans prévu à l'alinéa 4 de l'article 18. Cette dénonciation produira ses effets à la date à laquelle le régime institué par la Convention révisée entrera en vigueur.

Au cas où la revision aurait lieu au cours de la cinquième année à compter de la date de la mise en vigueur de la présente Convention, le délai de dénonciation prévu à l'alinéa 1 de l'article 18 sera prorogé d'un an.

Annexe de l'article 6.

Par application du § 3 de l'article 6 et de la section IV, littéra *d*), du Protocole, chacune des exceptions maintenues au profit des pays mentionnés ci-après n'est admise, aux termes de la présente Convention, que si le pays intéressé y appose sa signature ⁽¹⁾ à la date de ce jour et si, à la même date, la prohibition ou restriction dont il réclame le maintien est encore en vigueur :

I

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 1.

ALLEMAGNE . . .	Houille, coke, tourbe, lignite, briquettes.	à l'importation et à l'exportation.
—	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation.
AUTRICHE . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
BELGIQUE . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
GRANDE-BRETAGNE .	Colorants organiques de synthèse et couleurs et matières colorantes qui les contiennent, ainsi que produits organiques intermédiaires employés pour la fabrication de ces colorants, couleurs et matières colorantes . . .	à l'importation.
FRANCE . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
HONGRIE . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
ITALIE . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
JAPON . . .	Colorants organiques de synthèse et couleurs et matières colorantes qui les contiennent, ainsi que produits organiques intermédiaires employés pour la fabrication de ces colorants, couleurs et matières colorantes . . .	à l'importation.
	Riz	à l'importation et à l'exportation.

(1) Parmi les pays mentionnés à cette annexe, ceux qui suivent ont signé la Convention le 8 novembre 1927 : Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, etc., Égypte, France, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Roumanie et Tchécoslovaquie.

LUXEMBOURG . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
ROUMANIE . . .	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.
—	Machines usagées pour installations industrielles	à l'importation.
TCHÉCOSLOVAQUIE .	Houille, coke, tourbe, lignite, briquettes.	à l'importation et à l'exportation.
—	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages.	à l'exportation.

II

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 2.

ÉGYPTE. . . .	Bétail (exportation soumise à la délivrance d'un permis)	à l'exportation.
—	Oufs (pendant certains mois de l'année).	à l'exportation.
—	Engrais organiques, y compris fiente de pigeons, déchets d'abattoirs et sang desséché	à l'exportation.
ÉTATS-UNIS D'AMÉR.	Gaz hélium	à l'exportation.
ITALIE	Minerais de fer	à l'exportation.
—	Blé.	à l'exportation.
ROUMANIE . . .	Minerais de fer, de cuivre et de manganèse.	à l'exportation.
—	Pétrole brut	à l'exportation.

* * *

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le huit novembre mil neuf cent vingt-sept, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence.

Allemagne :

D^r TRENDLENBERG.

États-Unis d'Amérique :

HUGH R. WILSON.

Autriche :

E. PFLÜGL.

Belgique :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Bulgarie :

Prof. GEORGES DANAÏLOW.

Danemark :

J. CLAN.

Chili :

E. VILLEGAS.

Égypte :

SADIK HENEIN.

Estonie :

C.-R. PUSTA.

Finlande :

RAFAEL ERICH.

France :

D. SERRUYS.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés de la
Société des Nations :

S. CHAPMAN.

Inde :

ATUL C. CHATTERJEE.

Italie :

A. DI NOLA.

Hongrie :

BARANYAI ZOLTAN.

Japon :

ITO.

J. TSUSHIMA.

Lettonie :

CHARLES DUZMANS.

Luxembourg :

ALBERT CALMES.

Norvège :

GEORG WETTSTEIN.

Pays-Bas :

DE GRAAFF.

F.-M. WIBAUT.

Pologne :

F. SOKAL.

Portugal :

F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Roumanie :

D. J. GHEORGHIU.

CÉSAR POPESCU.

*Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes :*

CONST. FOTITCH.

Siam :

CHAROON.

Suède :

EINAR HENNINGS.

Suisse :

W. STUCKI.

Tchécoslovaquie :

D' IBL.

Turquie :

M. KEMAL.

Protocole de la Convention.

Au moment de procéder à la signature de la Convention pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, conclue à la date de ce jour, les soussignés dûment autorisés sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cette Convention :

SECTION I

ad ARTICLE PREMIER.

a) Les mots « territoires des Hautes Parties contractantes » employés dans la Convention ne désignent que les territoires auxquels elle est rendue applicable ;

b) Dans le cas où le territoire douanier d'une des Hautes Parties contractantes comprend des territoires qui ne sont pas placés sous sa souveraineté, ces territoires seront également considérés comme « territoires » aux termes de la Convention.

c) Etant donné qu'il existe à l'intérieur ou sur les frontières mêmes de l'Inde des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faibles par rapport à celles de son territoire, et qui forment des parties détachées ou des établissements appartenant à d'autres États métropoles et que, d'autre part, il est impossible, pour des raisons administratives, d'appliquer les dispositions de la Convention auxdites zones ou enclaves, il est convenu que ces dispositions ne s'y appliqueront pas.

Toutefois l'Inde appliquera, à l'égard des zones ou enclaves en question, un régime qui respectera les principes de la Convention et facilitera, dans la mesure du possible, les importations et les exportations, et elle s'interdit de les soumettre à toute nouvelle mesure de prohibition ou de restriction qui ne serait pas autorisée par la Convention, sauf dans le cas où il n'y aurait pas d'autre moyen d'assurer la perception des droits de douane et d'accise.

SECTION II

ad ART. 2.

En ce qui concerne l'application de l'article 2, l'engagement souscrit par le Canada ne lie que le Gouvernement fédéral, sans engager les Gouvernements des provinces, auxquels la constitution canadienne donne le pouvoir d'interdire ou de restreindre sur leur territoire l'importation et l'exportation de certains produits.

SECTION III

ad ART. 4.

a) *ad* n° 4.

La protection des animaux et des plantes contre les maladies vise également les mesures prises afin de les préserver contre la dégénérescence ou l'extinction, et les mesures appliquées aux semences, plantes, parasites et animaux nuisibles.

b) ad n° 7

Les Hautes Parties contractantes, bien que s'étant abstenues de viser les mesures relatives aux produits dits « standards » et aux définitions de produits, déclarent que ce paragraphe doit être interprété comme ne faisant pas obstacle à la pratique de certains pays de subordonner l'exportation de leurs produits à certaines conditions de qualité, en vue de sauvegarder, d'une part, le bon renom de ces produits et de donner, d'autre part, une garantie à l'acheteur étranger. Elles déclarent, au contraire, qu'elles interprètent le paragraphe en question comme interdisant le recours à tout système de classification ou de définition des produits, employé comme un moyen détourné de restreindre l'importation des produits étrangers ou de la soumettre à un régime d'injuste discrimination.

c) ad n° 7.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que les prohibitions et restrictions dont le seul but est, soit d'éviter que certaines marchandises importées puissent être soustraites aux droits de douane qui leur sont applicables, soit d'empêcher, dans des cas exceptionnels, l'importation de certaines marchandises d'où résulterait une réduction des revenus fiscaux provenant de droits auxquels sont soumises d'autres marchandises, ne pourront être établies ou maintenues qu'à défaut de tout autre moyen efficace d'assurer lesdits revenus fiscaux.

d) ad n° 7.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que si, du fait de la constitution de certains États et des méthodes différentes qu'ils mettent en œuvre pour leur contrôle intérieur, une assimilation complète ne pouvait être établie entre le régime des produits nationaux et celui des produits importés, ce traitement différentiel ne saurait avoir pour objet ou pour résultat de créer une injuste discrimination au détriment de ces derniers.

e) ad n° 8.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles n'ont en vue que des monopoles dont chacun ne vise qu'un ou plusieurs produits déterminés.

SECTION IV

*ad ART. 6.**a) ad n° 1.*

Les Hautes Parties contractantes qui ont fait les réserves prévues au paragraphe 4 de l'article 6, déclarent qu'elles ne considèrent pas leur adhésion à la disposition de l'alinéa 3 de l'article 18 comme un engagement de leur part que les circonstances qui les ont obligées à formuler ces réserves auront pris fin dans un délai de trois ans, mais comme la faculté consentie à toute Partie contractante de reprendre sa liberté au cas où, les susdites circonstances n'étant pas modifiées dans le délai indiqué, celle-ci jugerait son économie préjudiciée par le maintien d'une quelconque des prohibitions ou restrictions qui font l'objet des susdites réserves.

b) ad n° 2.

En admettant les dérogations prévues au paragraphe 2 de l'article 6, les Hautes Parties contractantes n'ont pas entendu en consacrer d'une manière définitive l'existence, mais seulement marquer que la nécessité de les abolir ne se fait pas sentir aussi impérieusement, étant donné le rôle peu important qu'elles jouent au point de vue des échanges internationaux.

c) ad n° 2.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en acceptant pour la Roumanie, et en considération de sa situation exceptionnelle de fait et de droit, la réserve du pétrole brut en conformité du § 2 de l'article 6, Elles n'ont nullement donné leur adhésion à des mesures de prohibition et de restriction de ce produit, qu'elles considèrent comme très important pour le marché international. Les Hautes Parties contractantes expriment leur confiance que la Roumanie elle-même, dès que les circonstances le lui permettront, abolira cette prohibition, en se conformant à l'esprit du paragraphe B ci-dessus, et qu'elle tiendra compte, en attendant, des intérêts des pays voisins contractants.

La Délégation roumaine s'associe complètement à cette déclaration.

*d) ad n° 4.**1. — Portée de la disposition.*

Pour l'application du § 4, il est entendu que toute demande de dérogation qui pourra être présentée après la date de la présente Convention, ne saurait porter que sur des prohibitions ou restrictions en vigueur à cette même date.

2. — Procédure.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra faire connaître, par une communication adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, les prohibitions ou restrictions qu'Elle désire pouvoir maintenir en vertu des §§ 1 et 2 de l'article 6. Cette communication devra parvenir au Secrétaire général avant le 1^{er} février 1928. Elle indiquera, le cas échéant, les conditions auxquelles la Haute Partie contractante intéressée serait disposée à renoncer à ces prohibitions ou restrictions.

2. Le Secrétaire général de la Société des Nations portera, aussitôt que possible après la date du 1^{er} février 1928, à la connaissance des Hautes Parties contractantes l'ensemble des demandes qu'il aura reçues par application du paragraphe précédent.

3. Toute Haute Partie contractante qui désirerait présenter des observations au sujet des demandes ainsi communiquées, pourra les faire parvenir jusqu'au 1^{er} mai 1928 au Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci donnera connaissance aux Hautes Parties contractantes, aussitôt que possible après cette date, de l'ensemble des observations reçues.

4. Les demandes et observations formulées par les Hautes Parties contractantes seront examinées au cours de la réunion prévue à l'article 17 de la Convention.

SECTION V

ad Art. 7.

L'expression « commerce des Hautes Parties contractantes » désigne le commerce de ceux de leurs territoires auxquels la Convention s'applique.

SECTION VI

Les prohibitions ou restrictions appliquées aux articles fabriqués dans les prisons ne sont pas visées par la Convention.

SECTION VII

Dans le cas où des prohibitions ou restrictions seraient appliquées dans les limites établies par la Convention, les Hautes Parties contractantes se conformeront strictement, en ce qui concerne les licences, aux dispositions suivantes :

- a) Les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir des licences seront immédiatement portées, dans la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public;
- b) Le mode de délivrance de ces titres sera aussi simple et aussi stable que possible;
- c) L'examen des demandes et la remise des licences aux intéressés seront effectués avec la plus grande célérité;
- d) Le système de délivrance des licences sera établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet les licences, lorsqu'elles seront accordées à des personnes, devront porter le nom du bénéficiaire et ne devront pas pouvoir être utilisées par une autre personne.

En ce qui concerne la répartition des contingents, les Hautes Parties contractantes, sans statuer sur la méthode à adopter, estiment qu'une répartition équitable de ces contingents est une des conditions essentielles de l'équitable traitement du commerce international.

* .

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le huit novembre mil neuf cent vingt-sept, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence.

(Mêmes signatures qu'au bas de la Convention.)

ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE

A la suite d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, adoptée le 25 septembre 1924, le Conseil invitait le Comité économique de la Société à entreprendre les travaux préparatoires en vue de la conclusion d'une entente internationale ayant pour objet l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Au cours des années 1925 et 1926, le Comité économique s'est livré à une étude approfondie de ce problème en organisant deux vastes enquêtes successives, l'une auprès des Gouvernements et l'autre auprès des organisations commerciales et industrielles de tous les pays jouant un rôle important dans le domaine des échanges internationaux.

Les résultats de cette minutieuse préparation ont été consignés dans le document contenant l'avant-projet d'accord international, sur la base duquel ont eu lieu les délibérations de la présente Conférence.

La Conférence, convoquée en exécution des résolutions du Conseil en date des 11 mars et 14 juin 1927, s'est réunie le 17 octobre 1927 au Palais des Nations à Genève. Ses délibérations ont abouti à l'établissement de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation qui porte la date de ce jour.

Le Conseil de la Société des Nations a nommé aux fonctions de Président de la Conférence :

M. H. COLIJN, ancien premier ministre des Pays-Bas.

Les travaux du secrétariat étaient confiés aux membres suivants de la Section économique et financière du Secrétariat de la Société des Nations : MM. STOPPANI, STENCER, SMETS, assistés du D^r P. BARANDON, membre de la Section juridique.

* * *

Les Membres de la Société dont la liste suit ont pris part aux travaux de la Conférence et ont, à cet effet, désigné des délégations composées des membres indiqués ci-dessous :

ALLEMAGNE

Délégés :

Le docteur ERNST TRENDLENBURG,

Secrétaire d'État au Ministère de l'Économie nationale.

ADOLF REINSHAGEN,

Conseiller ministériel au Ministère de l'Économie nationale.

M. ASCHMANN,

Consul général à Genève.

Délégués adjoints :

Le docteur KAHLER,

Conseiller au Ministère de l'Intérieur.

M. EUGEN LÖHR,

Conseiller au Ministère de l'Agriculture.

AUSTRALIE*Délégué :*

Le major général sir GRANVILLE DE LAUNE RYRIE, K. C. M. G., C. B.,

Haut Commissaire pour l'Australie à Londres.

Expert :

Mr. C. A. B. CAMPION.

Secrétaire :

Major O. C. W. FEHRMAN, O. B. E.

AUTRICHE*Délégués :*

Le docteur RICHARD SCHÜLLER,

Chef de Section à la Chancellerie fédérale (Département des Affaires étrangères).

Le docteur CHARLES MÖRTH,

Chef de Section au Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Le docteur J. PAUL INAMA-STERNEGG,

Conseiller ministériel au Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Le docteur FRÉDÉRIC DISTLER,

Conseiller ministériel au Ministère fédéral des Finances.

M. RODOLPHE RÖSSLER,

Conseiller ministériel au Ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts.

BELGIQUE*Délégués :*

M. J. BRUNET,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

M. F. VAN LANGENHOVE,

Chef du Cabinet et Directeur général du Commerce extérieur au Ministère des Affaires étrangères.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Délégué :

SIR SYDNEY CHAPMAN, K. C. B., C. B. E.

Conseiller économique du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Délégué adjoint et Conseiller douanier :

MR. H. V. READE, C. B.

Secrétaire adjoint des douanes et accises.

Délégués adjoints et conseillers commerciaux :

MR. GILBERT C. VYLE,

De l'Association des Chambres de Commerce britannique.

L'HONORABLE F. VERNON WILLEY, C. M. G., C. B. E. M. V. O.

Secrétaire :

MR. F. A. GRIFFITHS, M. C.

BULGARIE

Délégué :

M. GEORGES DANAÏLOW,

Professeur à l'Université de Sofia, Député au Parlement.

CANADA

Délégué :

Le docteur W. A. RIDDELL, M. A. Ph. D.

« Advisory Officer » du Dominion du Canada auprès de la Société des Nations.

CHILI

Délégué :

M. FRANCISCO WALKER-LINARES,

Professeur à l'Université de Santiago du Chili.

CHINE

Délégué :

M. CHI-YUNG-HSIAO,

Chargé d'Affaires de Chine à Berne.

COLOMBIE

Délégué :

Le docteur EFRAIN GAJAN HURTADO,

Ancien Directeur de la Section diplomatique du Ministère des Affaires Étrangères à Bogota.

CUBA

Délégués :

M. G. DE BLANCK,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

D^r Carlos ARMENTEROS,

Ministre de Cuba à Berne.

DANEMARK

Délégué :

M. J. CLAN,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Président de la Commission danoise pour la conclusion des traités de commerce.

Secrétaire :

M. G. C. JORGENSEN,

Premier secrétaire de la Commission danoise pour la conclusion des traités de commerce.

ÉTHIOPIE

Délégué :

Son excellence le comte LAGARDE, duc d'ENTOTTO,

Ministre plénipotentiaire, Représentant diplomatique de l'Empire d'Ethiopie accrédité auprès de la Société des Nations.

FINLANDE

Délégué :

M. Rafael Waldemar ERICH,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Experts :

M. K. R. SAVOLAHTI,

Consul général, Chef de Section au Ministère des Affaires Étrangères.

M. Axel SOLTANDER,

Ancien Consul général, « General Manager of the Central Association of Finnish Wood-working Industrie ».

FRANCE

Délégués :

M. DANIEL SERRUYS,

Directeur des Accords commerciaux au Ministère du Commerce, Président de la Délégation.

M. ROGER FIGHIERA,

Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère du Commerce.

Délégué adjoint :

M. ERNEST LECUYER,
Administrateur des Douanes au Ministère des Finances.

Experts :

M. ÉTIENNE FOUGÈRE,
Président de la Fédération de la soie et Président de l'Association
d'expansion économique.

M. MICHEL AUGÉ-LARIBÉ,
Secrétaire général de la Confédération nationale des Associations
agricoles.

M. DUCHON,
Secrétaire général du Syndicat de la mécanique.

M. JACQUES LACOUR-GAYET,
Agrégé de l'Université, Conseiller du Commerce extérieur.

Secrétaire :

M. HENRY GUEYRAUD,
Secrétaire d'ambassade.

GRÈCE*Délégué :*

M. VASSILI DENDRAMIS,
Chargé d'Affaires de Grèce, Délégué permanent auprès de la Société
des Nations.

HONGRIE*Délégué :*

M. ALFRED DE NICKL,
Conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères.

Experts :

Le docteur IZSÓ FERENCZI,
Conseiller au Ministère du Commerce.

M. TIBOR PECHY,
Conseiller au Ministère d'Agriculture.

M. CHARLES STAUR,
Secrétaire au Ministère des Finances.

INDE*Délégué :*

Sir BASANTA KUMAR MULLICK,
Juge de la Haute Cour de Patna.

Expert :

MR. H. A. F. LINDSAY, C. I. E., C. B. E.,
Commissaire du Commerce de l'Inde à Londres.

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

Délégués :

M. MICHAEL MAC WHITE,
Représentant auprès de la Société des Nations.
M. T. A. BARRINGTON,
Directeur adjoint de la Section du Commerce technique du Département de l'Industrie et du Commerce, Dublin.

ITALIE

Délégués :

L'HONORABLE FULVIO SUVICH,
Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances. Député au Parlement.
M. ANGELO DI NOLA,
Directeur général du Commerce et de la Politique économique.
M. PASQUALE TROISE,
Directeur général des Douanes et des Impôts indirects.

Experts :

L'HONORABLE GINO OLIVETTI,
Député au Parlement, Secrétaire général de la Confédération générale fasciste de l'Industrie italienne.
L'HONORABLE FERRUCIO LANTINI,
Député au Parlement, Président de la Confédération générale fasciste du Commerce.
M. ANTONIO MAROZZI,
Directeur général de la Confédération nationale fasciste des agriculteurs.

Conseiller technique :

M. ERASMO CARAVALE,
Inspecteur supérieur au Ministère de l'Économie nationale.

Secrétaire :

M. GUIDO BORGA,
Vice-Consul.

JAPON

Délégués :

M. NOBUBUMI ITO,
Conseiller d'ambassade, Directeur-adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations.

M. JUICHI TSUSHIMA,
Commissaire financier du Gouvernement du Japon à Londres, à Paris
et à New-York.

Experts :

M. T. HORIUCHI,
Secrétaire de l'Ambassade du Japon près Sa Majesté Britannique.

M. S. YAMAJI,
Secrétaire du Ministère des Finances.

Secrétaire :

M. S. KADOWAKI,
Attaché d'ambassade.

LETTONIE

Délégué :

M. CHARLES DUZMANS,
Représentant auprès de la Société des Nations.

LUXEMBOURG

Délégués :

M. ALBERT CALMES,
Membre du Conseil supérieur de l'Union économique belgo-luxem-
bourgeoise.

M. LÉON LAVAL,
Vice-Président de la Chambre de Commerce luxembourgeoise.

PAYS-BAS

Délégués :

Le docteur FOLKERT EVERT POSTHUMA,
Ancien Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce

M. F. M. WIBAUT,
Membre du Sénat des Pays-Bas.

M. DE GRAAFF,
Ancien Ministre des Colonies.

POLOGNE

Délégué :

M. FRANÇOIS DOLEZAL,
Sous-Secrétaire d'État au Ministère du Commerce.

Membres de la Délégation :

M. RENÉ SYGIETYSKI,
Chef de Section au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. M. SOKOLOWSKI,

Conseiller commercial à la Légation de Pologne près le Président du Reich allemand.

M. LÉONARD KRAWULSKI,

Conseiller au Ministère de l'Agriculture.

M. TADEUSZ GWIAZDOWSKI,

Conseiller de légation à la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

M. JERZY NOWAK,

Conseiller ministériel au Ministère des Finances.

M. ADAM BENIS,

Secrétaire de légation au Ministère des Affaires étrangères.

PORTUGAL

Délégué :

M. FRANCISCO DE CALHEIROS E MENEZES,

Premier Secrétaire de légation, Chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations.

ROUMANIE

Délégués :

M. ALEXANDRE ZEUCEANU,

Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Commission des Réparations.

M. DÉMÈTRE GHEORGHIU,

Directeur de la Banque Nationale de la Roumanie, ancien Secrétaire général du Ministère des Finances, ancien Directeur général des Douanes.

M. CÉSAR POPESCU,

Directeur général de l'Industrie au Ministère de l'Industrie et de Commerce.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Délégué :

M. CONSTANTIN FOTITCH,

Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Délégués adjoints :

M. GEORGES CURCIN,

Secrétaire général des Corporations industrielles.

M. MILAN LAZAREVIĆ,

Inspecteur au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

SIAM

Délégué :

Son Altesse le prince CHAROON,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de
la République française.

SUÈDE

Délégué :

M. MODIG (Einar),
Sous-Secrétaire d'État au Ministère du Commerce.

Délégué adjoint :

M. HENNINGS (Einar),
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près du Conseil
Fédéral suisse.

SUISSE

Délégué :

M. WALTER STUCKI,
Directeur de la Division du Commerce au Département fédéral de
l'Économie publique.

Secrétaire :

M. HENRY DE TORRENTÉ,
Secrétaire de la Division fédérale du Commerce.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Délégué :

Le docteur VINCENT IRL,
Conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères.

Experts :

Le docteur ADOLF OTTIS,
Conseiller au Ministère du Commerce.

Le docteur BOHUMIR HANOSEK,
Conseiller au Ministère de l'Agriculture.

Le docteur A. SCHÖNBACH,
Conseiller ministériel au Ministère des Finances.

Secrétaire :

Le docteur LADISLAV RADIMSKY,
Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères.

En outre, les pays suivants qui ne font pas partie de la Société des Nations ont accepté, sur l'invitation du Conseil, de participer à la Conférence et ont, à cet effet, désigné les délégations composées des membres indiqués ci-dessous :

ÉGYPTE

Délégués :

SADIK HENEIN Pacha,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ; Président de la Délégation.

ABDEL RAZAK ABOUL KHEIR bey,

Inspecteur en chef de l'Administration des Douanes.

ABDUL RAHMAN FIKRY bey,

Premier Secrétaire de la Légation près Sa Majesté Britannique.

M. AHMED NEGUIB,

Secrétaire financier adjoint au Ministère des Finances.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Délégué :

Mr. HUGH R. WILSON,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil Fédéral suisse.

Experts :

Mr. H. LAWRENCE GROVES,

Attaché commercial à la Légation des États-Unis d'Amérique à Vienne.

Mr. CHARLES E. LYON,

Attaché commercial à la Légation des États-Unis d'Amérique, Berne.

Mr. PERCY W. BIDWELL,

Représentant de la Commission des tarifs.

Mr. HARRY F. WORLEY,

Représentant du Trésorier des États-Unis d'Amérique, Attaché douanier.

Secrétaire de la Délégation :

Mr. S. PINKNEY TUCK,

Consul à Genève.

TURQUIE

Délégué :

MEHMET KEMAL bey,

Consul à Genève.

LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE, invitée par le Conseil à prendre part à la Conférence à titre consultatif, a désigné à cet effet la délégation suivante :

Le docteur GEORGES ROCHÉ,

Président de la Délégation, Administrateur-délégué des Établissements Poulenc Frères, Président du Syndicat des industries chimiques spéciales.

Mr. WASHINGTON IRVING BULLARD,

Banquier et fabricant de matières textiles, ancien Vice-Président Doyen de la Chambre de Commerce de Boston; Vice-Président de la Conférence internationale des cotons; Trésorier de l'Association nationale des fabricants de coton (E. U. A.).

Le docteur ALFRED GEORG,

Ancien président de la Chambre de Commerce de Genève, ancien Conseiller national.

Le docteur ERNEST VON SIMSON,

Secrétaire d'État (S. D.); Président de la Commission politique-commerciale de l'Association de l'industrie allemande.

Assistés de :

Mr. BASIL MILES,

Commissaire administratif pour l'Amérique auprès de la Chambre de Commerce internationale.

Le docteur GERHARD RIEDBERG,

Commissaire administratif pour l'Allemagne auprès de la Chambre de Commerce internationale.

Mr. WILLARD HILL,

Secrétaire-adjoint de la Chambre de Commerce internationale.

Le docteur JEAN DUCHENOIS,

Secrétaire général adjoint du Comité national français de la Chambre de Commerce internationale.

* * *

La Conférence a tenu quatorze séances, du 17 octobre au 8 novembre; elle a également nommé un certain nombre de Commissions qui ont tenu de fréquentes réunions.

La Conférence a élaboré et adopté la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation en date de ce jour, ainsi que le Protocole y annexé.

La Conférence a également fait les déclarations suivantes :

1. La Conférence, approuvant les résolutions de la Conférence économique internationale, tenue à Genève en mai 1927, relatives à la lutte contre les maladies des plantes et des animaux par le moyen d'accords internationaux;

Considérant que certains de ces accords, et notamment la Convention de Berne de 1881 contre le phylloxéra, ont abouti à une action heureusement concertée et dont les résultats ont été favorables ;

Considérant que les mesures contre les épizooties et épiphyties ne doivent avoir en vue que la préservation des animaux et des plantes ou de la santé publique menacée par la consommation de viandes ou de végétaux nocifs, et ne doivent être en aucun cas instituées ou appliquées comme un moyen de restreindre ou différencier le commerce des pays exportateurs de produits de l'élevage ou de l'agriculture ;

Considérant qu'il y a lieu de ne prendre que des mesures d'une efficacité éprouvée et d'en proportionner la rigueur aux menaces de contagion qui sont à redouter ;

Recommande au Conseil de la Société des Nations d'entreprendre, par les moyens qui lui apparaîtront les plus expédients et dans le plus bref délai possible, les études, consultations et enquêtes nécessaires en vue de la réunion d'une ou plusieurs conférences de techniciens spécialisés dans toute question relative à la lutte contre la maladie des animaux et des plantes, qui seront chargés de proposer aux gouvernements une action concertée, efficace contre les maux qu'ils veulent également combattre, et respectueuse à la fois des droits souverains des États et des intérêts du commerce international.

La Conférence n'ignore pas que des efforts ont été faits par certains pays pour aboutir au résultat désiré par la voie d'accords bilatéraux ; elle recommande aux organismes que le Conseil chargera de l'étude ci-dessus définie, d'en examiner les dispositions et d'en observer les effets.

2. Se référant au paragraphe 6 de l'article 4, la Conférence approuve les résolutions de la Conférence économique internationale, tenue à Genève en mai 1927, en ce qui concerne la liberté nécessaire de se procurer les devises destinées au paiement des marchandises.

3. Pour éviter qu'une réserve puisse être présentée, au titre de l'article 6 de la Convention, pour certaines prohibitions, relatives notamment aux peaux et aux os, qui existent actuellement dans un grand nombre de pays, la Conférence recommande :

a) Que les pays où ces prohibitions sont appliquées se concertent immédiatement pour reconnaître s'ils ne pourraient pas renoncer simultanément à toute réserve en cette matière ;

b) Que, si ce résultat ne pouvait être obtenu, les travaux préparatoires soient entrepris pour que la question puisse, lors de la réunion prévue à l'article 17, recevoir la solution la plus favorable.

4. La Conférence recommande que la réunion prévue à l'article 17 de la Convention prenne en considération, non seulement l'importance commerciale des pays en question, mais aussi leur répartition géographique et la nécessité éventuelle de la participation simultanée de certains d'entre eux.

5. La Conférence déclare que la Convention n'affecte, ni le système tarifaire, ni les méthodes contractuelles des pays participants, ni les pratiques destinées à en assurer l'application, mais elle exprime la ferme conviction que la sup-

pression des prohibitions et restrictions ne saurait motiver l'institution de droits d'exportation ou d'importation exagérés ou d'entraves de toute nature qui se substitueraient à celles que la Convention de ce jour a pour but de faire disparaître.

Elle déclare que le retour à la liberté du commerce, pour un produit déterminé, entraîne pour les pays producteurs et pour les pays consommateurs, des obligations corrélatives qui doivent se traduire par un régime équitable à la fois en matière de droits d'exportation et de droits d'importation et plus particulièrement dans le cas où ces derniers sont applicables à des produits fabriqués au moyen d'une matière première pour laquelle la Convention impose le rétablissement de la libre exportation.

En foi de quoi, les délégués ont signé le présent Acte.

Fait à Genève, le huit novembre mil neuf cent vingt-sept, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence, ainsi qu'à la Chambre de Commerce internationale.

Président :

H. COLLIN.

Secrétaires :

P. STOPPANI.

D^r P. BARANDON.

C. SMETS.

V. Z. STENCEK.

Allemagne :

D^r TRENDLENBURG.

Belgique :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés de
la Société des Nations :

S. J. CHAPMAN.

F. A. GRIFFITHS.

Bulgarie :

Prof. Georges DANAÏLOW.

Danemark :

J. CLAN.

Finlande :

RAFAEL ERICH.

France :

D. SERRUYS.

Hongrie :

BARANYAI Zoltán.

Italie :

A. DI NOLA.

Japon :

ITO.

J. TSUSHIMA.

Lettonie :

CHARLES DUZMANS.

Luxembourg :

ALBERT CALMES.

Pays-Bas :

DE GRAAFF.

F. M. WIBAUT.

Portugal :

F. DE CALHEIROS É MENEZES.

Roumanie :

D. J. GHEORGHIU.

CÉSAR POPESCU.

*Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes :*

CONST. FOTITCH.

Siam :

CHAROON.

Suisse :

W. STUCKI.

Tchécoslovaquie :

D^r IRL.

Égypte :

SADIK HENEIN.

Chambre de Commerce Internationale.

Le Président de la Délégation :

GEORGES ROCHÉ.

WILLARD HILL.

ALF. GEORG.

Déclaration annexe.

Les délégations de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal, de l'État serbe-croate-slovène et de la Suisse à la Conférence internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation tiennent à marquer que s'étant abstenues, avec le souci de ne point faire obstacle au succès de la Conférence et de ne point susciter entre les États participants une controverse de principe destinée à demeurer sans issue, elles ont néanmoins la ferme conviction que la prohibition des produits viticoles ne peut se justifier par les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, de la Convention.

France :

D. SERRUYS.

Grèce :

VASSILI DENDRAMIS.

Hongrie :

BARANYAI ZOLTAN.

Italie :

A. DI NOLA.

Portugal :

F. DE CALHEIROS É MENEZES.

*Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes :*

CONST. FOTITCH.

Suisse :

W. STUCKI.

ACCORD COMPLÉMENTAIRE

**à la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition
des prohibitions à l'importation et à l'exportation.**

(Énumération des Chefs d'États.)

Vu la Convention signée à Genève le 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation ;

Vu les dispositions de l'article 17 de ladite Convention ;

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires à la réunion prévue audit article, savoir :

(Liste des Plénipotentiaires.)

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à compléter les dispositions de la Convention susdite, dont elles feront partie intégrante.

ART. A.

L'annexe de l'article 6 de la Convention du 8 novembre 1927 est complétée comme suit au profit des pays ci-après désignés :

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 1.

BULGARIE . . .	Rosiers et leurs racines et verges. . .	à l'exportation.
CHILI . . .	Ferrailles et déchets de zinc . . .	à l'exportation.
—	Juments . . .	à l'exportation.
PORTUGAL . . .	Laine fine . . .	à l'exportation.
—	Liège à l'état brut . . .	à l'exportation.
SUÈDE . . .	Ferrailles. . .	à l'exportation.
TCHÉCOSLOVAQUIE .	Jets de houblon . . .	à l'exportation.

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 2.

ESTONIE . . .	Platine, pierres précieuses, perles et coraux (bruts ou achevés, détachés ou montés. . .	à l'exportation.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . .	Gaz hélium . . .	à l'exportation.
PORTUGAL . . .	Gomme de pin . . .	à l'exportation.
TCHÉCOSLOVAQUIE .	Quartzite. . .	à l'exportation.

ART. B.

Au cas où les Arrangements conclus en date de ce jour relatifs à l'exportation des peaux et des os ne pourraient, à défaut des ratifications nécessaires, être mises en vigueur, les Hautes Parties contractantes au présent Accord complémentaire sont convenues d'autoriser chacune d'elles à introduire ultérieurement les demandes qu'elles étaient en droit d'introduire aux termes de l'article 6 de la Convention et du Protocole y annexé et qu'elles ont renoncé à présenter au bénéfice des susdits Arrangements.

Ces demandes de dérogations devront être adressées au Secrétariat général de la Société des Nations avant le 30 septembre 1929 et seront transmises par ses soins aux Hautes Parties contractantes avant le 31 octobre 1929.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir d'urgence sur l'invitation qui leur sera adressée par le Secrétaire Général à l'effet d'examiner les demandes de dérogations ci-dessus visées

ART. C.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que, pour être mise en vigueur, la Convention devra avoir recueilli au préalable soit la ratification prévue à l'article 15, soit l'adhésion prévue à l'article 16 de ladite Convention, de la part d'au moins dix-huit Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

Les ratifications devront être déposées avant le 30 septembre 1929.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de faire savoir au Secrétaire Général de la Société des Nations, au moment du dépôt de sa ratification ou de la notification de son adhésion, qu'elle subordonne la mise en vigueur de la Convention, en ce qui la concerne, à la ratification ou à l'adhésion notifiée au nom de certains États, sans pouvoir toutefois faire mention d'autres États que ceux dénommés ci-après :

L'Allemagne.	La Pologne.
L'Autriche.	La Roumanie.
Les États-Unis d'Amérique.	Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.
La France.	La Suisse.
La Grande-Bretagne.	La Tchécoslovaquie.
La Hongrie.	La Turquie.
L'Italie.	
Le Japon.	

Le Secrétaire Général de la Société des Nations informera immédiatement chacune des Hautes Parties contractantes de chaque ratification ou adhésion enregistrée, ainsi que des indications dont elle aura pu être accompagnée en conformité de l'alinéa précédent.

Le 31 octobre 1929, le Secrétaire Général de la Société des Nations fera connaître à tous les Membres de la Société et États non Membres, au nom desquels la présente Convention aura été signée ou l'adhésion aura été donnée en vertu de l'article 16 de la Convention, les ratifications déposées et les adhésions notifiées avant le 30 septembre 1929.

ART. D.

S'il appert de la communication du Secrétaire Général de la Société des Nations visée au dernier alinéa de l'article précédent, que les conditions requises en vertu des trois premiers alinéas dudit article et du protocole annexe se sont trouvées réalisées à la date du 30 septembre 1929, la Convention sera mise en vigueur le 1^{er} janvier 1930.

Dans le cas contraire, il sera procédé en conformité de l'alinéa final de l'article 17 de la Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non Membres représentés à la Conférence.

Allemagne :

Dr ERNST TREDELENBURG.

États-Unis d'Amérique :

HUGH R. WILSON.

Autriche :

Dr RICHARD SCHÜLLER.

Belgique :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Bulgarie :

MIKOEFF.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés de la
Société des Nations :

S. J. CHAPMAN.

Inde :

H. A. F. LINDSAY.

Chili :

TOMAS RAMIREZ FRIAS.

Danemark :

J. CLAN.

WILLAM BORBERG.

Égypte :

SADIK E. HENEIN.

Estonie :

A. SCHMIDT.

Finlande :

RUDOLF HOLSTI.

GUNNAR KIHLMAN.

France :

D. SERRUYS.

Hongrie :

NICKL.

Italie :

A. DI NOLA.

P. TROISE.

Japon :

ITO.

J. TSUSHIMA.

Lettonie :

CHARLES DUZMANS.

Luxembourg :

ALBERT CALMES.

Pays-Bas :

POSTHUMA.

F. M. WIBAUT.

S. DE GRAAF.

Pologne :

FRANÇOIS DOLEZAL.

Portugal :

A. D'OLIVEIRA.

F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Roumanie :

ANTONIADE.

D. T. GHEORGHIU.

CESAR POPESCO.

*Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes :*

CONST. POTITCH.

GEORGES CURCIN.

Siam :

CHIARON.

Suède :

EINAR MODIG.

Suisse :

W. STUCKI.

Tchécoslovaquie :

IBL.

Turquie :

HASSAN.

Protocole de l'Accord complémentaire.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord complémentaire à la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, Accord conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet Accord complémentaire :

SECTION I

Les Hautes Parties contractantes déclarent que, dans le texte de l'Accord complémentaire en date de ce jour, l'expression « la Convention » désigne tant la Convention internationale du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation que l'Accord complémentaire en date de ce jour.

SECTION II

ad ART. A.

a) Le liège à l'état brut, pour lequel une dérogation est consentie au Portugal, ne comprend pas le liège en déchets, en agglomérés, en râpures et en planches.

b) Bien que les exceptions énumérées à l'article A aient été, comme celles qui apparaissent à l'annexe de l'article 6 de la Convention, consenties à la condition que les États qui en bénéficient signeraient le présent Accord complémentaire le jour de la signature générale, il a paru équitable d'accorder un délai s'étendant jusqu'au 31 août 1928 à la Bulgarie, aux États-Unis d'Amérique et au Portugal.

c) En ce qui concerne l'exception des jets de houblon, accordée à la Tchécoslovaquie en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, les Hautes Parties contractantes déclarent que leur consentement a été donné à la suite de l'engagement écrit par la Délégation tchécoslovaque de rendre libre l'exportation de ce produit vers tous les pays qui garantissent ou garantiront à la Tchécoslovaquie, par des mesures législatives ou contractuelles, la protection de l'appellation d'origine des houblons tchécoslovaques.

SECTION III

ad ART. B

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître en faveur de l'Italie l'application de la disposition du Protocole de l'Arrangement international relatif à l'exportation des os (Section I, *ad* art. 1^{er}, a), dans le cas où ledit Arrangement entrerait en vigueur.

SECTION IV

ad ART. C

a) Etant donné la situation des États-Unis d'Amérique, situation qui résulte du fait que l'année 1928-1929 est une année de courte session parlementaire, les

Hautes Parties contractantes conviennent que, même au cas où la ratification des États-Unis, demandée en vertu de l'alinéa 3 de l'article C, n'aura point été déposée à la date du 30 septembre 1929, la Convention sera mise en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1930 si, du moins, tous les autres États, dont dépend la mise en vigueur et dont le nombre total serait, dans ce cas, ramené à dix-sept, ont notifié au Secrétaire Général de la Société des Nations leur ratification ou leur adhésion avant le 30 septembre 1929 et s'il n'y est fait opposition avant la date du 15 novembre 1929 par aucun des États qui, au moment du dépôt de leur ratification ou de leur adhésion, ont subordonné la mise en vigueur, en ce qui les concerne, de la Convention à la ratification ou à l'adhésion des États-Unis d'Amérique. Dans le cas où cette opposition se produirait, le dernier alinéa de l'article 17 de la Convention serait applicable.

b) Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en dressant la liste des États figurant à l'article C, elles se sont inspirées surtout de l'interdépendance, affirmée au sein même de la Conférence, de certains intérêts.

Elles ont cru devoir omettre toute mention qui ne se serait justifiée que par l'importance des intérêts économiques ou par des considérations de situation géographique.

Si elles ont renoncé à mentionner certains États, c'est aussi qu'en raison du fait que ces États n'ont guère, à l'heure présente, de prohibitions de réelle importance, elles croient pouvoir compter sur leur ratification ou adhésion.

* . *

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les membres de la Société et à tous les États non membres représentés à la Conférence.

(Mêmes signatures qu'au bas de l'Accord complémentaire)

Déclaration annexe.

Les Délégations de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, en acceptant, en faveur de la Tchécoslovaquie, l'exception de la quartzite en vertu du § 2 de l'article 6 de la Convention, déclarent que leur consentement n'avait été obtenu que moyennant l'engagement de la Tchécoslovaquie de maintenir, aussi longtemps que la Convention restera en vigueur, les contingents et les conditions d'exportation actuellement accordés en vertu de traités ou d'arrangements spéciaux.

Allemagne :
Dr ERNST TRENDLENBURG.

Autriche :
Dr RICHARD SCHÜLLER.

Hongrie :
NICKL

Tchécoslovaquie :
IBL.

ARRANGEMENT INTERNATIONAL
RELATIF
A L'EXPORTATION DES PEAUX

.

(Énumération des Chefs d'États.)

.

Désireux de mettre fin aux entraves qui affectent actuellement le commerce de certaines matières premières et de donner au vœu exprimé dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation une application aussi favorable que possible à la production et aux échanges internationaux,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.

(Liste des Plénipotentiaires.)

.

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées ne sera soumise à aucune prohibition, sous quelque forme ou dénomination que ce soit.

ART. 2.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir de la même date, il ne sera maintenu ou institué, sur les produits visés à l'article 1^{er}, aucun droit d'exportation ni aucune taxe — hormis le droit de statistique — qui, en vertu de la législation respective des Hautes Parties contractantes, ne serait pas applicable à toutes les transactions commerciales dont ces produits feraient l'objet.

ART. 3.

Le présent Arrangement, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Il pourra être signé ultérieurement jusqu'au 31 décembre 1928 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout État non Membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire du présent Arrangement.

ART. 4.

Le présent Arrangement sera ratifié.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} juillet 1929 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non Membres, parties au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Au cas où le présent Arrangement n'aurait pas été ratifié à cette date par certains Membres de la Société des Nations ou par certains États non Membres, au nom desquels il a été signé, les Hautes Parties contractantes seront, par le Secrétaire général de la Société des Nations, invitées à se concerter sur la possibilité de sa mise en vigueur. Elles s'obligent à participer à cette consultation, qui devra être effectuée avant le 1^{er} septembre 1929.

Si, à la date du 1^{er} septembre 1929, tous les Membres de la Société des Nations et les États non Membres, au nom desquels le présent Arrangement a été signé, l'ont ratifié ou si, en vertu de la procédure prévue à l'alinéa précédent, ceux au nom desquels il a été ratifié en décidant la mise en vigueur, cette mise en vigueur interviendra à la date du 1^{er} octobre 1929 et sera notifiée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les Hautes Parties contractantes du présent Arrangement et de la Convention du 8 novembre 1927.

ART. 5.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout Membre de la Société des Nations et tout État visé à l'article 3, pourront adhérer au présent Arrangement.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré au présent Arrangement.

ART. 6.

Si, après l'expiration d'une période de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent Arrangement, une demande de révision de l'article 2 était adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par un tiers au moins des Membres de la Société des Nations et des États non Membres, parties au présent Arrangement, les autres s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu à cet effet.

Tout membre de la Société des Nations ou tout État non Membre, partie au présent Arrangement, pourra, au cas où cette consultation aboutirait au refus de la révision par lui demandée ou s'il estimait ne pouvoir souscrire à l'article 2 révisé, reprendre, en ce qui concerne la matière de cet article, sa liberté d'action six mois après le refus de révision ou à dater de la mise en vigueur de l'article 2 révisé, à condition d'en avertir le Secrétaire général de la Société des Nations.

Si, à la suite de dénonciations intervenues en conformité de l'alinéa précédent, un tiers des Membres de la Société des Nations et des États non Membres, parties au présent Arrangement et ne l'ayant pas dénoncé, demandaient une nouvelle consultation, toutes les Hautes Parties contractantes s'engagent à y participer.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

ART. 7.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent en ce qui concerne la dénonciation, le présent Arrangement pourra être dénoncé au nom de tout Membre de la Société des Nations ou tout État non Membre après l'expiration de la cinquième année de son application. Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la notification adressée en son nom au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'État non Membre au nom duquel la dénonciation aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité de cette procédure sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime que la dénonciation ainsi intervenue crée une situation nouvelle et adresse une demande à cet effet au Secrétaire général de la Société des Nations, celui-ci convoquera une Conférence à laquelle les autres Hautes Parties contractantes s'engagent à participer. Ladite Conférence pourra, soit dans un délai à fixer par elle, mettre fin aux obligations résultant du présent Arrangement, soit en modifier les dispositions. Au cas où l'un des Membres de la Société des Nations ou l'un des États non Membres, partie au présent Arrangement, estimerait ne pouvoir souscrire aux modifications intervenues, ledit Arrangement pourrait être dénoncé en son nom et il sera libéré de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoqué la convocation de cette Conférence produira ses effets.

ART. 8.

Les dispositions des articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la Convention du 8 novembre 1927 et les dispositions du Protocole relatives à ces articles, ainsi que du paragraphe *b* du Protocole *ad* article 1^{er}, s'appliqueront au présent Arrangement dans la mesure que comportent les engagements qui y sont contenus et les produits qu'il vise. Pour l'application de la procédure prévue audit article 8, il ne sera fait aucune distinction entre les dispositions des articles précédents du présent Arrangement.

* * *

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

Allemagne :

ADOLF REINSHAGEN.

Autriche :

D^r RICHARD SCHÜLLER.

Belgique :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

S. J. CHAPMAN.

Danemark :

J. CLAN.

WILLIAM BORBERG.

Finlande :
RUDOLF HOLSTI.

France :
E. LECUYER.

Hongrie :
NICKL.

Italie :
A. DI NOLA.
P. TROISE.

Luxembourg :
ALBERT CALMES.

Pays-Bas :
POSTHUMA.

Pologne :
FRANÇOIS DOLEZAL.

Roumanie :
ANTONIADE.
CÉSAR POPESCO.
J. G. DUMITRESCO.

*Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes :*
CONSTANT FOTITCH.
GEORGES CURCIN.

Suisse :
D. STUCKI.

Tchécoslovaquie :
D^r F. PEROUTKA.

Protocole de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet Arrangement :

Les dispositions de l'Arrangement relatif à l'exportation des peaux, en date de ce jour, s'appliquent aux prohibitions et restrictions à l'exportation des produits visés à l'article premier dudit Arrangement des territoires des Hautes Parties contractantes vers le territoire de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

ad ARTICLE PREMIER.

On entend par « peaux et pelleteries préparées », au sens du présent Accord, les peaux ayant subi une préparation destinée uniquement à assurer leur conservation.

ad ART. 2.

Au bénéfice de la déclaration ci-après que le délégué de la Roumanie a souscrite, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour dispenser provisoirement cet État des dispositions de l'article 2 de l'Arrangement en date de ce jour.

Déclaration de la Délégation roumaine.

En se réservant le droit de maintenir, sur les peaux et pelleteries fraîches ou préparées, des droits d'exportation, le Gouvernement roumain déclare n'avoir aucune intention de maintenir, quant à ces articles, par des taxes exagérées, la prohibition abolie; il entend seulement garder toute sa liberté afin d'arriver, par la réduction dégressive des taxes d'exportation, à une situation normale, ce qu'il a d'ailleurs fait pour d'autres matières premières.

ANTONIADE.

*
* *

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

(Mêmes signatures qu'au bas de l'Arrangement.)

ARRANGEMENT INTERNATIONAL
RELATIF
A L'EXPORTATION DES OS

.....
(*Énumération des Chefs d'États.*)
.....

Désireux de mettre fin aux entraves qui affectent actuellement le commerce de certaines matières premières et de donner au vœu exprimé dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation une application aussi favorable que possible à la production et aux échanges internationaux,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....

.....
(*Liste des Plénipotentiaires.*)
.....

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des os bruts ou dégraissés, ainsi que leurs déchets, des cornes, ongles et sabots, ainsi que de leurs déchets, et des cuirs à colle, ne sera soumise par elles à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit.

ART. 2.

Les Hautes Parties contractantes qui, actuellement, n'appliquent aucun droit d'exportation sur les produits visés à l'article 1^{er}, ou dont les droits d'exportation sur ces produits ne dépassent pas le taux de fr. 1.50 suisse par 100 kilogrammes, s'obligent à n'instituer ou à ne maintenir, à dater du 1^{er} octobre 1929, aucun droit d'exportation dépassant ce taux de fr. 1.50 suisse.

ART. 3.

Les Hautes Parties contractantes qui, actuellement, appliquent aux produits visés à l'article 1 un droit d'exportation supérieur à 3 francs suisses s'obligent à le ramener, à partir du 1^{er} octobre 1929 à un taux ne dépassant pas ce chiffre.

ART. 4.

Les Hautes Parties contractantes qui, actuellement, appliquent aux produits visés à l'article 1 un droit d'exportation supérieur à fr. 1.50, mais ne dépassant pas 3 francs suisses, sans avoir établi de prohibition pour ces produits, s'engagent à ne pas majorer les taux actuellement en vigueur.

Pourront toutefois être portés jusqu'au maximum de 3 francs suisses les droits d'exportation appliqués par les Hautes Parties contractantes qui ont actuellement un droit supérieur à fr. 1.50 et ne dépassant pas 3 francs suisses, si du moins ces droits sont actuellement appliqués sous le régime de la prohibition.

ART. 5.

Parmi les produits visés à l'article 1^{er}, il ne pourra être institué ni maintenu aucune taxe — hormis le droit de statistique — qui, en vertu de la législation respective des Hautes Parties contractantes, ne serait pas applicable à toutes les transactions commerciales dont ces produits feraient l'objet.

ART. 6.

Le présent Arrangement n'exclut aucunement la faculté, pour les Hautes Parties contractantes, de conclure des accords particuliers groupant un certain nombre d'entre elles et basés, soit sur la limitation du droit d'exportation à un chiffre inférieur à celui autorisé par ledit Arrangement, soit sur la suppression de tout droit de sortie.

Ces accords ne pourront cependant porter atteinte aux droits qui, pour les États tiers, résulteraient de conventions fondées sur le traitement de la nation la plus favorisée.

ART. 7.

Le présent Arrangement, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Il pourra être signé ultérieurement jusqu'au 31 décembre 1928 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout État non Membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire du présent Arrangement.

ART. 8.

Le présent Arrangement sera ratifié.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} juillet 1929 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non Membres, parties au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Au cas où le présent Arrangement n'aurait pas été ratifié à cette date par certains membres de la Société des Nations ou par certains États non membres, au nom desquels il a été signé, les Hautes Parties contractantes seront, par le Secrétaire général de la Société des Nations, invitées à se concerter sur la possibilité de sa mise en vigueur. Elles s'obligent à participer à cette consultation, qui devra être effectuée avant le 1^{er} septembre 1929.

Si, à la date du 1^{er} septembre 1929, tous les membres de la Société des Nations et les États non membres, au nom desquels le présent Arrangement a été signé, l'ont ratifié ou si, en vertu de la procédure prévue à l'alinéa précédent, ceux au nom desquels il a été ratifié en décidant la mise en vigueur, cette mise en vigueur interviendra à la date du 1^{er} octobre 1929 et sera notifiée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les Hautes Parties contractantes au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Art. 9.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout membre de la Société des Nations et tout État visé à l'article 7 pourront adhérer au présent Arrangement.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré au présent Arrangement.

Art. 10.

Si, après l'expiration d'une période de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent Arrangement, une demande de revision des articles 2, 3 ou 4 était adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par un tiers au moins des Membres de la Société des Nations et des États non Membres, parties au présent Arrangement, les autres s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu à cet effet.

Tout Membre de la Société des Nations ou tout État non Membre, partie au présent Arrangement, pourra, au cas où cette consultation aboutirait au refus de la revision par lui demandée ou s'il estimait ne pouvoir souscrire aux articles 2, 3 ou 4 révisés, reprendre, en ce qui concerne la matière de ces articles, sa liberté d'action six mois après le refus de revision ou à dater de la mise en vigueur des articles 2, 3 ou 4 révisés, à condition d'en avertir le Secrétaire général de la Société des Nations.

Si, à la suite de dénonciations intervenues en conformité de l'alinéa précédent, un tiers des Membres de la Société des Nations et des États non Membres, parties au présent Arrangement et ne l'ayant pas dénoncé, demandaient une nouvelle consultation, toutes les Hautes Parties contractantes s'engagent à y participer.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Art. 11.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent en ce qui concerne la dénonciation, le présent Arrangement pourra être dénoncé au nom de tout Membre de la Société des Nations ou tout État non Membre après l'expiration de la cinquième année de son application. Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la notification adressée en son nom au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'État non Membre au nom duquel la dénonciation aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité de cette procédure sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime que la dénonciation ainsi intervenue crée une situation nouvelle et adresse une demande à cet effet au Secrétaire général de la Société des Nations, celui-ci convoquera une conférence à laquelle les Hautes Parties contractantes s'engagent à participer. Ladite Conférence pourra, soit dans un délai à fixer par elle, mettre fin aux obligations

résultant du présent Arrangement, soit en modifier les dispositions. Au cas où l'un des Membres de la Société des Nations ou l'un des États non Membres, partie au présent Arrangement, estimerait ne pouvoir souscrire aux modifications intervenues, ledit Arrangement pourrait être dénoncé en son nom et il sera libéré de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoqué la convocation de cette Conférence produira ses effets.

ART. 12.

Les dispositions des articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la Convention du 8 novembre 1927 et les dispositions du Protocole relatives à ces articles, ainsi que du paragraphe *b)* du Protocole *ad* article 1^{er}, s'appliqueront au présent Arrangement dans la mesure que comportent les engagements qui y sont contenus et les produits qu'il vise. Pour l'application de la procédure prévue audit article 8, il ne sera fait aucune distinction entre les dispositions des articles précédents du présent Arrangement.

* . *

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

Allemagne :

ADOLF REINSHAGEN.

Autriche :

D^r RICHARD SCHÜLLER.

Belgique :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés de la
Société des Nations :

S. J. CHAPMAN.

Danemark :

J. CLAN.

WILLIAM BORBERG.

Finlande :

RUDOLF HOLSTI.

France :

E. LÉCUYER.

Hongrie :

NICKL.

Italie :

A. DI NOLA.

P. TROISE.

Luxembourg :

ALBERT CALMELS.

Pays-Bas :

POSTHUMA.

Pologne :

FRANÇOIS DOLEZAL.

Roumanie :

ANTONIADE.

CESAR POPESCO.

J. G. DUMITRESCO.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

CONST. FOTITCH.

GEORGES CURGIN.

Suisse :

D. STUCKI.

Tchécoslovaquie :

D^r F. PEROUTKA.

Protocole de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement international relatif à l'exportation des os et conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet Arrangement :

Les dispositions de l'Arrangement relatif à l'exportation des os, en date de ce jour, s'appliquent aux prohibitions et restrictions à l'exportation des produits visés à l'article premier dudit Arrangement des territoires des Hautes Parties contractantes vers le territoire de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

SECTION I

ad ARTICLE PREMIER.

a) Les dispositions de l'article 1 s'appliquent à l'Italie seulement en ce qui concerne les cuirs à colle.

Pour les autres marchandises mentionnées audit article premier, les Hautes Parties contractantes, en reconnaissant que l'Italie se trouve, du fait des conventions conclues avec certains pays, dans l'impossibilité d'augmenter son droit d'exportation de 2 lires papier, sont d'accord pour qu'elle puisse maintenir la prohibition actuellement en vigueur, tant que la stipulation concernant le taux du droit d'exportation sur les os n'aura pas pris fin.

b) Les déchets d'os comprennent, notamment, les os découpés provenant de la fabrication des boutons ou d'autres fabrications similaires et désignées communément sous le nom de « dentelles ».

SECTION II

ad Art. 2.

Pour l'application de l'article 2, les Hautes Parties contractantes reconnaissent que la situation spéciale de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie autorise ces pays à appliquer, par dérogation aux dispositions dudit article 2, un droit d'exportation qui pourra dépasser le taux de 1 fr. 50 suisse qui y est prévu, mais ne pourra cependant, en aucun cas, dépasser celui de 3 francs suisses.

SECTION III

ad Art. 3.

Au bénéfice des déclarations ci-après que les délégués de la Pologne, de la Roumanie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ont souscrites, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que ces États soient provisoirement dispensés de toute obligation en ce qui concerne les taux des droits d'exportation sur les produits visés à l'article 1^{er} de l'Arrangement en date de ce jour.

A. — *Déclaration de la Délégation polonaise.*

Le Gouvernement de la Pologne ayant, aux termes de la Section III du Protocole, *ad* article 3 ci-dessus, bénéficié de la faculté de maintenir ou d'instituer, sans limitation de taux, un droit d'exportation sur les produits visés à l'article 1^{er} de l'Arrangement en date de ce jour, donne volontiers l'assurance qu'il n'aggraverà pas le taux actuellement en vigueur et de faire tous ses efforts pour le réduire progressivement dans l'avenir.

FRANÇOIS DOLEZAL.

B. — *Déclaration de la Délégation roumaine.*

En se réservant le droit de maintenir, sur les os bruts ou dégraissés, ainsi que sur leurs déchets, des droits d'exportation, le Gouvernement roumain déclare n'avoir aucune intention de maintenir, quant à ces articles, par des taxes exagérées, la prohibition abolie; il entend seulement garder toute sa liberté afin d'arriver, par la réduction dégressive des taxes d'exportation, à une situation normale, ce qu'il a d'ailleurs fait pour d'autres matières premières.

ANTONIADE.

C. — *Déclaration de la Délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.*

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ayant, aux termes de la Section III du Protocole, *ad* article 3 ci-dessus, bénéficié de la faculté de maintenir, ou d'instituer, sans limitation de taux, un droit d'exportation sur les produits visés à l'article 1 de l'Arrangement en date de ce jour, donne volontiers l'assurance de ne pas dépasser le taux de 4 francs suisses et de faire tous ses efforts pour le réduire progressivement dans l'avenir.

CONST. FOTITCH.

SECTION IV

ad ART. 2, 3 et 4.

En ce qui concerne les cuirs à colle, les Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'ils ne sauraient être assimilés aux produits visés aux articles 2, 3 et 4, et que, sauf de la part des États visés à la Section III du présent Protocole, aucun droit d'exportation ne saurait être établi par elles sur les cuirs à colle. Toutefois, elles admettent que la Hongrie pourra établir sur ce produit un droit d'exportation qui ne pourra en aucun cas dépasser les deux tiers des droits applicables aux produits visés à l'article 1 de l'Arrangement en date de ce jour.

* * *

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

(Mêmes signatures qu'au bas de l'Arrangement.)

(34)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 SEPTEMBER 1928.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Internationale Akten betreffende de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen, ondertekend te Geneve op 8 November 1927 en op 11 Juli 1928.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De economische verwarring veroorzaakt door den oorlog, de storingen op monetair gebied die er het gevolg van geweest zijn, hebben er een groot aantal Staten toe gebracht, onmiddellijk na het sluiten van den vrede artificieele maatregelen te treffen die bestemd waren om de grondstoffen noodig voor de nijverheid, of de voortbrengselen van den grond dienend voor de voeding, op hun grondgebied te behouden, alsook om den invoer tegen te gaan van gefabriceerde artikels van aard om de nationale voortbrengst concurrentie aan te doen.

Vandaar de volstrekte in- en uitvoerverboden, de beperkingen die tot uiting komen in het verleenen van vergunningen al dan niet verbonden aan de vaststelling van contingenten, alsmede de vroeger zoo weinig gebruikte uitvoerrechten die in immer groeiend aantal ontstaan zijn, de op dit gebied door zekere Staten gevolgde politiek waardoor andere Staten genoodzaakt werden essentiële belangen te vrijwaren door het toepassen van soortgelijke maatregelen.

Het is U bekend dat België aan deze noodzakelijkheid niet ontsnapt is : het heeft er moeten toe besluiten af te wijken van den weg dien zijne traditioneele politiek hem aanwees; maar, op enkele zeldzame uitzonderingen na, hebben de ingevoerde beperkingen slechts korten tijd bestaan.

Zooals te verwachten was, is het gebeurd dat, in meerdere gevallen, de getroffen maatregelen de gansch uitzonderlijke omstandigheden, waaruit zij ontstaan waren, overleefd hebben. Ook is er een beweging tot stand gekomen ten gunste der afschaffing, door middel van internationale verbintenissen, van deze artificieele hulpmiddelen die, over het algemeen, door eenen geleidelijk herstelden economischen toestand niet meer gerechtvaardigd waren.

Deze opiniebeweging kwam bijzonder krachtig tot uiting in eene der Vergaderingen van den Volkenbond, ten gevolge van een zeer gelukkig initiatief genomen door de Italiaansche delegatie : deze stelde voor dat er een resolutie

zou aangenomen worden ten gunste der bijeenroeping eener Internationale Conferentie die voor doel zou hebben de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen.

Deze kwestie werd door den Raad voor onderzoek verwezen naar het Economisch Comité van den Volkenbond, hetwelk, handelend volgens eene methode die uitstekende nitslagen opgeleverd had op een ander gebied — dit der vereenvoudiging der douane-formaliteiten — zich wijdde aan het voorbereiden van een desbetreffend ontwerp van overeenkomst, waarbij het zich, bij wijze van raadpleging, de onrechtstreeksche medewerking der Regeeringen zelf verzekerde, alsook deze der handels- en nijverheidsinrichtingen van de landen die in den internationalen handel een belangrijke rol vervullen.

Op grondslag van een aldus rijpelijk bestudeerd ontwerp, dat op voorhand verzekerd was van den om zoo te zeggen zedelijken steun van al de belanghebbende landen, werd er te Genève op 17 October 1927 eene Conferentie bijeengeroepen die gelast werd over dit onderwerp te beraadslagen en die leidde tot de onderteekening van de Overeenkomst van 8 November van hetzelfde jaar.

Volgens de bevelen des Konings, heb ik de eer, Mijne Heeren, deze internationale Akte alsmede de drie Akkoorden, onderteekend op den datum van 11 Juli 1928, Me er het uitvloeisel van zijn, aan uwe goedkeuring te onderwerpen.

In de Overeenkomst van 8 November 1927 zijn de beginselen uitgedrukt die den grondslag vormen van de getroffen internationale verstandhouding. Ik zal ze in het kort hier aanduiden.

Door artikel 2 gaan de Verdragsluitende Staten de verbintenis aan, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingstelling der Akte, al de in- en uitvoerverboden of -beperkingen af te schaffen en in de toekomst dergelijke verboden of beperkingen niet in te stellen. Deze verbintenis is echter aangegaan onder voorbehoud van de uitzonderingen voorzien in de volgende artikelen, welke uitzonderingen in drie categorieën gerangschikt kunnen worden.

Een dezer categorieën drong zich op, namelijk degene die het voorwerp uitmaakt van de opsomming welke voorkomt in artikel 4 en waarin men de voor den oorlog in het meerendeel der handelsverdragen reeds aangenomen verboden en beperkingen terugvindt. Deze uitzonderingen zijn gerechtvaardigd door hunne bepaling zelf; zij beantwoorden aan noodwendigheden of aan rechten waarvan de rechtmatigheid niet in twijfel kan worden getrokken.

Gezien de uitzonderlijke toestanden die sedert den oorlog ontstaan zijn en die, in zekere landen, zouden kunnen blijven bestaan of herleven onder den drang van omstandigheden, die het moeilijk zou zijn met eenige zekerheid te voorzien, is het noodig gebleken de uitzonderingen die het voorwerp uitmaken van artikel 4, te laten samengaan met een beschikking die een minder rechtstreeksch objectief karakter draagt en waarvan de redactie, zoowel tijdens het opmaken van het ontwerp onderworpen aan de Conferentie van 1927 als bij de beraadslagingen dezer laatste, wel het meest teere punt is geweest van het op te lossen vraagstuk. Eindelijk is men het eens geworden over den tekst die het voorwerp uitmaakt van artikel 5 en waarvan de bewoordingen zoodanig gewogen zijn dat elke verkeerde uitlegging voorkomen wordt.

Bij de twee categorieën uitzonderingen die aldus in artikels 4 en 5 voorzien zijn en die alleen waren opgenomen in het ontwerp van overeenkomst voorbereid door het Economisch Comité van den Volkenbond kwam er zich een derde voegen, dat in den loop zelf van de werkzaamheden der Conferentie ontstaan is. Zij maakt het voorwerp uit van artikel 6 der Overeenkomst van 8 November 1927, alsmede van artikel A van het Aanvullend Akkoord van 11 Juli 1928.

Zooals artikel 6 er aan herinnert, erkende men dat er, voor zekere Staten, feitelijke of rechtstoestanden bestaan — zooals bijvoorbeeld verplichtingen van eenigen duur voortspuitend, ten opzichte van de belanghebbende nijverheden, uit wetten in deze Staten aangenomen — die voor bepaalde voortbrengselen de toepassing niet toelieten van de in artikel 2 onderschreven verbintenissen, vooraleer een zekere termijn verstreken was.

Was het gewenscht in een dergelijk geval artikel 5 in werking te brengen of was het integendeel van belang aan dit laatste eene toepassing te geven zoo beperkend mogelijk?

De tweede oplossing heeft met recht de voorkeur gekregen. Maar om ze mogelijk te maken, heeft men zijn toevlucht moeten nemen tot het hulpmiddel voorzien door de alinea's 1 en 2 van artikel 6, terwijl de door de tweede dezer alinea's toegestane uitzonderingen zich gevoegd hebben bij die welke voortvloeien uit de aanvankelijke aanvragen ingediend in den geest van de eerste alinea.

Vandaar de bij name aangewezen afwijkingen, die door de Overeenkomst van 8 November 1927 ten gunste van sommige Staten toegestaan werden en die in de bij gezegde Overeenkomst gevoegde lijst vermeld staan. Vandaar ook de uitzonderingen die in artikel A van het Aanvullend Akkoord van 11 Juli 1928 opgenomen werden, volgens de in de Afdeling IV van het Protocol der Overeenkomst voorziene procedure.

Om den inhoud der twee lijsten waarop ik zooeven zinspeelde, uit te leggen, dient hier opgemerkt dat op deze lijsten slechts verboden of beperkingen mochten voorkomen die op den datum van de onderteekening der voornaamste Overeenkomst, dus op 8 November 1927, nog van kracht waren.

Zeker zijn de aldus toegestane afwijkingen, zoo weinig talrijk zij ook mogen zijn, van aard om op het eerste zicht de draagwijdte der gesloten Akte te verminderen of eerder om aan deze laatste een minder bevredigend uitzicht te geven. Maar indien men de zaak doorgrondt, moet men integendeel erkennen dat de aldus bij name toegestane uitzonderingen de draagwijdte van artikel 5 in een strikt beperkende zin nader bepalen en er eenigzins een extensieve toepassing van voorkomen.

* * *

De voorafgaande regels bepalen in welke mate de toepassing van de Akte van 8 November 1927 een einde zal stellen aan het kunstmatig en abnormaal regime waarvan de ontwerpers der Conferentie de afschaffing nastreefden.

De artikelen die op dit onderwerp betrekking hebben, zijn vergezeld van andere beschikkingen, die blijkbaar geen ophelderingen vergen.

Sommige hebben voor doel de stipte en volledige toepassing der genomen verbintenissen te waarborgen — zooals de alinea 2 van artikel 1 en het artikel 3, — of er zorg voor te dragen dat aan de belangen der verdragsluitende Staten niet onrechtmatig afbreuk zou gedaan worden door de maatregelen die

de Overeenkomst zou toelaten — zooals de alinea 2 van artikel 5 en het artikel 7.

Ik zal een oogenblik stilhouden bij artikel 8 betreffende de procedure welke dient gevolgd voor de regeling der geschillen die tusschen verdragsluitende Staten aangaande de uitlegging of de toepassing van de beschikkingen der Overeenkomst zouden ontstaan. De dienaangaande aangenomen bepalingen blijven beneden degene waarvan de Belgische Regeering de inlassching zou gewenscht hebben, in dien zin namelijk dat zij drie der voornaamste artikelen van de Akte, de artikelen 4, 5 en 6, van de toepassing van gezegd artikel uitsluiten.

Om een meer uitgebreide toepassing van dit artikel 8 toe te laten, heeft de Belgische Afvaardiging de opneming voorgesteld van een aanvullend artikel dat het artikel 9 geworden is en de Verdragsluitende Staten er toe machtigt te verklaren, hetzij bij de bekrachtiging der Overeenkomst hetzij later, dat zij er zich toe verbinden tegenover de andere Staten die dezelfde verplichting zouden aannemen, de toepassing van artikel 8 tot het geheel of een gedeelte der artikelen 4, 5 en 6 uit te breiden. Ik ken genoeg de zienswijze van het Belgisch Parlement in zake arbitrage, om er van overtuigd te zijn dat de Kamers er zullen in toestemmen dat de Regeering des Konings, op het oogenblik der bekrachtiging van de Overeenkomst, gebruik make van het recht dat haar aldus door artikel 9 wordt toegekend.

Ik wensch hier vast te stellen dat de Belgische delegatie het voorstel dat het ontstaan gegeven heeft aan dit artikel, ingediend heeft in overeenstemming met de zienswijze van den Voorzitter der Conferentie, den heer Colyn, gewezen Eerste Minister van Nederland. Deze vaststelling geeft mij de gelegenheid hulde te brengen aan den verheven geest waarin de heer Colyn de werkzaamheden der Conferentie geleid heeft, alsook aan zijn onbetwistbaar zedelijk gezag, waardoor hij in hooge mate bijgedragen heeft tot het verwezenlijken der eensgezindheid tusschen al de delegaties op grondslagen die, voor zoover de omstandigheden het toelieten, gericht waren op de ruimste oplossingen.

Artikel 10 tot 16 hebben, voor het meerendeel, een protocolair karakter en stemmen overeen met de artikels van dien aard die over het algemeen voorkomen in de internationale Akten gesloten onder de bescherming van den Volkenbond.

* * *

Artikelen 17 en 18, die betrekking hebben op de inwerkingstelling en op de eventueele opzegging der Overeenkomst, staan in verband met de vergadering die heeft plaats gehad te Geneve in de maand Juli j. l. en die zich heeft moeten bezighouden met de afwijkingen van de algemeene verplichtingen der Overeenkomst aangenomen, zooals hooger gezegd, voor zekere producten, ten voordeele van bepaalde onderteekenende Staten.

Deze vergadering moest, luidens artikel 17, zich eveneens uitspreken over de voorwaarden die zouden vereischt zijn voor de inwerkingstelling der Overeenkomst wat betreft het aantal en, eventueel, de vermelding der Staten waarvan de bekrachtiging of de toetreding noodig zou geacht worden.

Reeds op het oogenblik dat het vraagstuk der verboden door het Economisch Comité ter studie gelegd werd, was het erkend geworden dat de van de Verdragsluitende Staten te vorderen verbintenissen van dien aard waren dat zij slechts zouden mogen getroffen worden indien gelijksoortige verplichtingen

gelijktijdig aangegaan werden door een zeker aantal Staten — door deze waarvan de handelsbetrekkingen van aard waren om op de meest rechtstreeksche wijze tegen elkaar te reageeren.

Aan deze kiesche aangelegenheid werd de in Juli j. l. gehouden vergadering grootendeels gewijd.

Talrijke formules werden voorgesteld. Deze welke ten slotte aangenomen werd gaat uit van een voorstel ingediend door de Belgische afvaardiging volgens hetwelk de inwerkingstelling der Overeenkomst zou afhankelijk gesteld worden van hare bekrachtiging door een minimum aantal Staten, waarvan er enkele met naam in de Overeenkomst zelf zouden aangeduid worden.

De beschikkingen dienaangaande ingelascht in artikel C van het Aanvullend Akkoord, onderwerpen de inwerkingstelling der Overeenkomst aan de bekrachtiging of aan de toetreding van ten minste achttien Staten. Iedere der Verdragssluitende Staten kan, anderzijds, deze inwerkingstelling, wat hem betreft, doen afhangen van de bekrachtiging door zekere der in gezegd artikel aangeduide 14 Staten.

België komt niet voor onder deze 14 Staten die hoofdzakelijk — naast bestendig in den Raad vertegenwoordigde Staten alsmede de Vereenigde Staten — landen van het Centrum en het Oosten van Europa omvatten.

Het Protocol, dat terzelfder tijd als het Aanvullend Akkoord onderteekend werd, bepaalt (*ad* Art. C. *b*) den geest waarin de lijst dezer 14 Staten werd opgemaakt. De dienaangaande aangenomen uitleggingen zijn feitelijk een hulde aan de economische politiek van de in artikel C niet vermelde Staten; het was logisch dat België, hoe belangrijk ook de rol weze die het in den internationalen handel speelt, onder de aldus bedoelde landen voorkwam.

Het spreekt van zelf, Mijne Heeren, dat het van de Regeering des Konings zou afhangen om in feite zijne bekrachtiging ondergeschikt te maken aan degene van dien Staat, niet in artikel C vermeld, wiens medewerking haar noodzakelijk zou schijnen ten opzichte der Belgische belangen. Zij zou er zorg voor dragen zich in verbinding te stellen met de Regeering van dat land om eventueel de bekrachtigingen van beide Staten gelijktijdig te doen geschieden.

Artikel 18 der Overeenkomst van 8 November 1927, betreffende de opzeggingen die zich zouden voordoen, is tamelijk ingewikkeld.

Men heeft immers verschillende mogelijkheden moeten voorzien, waarvan eene — die welke het voorwerp der derde alinea uitmaakt — het tijdelijk karakter der krachtens paragraaf 1 van artikel 6 toegestane afwijkingen doet uitkomen. De beschikkingen van artikel 18 zijn bovendien geïnspireerd door de nauwe onderlinge afhankelijkheid die op het gebied der Overeenkomst bestaat tusschen de belangen der onderteekenende Staten, welke onderlinge afhankelijkheid door de hierboven besproken beschikkingen van artikel C van het Aanvullend Akkoord in het licht worden gesteld.

Wat artikel 19 betreft, dit stelt de procedure vast die gevolgd moet worden met het oog op de eventuele herziening der Overeenkomst.

* * *

Twee bijzondere Akkoorden werden op denzelfden datum als het Aanvullend Akkoord bij de Overeenkomst van 8 November 1927 onderteekend; zij hebben betrekking het eene op den uitvoer van huiden en vellen, het andere op den uitvoer van beenderen. Zij houden zich bezig met een kwestie waarop de

voornaamste Overeenkomst niet van toepassing was, namelijk die der *uitvoer-rechten*.

De huiden en vellen en de beenderen maken thans in talrijke landen het voorwerp uit van beperkingsmaatregelen die het vrije verkeer van deze voortbrengselen, welke grondstoffen zijn van zeer belangrijke nijverheden, op ernstige wijze belemmeren. Ook had de Conferentie van 1927, in hare Slotakte, waarvan de tekst U wordt medegedeeld terzelfder tijd als die der vier aan uwe goedkeuring onderworpen Akkoorden, aanbevolen dat de landen waar deze maatregelen worden toegepast, met elkander overleg zouden plegen, vóór de in artikel 17 de Overeenkomst voorziene vergadering, om te onderzoeken of zij niet gelijk-tijdig konden afzien van elk verzoek tot afwijking in deze aangelegenheid.

Een bijeenkomst werd met dit doel in de maand Maart 1. l. te Genève gehouden.

De Belgische Regeering had verklaard dat zij bereid was af te zien van het uitzonderlijk regime dat thans in België bestaat voor de beenderen, waarvan de uitvoer, zooals gij weet, aan het verkrijgen van een uitvoervergunning onderworpen is, indien de andere Staten onderteekenaars van de Overeenkomst van 8 November 1927 die den vrijen uitvoer der beenderen belemmeren, er zich hunnerzijds toe verbonden van deze maatregelen af te zien. Zij voegde er aan toe dat onder de aldus bedoelde belemmeringen van den vrijen uitvoer, volgens hare zienswijze, eveneens de rechten begrepen waren die door sommige Staten bij den uitvoer dezer voortbrengselen geheven worden.

Zoo kwam het dat de kwestie der uitvoerrechten, voor dit artikel nauw verbonden was met de door de Overeenkomst van 8 November 1927 niet toegelaten verboden en beperkingen. En het is op den grondslag van de combinatie die ik zooveen aangeduid heb, dat de besprekingen van de hooger bedoelde vergadering aangevangen werden.

Hetzelfde terrein van bespreking werd voor de huiden aangenomen.

De zittingen gehouden te Genève in Maart 1928 lieten niet toe tot een Akkoord te geraken dat al de betrokken Staten groepeerde. De beraadslagingen werden hervat op den vooravond der Conferentie voorzien door het artikel 17 der voornaamste Overeenkomst.

Deze nieuwe beraadslagingen hebben geleid tot de onderteekening der beide internationale Schikkingen die, Mijne Heeren, terzelfder tijd als gezegde Overeenkomst en het Akkoord dat ze aanvult, aan uwe goedkeuring onderworpen worden.

Wat de huiden betreft, is de verkregen uitslag uiterst volledig. De getroffen schikking omvat immers de verbintenis dat, te beginnen van 1 October 1929, de uitvoer van versehe of bereide huiden en vellen aan geen verbod noch beperking meer zal onderworpen worden en dat, te beginnen van denzelfden datum geen uitvoerrecht op deze voortbrengselen meer zal gehandhaafd noch geheven worden.

Een enkele uitzondering werd toegestaan : Roemenië is van de verplichting betreffende de uitvoerrechten vrijgesteld; eene verklaring die aan de andere onderteekenende Staten sommige waarborgen te dien aanzien geeft is in het Protocol van de Schikking overgenomen.

Om het belang te doen uitschijnen van het Akkoord gesloten op de grondslagen die ik zooveen aangeduid heb, is het voldoende vast te stellen dat de uitvoer der huiden in talrijke landen verboden is en, in andere, aan dikwijls zeer hoge uitvoerrechten onderworpen is.

Voor de beenderen is de uitslag waartoe de onlangs gehouden besprekingen geleid hebben, minder volledig, daar men niet tot een Akkoord is kunnen geraken op den grondslag van een volledige afschaffing der uitvoerrechten.

Door de Schikking van 11 Juli 1928 betreffende deze voortbrengselen wordt een regime ingesteld dat volgens de landen verschilt en in zekere mate rekening houdt met den feitelijken toestand in elk dezer landen.

Voor de Staten die thans geen uitvoerrecht toepassen, is het toegelaten bedrag, te rekenen van 1 October 1929, tot 1,50 Zwitsersche franken beperkt.

De Staten die thans een hooger uitvoerrecht dan 3 Zwitsersche franken toepassen, verbinden er zich toe dit recht, van denzelfden datum af, tot een bedrag dat dit cijfer niet overschrijdt, terug te brengen.

Ten slotte zullen de Staten die thans een recht toepassen hooger dan 1,50 maar niet hooger dan 3 frank, zonder verboden ingesteld te hebben, het van kracht zijnde bedrag niet mogen verhoogen, terwijl, wanneer rechten begrepen tusschen deze grenzen thans onder het regime der prohibitie toegepast worden, deze rechten tot het maximum bedrag van 3 Zwitsersche franken zullen mogen gebracht worden.

De landen voor dewelke, krachtens het op deze grondslagen gevestigde Akkoord, de grens van het uitvoerrecht op 1,50 frank vastgesteld is, zijn nogal talrijk; dit regime zal namelijk van toepassing zijn op het geheel der landen van Noord-Europa en van West-Europa. Tijdens de onlangs gehouden vergadering werd er overigens aangeraden dat tusschen deze Staten een bijzonder Akkoord zou gesloten worden dat de afschaffing van elk uitvoerrecht zou behelzen. Dit heeft de Belgische Delegatie er toe gebracht voor te stellen dat in de Schikking betreffende de beenderen de beschikking zou worden ingelascht die het voorwerp uitmaakt van artikel 6 en waarbij wordt vastgesteld dat deze Schikking geenszins het recht uitsluit, voor de Verdragsluitende Partijen, particuliere Akkoorden te sluiten die een zeker aantal onder hen groepeeren en die gebaseerd zijn hetzij op de beperking van het recht tot een lager cijfer dan het geoorloofde, hetzij op de afschaffing van elk uitvoerrecht.

Om te geraken tot een akkoord op de hierboven aangeduide grondslagen, zijn er eenige uitzonderingen moeten toegestaan worden; zij maken het voorwerp uit van het Protocol gevoegd bij de Schikking en zijn toepasselijk op landen van het Centrum en van het Oosten van Europa: Oostenrijk, Hongarije, Tsjecho-Slowakije, Yougo-Slavië, Roemenië en Polen. Bij deze landen moet ook Italië gevoegd worden, welk land het voordeel genoten heeft van een speciaal regime uit hoofde der verbintenissen die het op dit oogenblik ten opzichte van zekere Staten binden en die, voor dit land, het uitvoerrecht op de beenderen beperkt op slechts 2 lire-papier, hetzij ongeveer 0.50 Zwitsersche frank.

Voorzeker verminderen deze uitzonderingen, in zekere mate, den bevredigenden indruk teweeggebracht door de getroffen algemeene beschikkingen; maar zij waren onontbeerlijk voor het bereiken eener overeenkomst en het is verkieslijk gebleken er in toe te stemmen liever dan aan elk akkoord betreffende de uitvoerrechten te verzaken.

Het groot belang der Schikking waarover het hier gaat en die, ik herhaal het, naar aanleiding van een initiatief van ons land getroffen werd, ligt hiër in dat zij, in zake beperking der rechten, een zeer gewichtig precedent schept. Dit precedent zal gevoeglijk kunnen ingeroepen worden wanneer men zich zal bezighouden met de vermindering der invoerrechten, over welke kwestie er nu

reeds detailstudies aangevangen werden door het Economisch Comité van den Volkenbond, wat betreft zekere categorieën van producten.

Het Akkoord dat zoo pas in zake de uitvoerrechten op de beenderen aangegaan werd, moet trouwens slechts als eene eerste mijlpaal beschouwd worden; eene toepassing der beschikking van artikel 6, waarover ik hierboven gesproken heb, is namelijk te beschouwen als zijnde mogelijk binnen een tijd die misschien nabij is.

* * *

De Overeenkomst van 8 November 1927 en de drie Akkoorden gesloten den 11 Juli 1928 zullen tot op het einde van dit jaar ter onderteekening door de Staten open blijven.

De Staten die tot heden toe de Overeenkomst van 8 November 1927 onderteekend hebben zijn ten getale van 29, te weten : Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika, Oostenrijk, België, Groot-Brittannië, Indië, Bulgarije, Chili, Denemarken, Egypte, Estland, Finland, Frankrijk, Hongarije, Italië, Japan, Letland, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Polen, Portugal, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, Siam, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije en Turkije.

Een dezer Staten heeft het Aanvullend Akkoord van 11 Juli 1928 nog niet onderteekend : Noorwegen; maar zijne onderteekening schijnt als zeker te mogen beschouwd worden.

Wat de twee internationale Schikkingen betreffende den uitvoer van huiden en beenderen betreft, deze werden de eene en de andere onderteekend door de navolgende Staten : Duitschland, Oostenrijk, België, Groot-Brittannië, Denemarken, Finland, Frankrijk, Hongarije, Italië, Luxemburg, Nederland, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Zwitserland en Tsjecho-Slowakije.

* * *

De Akkoorden die aan uwe goedkeuring onderworpen worden, verwezenlijken op het gebied van het regime van in- en uitvoer een vooruitgang waarvan ik de belangrijkheid niet hoef aan te toonen.

Deze Akten moeten niet enkel om hunnen inhoud gewaardeerd worden. Zij dienen in verband te worden gebracht met het werk van economische gezondmaking ondernomen door den Volkenbond en tot welks geleidelijke volvoering Gij reeds hebt bijgedragen door een eenparige goedkeuring te hechten aan de Internationale Overeenkomst van 3 November 1923 voor de vereenvoudiging der tolformaliteiten. Deze Overeenkomst heeft, dit zij in het voorbijgaan gezegd, den gelukkigsten invloed uitgeoefend op de werking der tolbeheeren van talrijke landen : zeer bemoedigende, concrete vaststellingen werden in dit opzicht herhaaldelijk door het Economisch Comité van Genève gedaan.

Dit Comité zet thans zijne taak voort op den grondslag der besluiten van de Internationale Economische Conferentie bijeengekomen in 1927 onder voorzitterschap van den Heer Theunis, Staatsminister, die eveneens de belangrijke opdracht gekregen heeft de werkzaamheden te leiden van het Economisch Raadgevend Comité ingesteld ter uitvoering van een der wenschen van de Conferentie.

Dit nieuwe organisme heeft voor de eerste maal vergaderd in de maand

Mei 1. 1. Steunend op de besluiten van de Conferentie van 1927, heeft het een nauwkeurig en concreet werkprogramma vastgesteld, waarvan het Economisch Comité de verwezenlijking tracht te verzekeren door aan zijne studies een richting te geven welke geschikt is, om te leiden tot het sluiten van nieuwe internationale Akkoorden.

Men mag dus de Akkoorden, die het voorwerp uitmaken van het aan uwe beraadslagingen onderworpen wetsontwerp, beschouwen als een der elementen van een volledige oplossing waardoor de landen der wereld stap voor stap zullen teruggebracht worden tot een economisch regime dat steeds gunstiger is voor de ontwikkeling der handelsbetrekkingen tusschen Staten.

Ik verzoek U, Mijne Heeren, de internationale Akten van 8 November 1927 en van 11 Juli 1928 in dezen geest te onderzoeken, in de overtuiging dat zij van uwentwege op de gunstigste wijze zullen onthaald worden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

INTERNATIONALE OVEREENKOMST
TOT AFSCHAFFING DER
IN- EN UITVOERVERBODEN EN -BEPERKINGEN

.....

(Opsomming der Staatshoofden.)

.....

Gezien het besluit van de Vergadering van den Volkenbond gedagteekend van 25 September 1924;

Geleid door de conclusies van de Internationale Economische Conferentie, gehouden te Genève in Mei 1927, en met deze laatste erkennend dat de in- en uitvoerverboden, de willekeurige regimes en de verkapte discriminaties waartoe zij aanleiding geven, betreurenswaardige gevolgen gehad hebben, zonder dat de ernstige nadeelen van bedoelde maatregelen vergoed werden door de financieele voordeelen of de sociale weldaden die de Staten die ze getroffen hadden, er van verwachtten;

Overtuigd zijnde dat het van gewicht is voor het herstel en de toekomstige ontwikkeling van den wereldhandel, dat de Regeeringen zouden afzien van eene politiek die nadeelig is zoowel voor hun eigen als voor het algemeen belang;

Overtuigd dat de terugkeer tot de werkelijke vrijheid van den internationalen handel eene der wezenlijke voorwaarden van den algemeenen voorspoed in de wereld uitmaakt;

Overwegende dat het aldus bepaalde doel het best bereikt kan worden door de toevlucht te nemen tot eene gelijktijdige en onderling overlegde actie onder den vorm van eene internationale Overeenkomst hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

.....

(Lijst der Gevolmachtigden.)

.....

Welke na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

De beschikkingen van deze Overeenkomst zijn toepasselijk op de verboden en beperkingen bij den invoer in de grondgebieden van de Hooge Verdragsluitende Partijen, der koopwaren — natuurlijke of vervaardigde producten — van de grondgebieden van om het even welke der Hooge Verdragsluitende Partijen, en op de verboden en beperkingen bij den uitvoer van producten uit de grondgebieden van gezegde Partijen naar de grondgebieden van om het even welke der andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

ART. 2.

Onder voorbehoud van de in de volgende artikelen voorziene uitzonderingen, gaan de Hooge Verdragsluitende Partijen de verbintenis aan binnen een termijn van zes maanden te rekenen van het inwerkingtreden van deze Overeenkomst, wat de respectieve grondgebieden van elk hunner betreft, al de in- en uitvoerverboden of -beperkingen af te schaffen en in de toekomst dergelijke verboden of beperkingen niet in te stellen. Gedurende dezen termijn zal elk der Hooge Verdragsluitende Partijen al de geschikte maatregelen nemen om de bestaande verboden en beperkingen tot een minimum te herleiden en zal er zich van onthouden nieuwe verboden of beperkingen in te stellen.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich daarenboven de noodige maatregelen te treffen opdat de beschikkingen van deze Overeenkomst door al de overheden — centrale of plaatselijke — stipt zouden nageleefd worden, en opdat geene enkele reglementeering in strijd met deze beschikkingen kunne uitgevaardigd worden.

ART. 3.

Indien de Hooge Verdragsluitende Partijen, bij toepassing van hunne wetgeving, den in- of uitvoer van koopwaren aan zekere voorschriften onderwerpen betreffende de wijze, den vorm of de plaats van in- of uitvoer, het aanbrengen van merken, of aan andere formaliteiten of voorwaarden, gaan zij de verbintenis aan er geen middel van verkapt verbod of willekeurige beperking van te maken.

ART. 4.

De navolgende categorieën van verboden en beperkingen zijn door deze Overeenkomst niet verboden, op voorwaarde echter dat zij niet op zulke wijze toegepast worden dat zij een middel uitmaken tot willekeurige discriminatie tusschen de vreemde landen welke zich in dezelfde omstandigheden bevinden, noch in dier wijze dat zij een verkapte beperking van den internationalen ruilhandel uitmaken :

1° Verboden of beperkingen betreffende de openbare veiligheid;

2° Verboden of beperkingen uitgevaardigd om zedelijke of menschlievende redenen;

3° Verboden of beperkingen betreffende den handel in wapenen, schietvoorraad en oorlogsmaterieel, of, in uitzonderlijke omstandigheden, van alle andere oorlogsvoorraden;

4° Verboden of beperkingen uitgevaardigd ten einde de openbare gezondheid te beschermen of ten einde de bescherming van dieren of planten tegen ziekten, insecten of schadelijke parasieten te verzekeren;

5° Verboden of beperkingen bij den uitvoer welke de bescherming van het artistiek, historisch of archeologisch nationaal bezit voor deel hebben;

6° Verboden of beperkingen toepasselijk op goud, zilver, geldmunt, papieren geld en op titels;

7° Verboden of beperkingen die voor doel hebben tot de vreemde voortbrengselen uit te breiden het in het land ingestelde regime, wat de voortbrengst, den handel, het vervoer en het verbruik van de gelijkaardige nationale voortbrengselen betreft;

8° Verboden of beperkingen toegepast op voortbrengselen die in het land, wat de voortbrengst of den handel betreft, het voorwerp uitmaken of zullen uitmaken van Staatsmonopolies of van monopolies uitgeoefend onder het toezicht van den Staat.

Art. 5.

Niets in deze Overeenkomst zal afbreuk doen aan het recht van elke Hooge Verdragsluitende Partij om verbods- of beperkingsmaatregelen bij den in- of bij den uitvoer te nemen om in buitengewone of abnormale omstandigheden de levensbelangen van het land te vrijwaren.

Indien maatregelen van dien aard genomen worden, zullen zij op zulke wijze moeten toegepast worden dat er geen willekeurige discriminatie uit voortvloeit, waardoor eene andere Hooge Verdragsluitende Partij benadeeld wordt. Hun duur zal beperkt moeten worden tot den duur der redenen of der omstandigheden waardoor zij ontstaan zijn.

Art. 6.

1. — De Hooge Verdragsluitende Partijen erkennend dat er voor zekere onder hen feitelijke of rechtstoestanden bestaan waaruit voor deze laatsten de onmogelijkheid ontstaat onmiddellijk, wat zekere bepaalde voortbrengsels betreft, de in de voorgaande artikelen aangegane verbintenissen na te komen, hebben het billijk geacht deze Hooge Verdragsluitende Staten er toe te machtigen het voorbehoud van zekere tijdelijke uitzonderingen te maken, waaraan zij zich verbinden een einde te stellen zoodra de omstandigheden, waardoor zij gewettigd zijn, zullen opgehouden hebben te bestaan.

2. — Van den anderen kant hebben de Hooge Verdragsluitende Partijen, erkennend dat de afschaffing van zekere verboden of beperkingen toegepast door enkele onder Hen bij den in- of bij den uitvoer voor deze laatsten ernstige moeilijkheden zou opleveren en dat bovendien deze verboden of beperkingen geene schadelijke terugwerking hebben voor den handel van de andere landen, het billijk geacht deze Hooge Verdragsluitende Partijen er toe te machtigen het voorbehoud dezer uitzonderingen te maken.

3. — De Bijlage van deze Overeenkomst vermeldt de uitzonderingen die binnen het kader van de twee voorgaande paragrafen vallen en die op datum van heden toegestaan werden ten behoeve van de Hooge Verdragsluitende Partijen die in deze Bijlage bij name aangeduid worden en die de Overeenkomst op dien datum geteekend hebben.

4. — De vragen om afwijking welke de Hooge Verdragsluitende Partijen zouden meenen na dien datum te moeten indienen, zullen onderworpen worden aan de procedure aangeduid in het Protocol van deze Overeenkomst.

Art. 7.

Indien eene der Hooge Verdragsluitende Partijen er toe gebracht wordt een verbods- of beperkingsmaatregel te nemen tegen voortbrengsels van eenig vreemd land, hetzij deze Overeenkomst al of niet op dit land toepasselijke weze, dan zal Zij dezen maatregel op zulke wijze moeten instellen dat hij zoo weinig mogelijk nadeel berokkent aan den handel der andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

ART. 8.

Indien een geschil ontstaat tusschen twee of meer der Hooge Verdragsluitende Partijen aangaande de uitlegging of de toepassing van de beschikkingen dezer Overeenkomst, met uitzondering der artikelen 4, 5 en 6 alsmede der beschikkingen van het Protocol betreffende gezegde artikelen, en indien dit geschil niet beslecht kan worden, hetzij rechtstreeks tusschen de partijen, hetzij door elk ander middel dat zij zouden aanwenden om een verstandhouding te bereiken, zullen de partijen bij dit geschil, wanneer zij het allen eens zijn, vooreerst de toevlucht te nemen tot eenige andere scheidsrechterlijke of gerechtelijke procedure, het geschil voor minnelijke schikking kunnen onderwerpen aan elk technisch organisme dat zal aangewezen kunnen worden, hetzij door den Raad van den Volkenbond, hetzij door de betrokken partijen. Dit organisme zal een raadgevend advies uitbrengen, na de partijen gehoord te hebben en hen, desnoods, te hebben doen samenkomen.

Het door gezegd organisme uitgebracht raadgevend advies zal voor de partijen bij het geschil niet bindend zijn, tenzij het door elk hunner wordt aangenomen, en de partijen zullen, indien zij het er allen over eens zijn, hetzij na tot de bovenvermelde procedure hunne toevlucht te hebben genomen, hetzij om haar te vervangen, de toevlucht kunnen nemen tot elke andere scheidsrechterlijke of gerechtelijke procedure met inbegrip van het rechtsgeding voor het Bestendige Hof van Internationale Justitie voor alle aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het Hof behooren naar luid van zijn Statuut.

Indien een geschil van juridischen aard oprijst aangaande de uitlegging of de toepassing van de beschikkingen dezer Overeenkomst — met uitzondering van de beschikkingen der artikelen 4, 5 en 6 alsmede van de beschikkingen van het protocol betreffende gezegde artikelen — zullen de partijen, op het verzoek van een hunner, het voorwerp van het geschil aan de uitspraak van het Bestendige Hof van Internationale Justitie of aan een scheidsgerecht hunner keus moeten onderwerpen hetzij zij al of niet van te voren hunne toevlucht genomen hebben tot de in de eerste alinea voorziene procedure.

In geval van betwisting over de vraag of een geschil al of niet van juridischen aard is, zal deze kwestie aan de uitspraak van het Bestendige Hof van Internationale Justitie of van het door de partijen gekozen scheidsgerecht worden onderworpen.

De procedure geopend voor het in bovenstaande alinea één bedoelde organisme of het advies door dit laatste uitgebracht zal in geen geval de schorsing van den maatregel die het voorwerp van het geschil uitmaakt, voor gevolg hebben; hetzelfde zal gelden in het geval van een geding vóór het Bestendige Hof van Internationale Justitie — tenzij dit laatste hierover een andere beslissing zou nemen volgens de termen van artikel 41 van zijn Statuut — of vóór het door de partijen gekozen scheidsgerecht.

Niets in deze Overeenkomst zal uitgelegd kunnen worden als afbreuk doende aan de rechten en verplichtingen die voor de Hooge Verdragsluitende Partijen voortvloeien hetzij uit hunne verbintenissen betreffende de rechtsmacht van het Bestendige Hof van Internationale Justitie, hetzij uit hunne tweezijdige Overeenkomsten betreffende verzoening en arbitrage.

ART. 9.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal, hetzij bij de bekrachtiging dezer Overeenkomst, hetzij later, kunnen verklaren, dat zij zich verbindt, ten opzichte

van elke andere Hooge Verdragsluitende Partij welke dezelfde verplichting aangaat, de toepassing van de beschikkingen van alinea 3 van bovenstaand artikel 8 uit te breiden tot elk geschil dat kan oprijzen aangaande de uitlegging of de toepassing der beschikkingen van deze Overeenkomst, met inbegrip van de artikelen 4, 5 en 6 in hun geheel of gedeeltelijk, of het geschil al dan niet van juridischen aard weze.

De Hooge Verdragsluitende Partijen, die voor de artikelen 4, 5 en 6 of voor zekere gedeelten dezer artikelen, alsmede voor de daarop betrekking hebbende beschikkingen van het Protocol de in de voorgaande alinea voorziene verplichting niet zouden aangaan, zullen voor deze zaken de beschikkingen der alinea's 1 en 2 van artikel 8 tusschen hen toepasselijk kunnen maken.

ART. 10.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen kan op het oogenblik der onderteekening, der bekrachtiging of der toetreding verklaren dat zij, door hare aanvaarding van deze Overeenkomst, geene enkele verplichting wenscht aan te gaan wat het geheel of een gedeelte harer koloniën, protectoraten of onder hare suzeriniteit of mandaat geplaatste grondgebieden betreft; in dat geval zal deze Overeenkomst niet toepasselijk zijn op de grondgebieden, die het voorwerp van een dergelijke verklaring uitmaken.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal naderhand aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond kunnen ter kennis brengen dat zij de Overeenkomst toepasselijk wenscht te maken op het geheel of een gedeelte harer grondgebieden, welke het voorwerp van de in de voorgaande alinea voorziene verklaring hebben uitgemaakt. In dit geval zal de Overeenkomst op de in de kennisgeving bedoelde grondgebieden van toepassing zijn negentig dagen na de ontvangst van deze kennisgeving door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen kan eveneens op elk oogenblik verklaren dat zij de toepassing van deze Overeenkomst op het geheel of een gedeelte harer koloniën, protectoraten of onder hare suzeriniteit of mandaat geplaatste grondgebieden wenscht te doen ophouden; in dit geval zal de Overeenkomst ophouden toepasselijk te zijn op de grondgebieden die het voorwerp van een dergelijke verklaring uitmaken, een jaar na de ontvangst van deze verklaring door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

ART. 11.

Niets in deze Overeenkomst doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen die voor de Hooge Verdragsluitende Partijen voortvloeien uit de van kracht zijnde internationale Overeenkomsten waarbij zij partijen zijn.

Deze Overeenkomst maakt geen inbreuk op de beschikkingen van de op datum van heelen tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen van kracht zijnde tweezijdige Akkoorden, die in zake in- of uitvoerverboden of -beperkingen een liberaal regime instellen dan datgene ingesteld door de beschikkingen dezer Overeenkomst.

ART. 12.

Deze Overeenkomst doet in geen opzicht afbreuk aan de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit het Pact van den Volkenbond.

ART. 13.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, door bemiddeling van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, binnen de twaalf maanden volgend op de inwerkingtreding van deze Overeenkomst in hunne grondgebieden elkander een verslag mededeelen over de maatregelen genomen om de uitvoering van de beschikkingen der Overeenkomst te verzekeren.

ART. 14.

Deze Overeenkomst, waarvan de Fransche en de Engelsche tekst beiden rechtsgeldig zullen zijn, zal den datum van beden dragen.

Zij zal tot op 1 Januari 1929 geteekend kunnen worden, in naam van elk lid van den Volkenbond of van elken Staat niet lid vertegenwoordigd op de Conferentie die deze Overeenkomst heeft opgemaakt of van elken Staat waaraan de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar van deze Overeenkomst zal hebben medegedeeld.

De Leden van den Volkenbond en de Staten niet leden in wier naam de Overeenkomst zal geteekend geweest zijn vóór 1 Februari 1928, zullen gebruik kunnen maken van de procedure voorzien in paragraaf 4 van artikel 6.

ART. 15.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden.

De Akten van bekrachtiging zullen nedergelegd worden bij den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die aan al de leden van den Bond alsmede aan de Staten niet leden bedoeld in voorgaand artikel, de ontvangst daarvan zal bekendmaken.

ART. 16.

Van 1 Januari 1929 af, zal elk Lid van den Volkenbond en elke in artikel 14 bedoelde Staat tot deze Overeenkomst kunnen toetreden.

Deze toetreding zal geschieden door eene kennisgeving gedaan aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond om nedergelegd te worden in het archief van het Secretariaat. De Secretaris-Generaal zal deze nederlegging onmiddellijk aan al de onderteekenende of tot deze Overeenkomst toetredende Staten bekendmaken.

ART. 17.

Deze Overeenkomst zal in werking treden in de omstandigheden en op den datum die door de hieronder voorziene vergadering zullen vastgesteld worden.

Tusschen 15 Juni en 15 Juli 1928 zal de Secretaris-Generaal van den Volkenbond de behoorlijk geaccrediteerde vertegenwoordigers der Leden van den Volkenbond en der Staten niet leden, in wier naam de Overeenkomst op den datum van 15 Juni 1928 geteekend zal geweest zijn, tot een vergadering bijeenroepen in den loop waarvan zij zullen moeten bepalen :

a) De voorbehoudingen die, medegedeeld aan de Hooge Verdragsluitende Partijen overeenkomstig paragraaf 4 van artikel 6, met de goedkeuring van deze laatsten gemaakt zullen kunnen worden op het oogenblik der bekrachtiging ;

b) De voor de inwerkingtreding de Overeenkomst vereischte voorwaarden en inzonderheid het aantal, en, desnoods, de namen der Leden van den Bond

en der Staten niet leden, of zij al dan niet onderteekenaars zijn, wier bekrachtiging of toetreding vooraf verkregen zal moeten zijn;

c) Den uitersten termijn voor de nederlegging der bekrachtigingen en den datum waarop de inwerkingtreding zal moeten plaats hebben, indien de in de voorgaande paragraaf vereischte voorwaarden verwezenlijkt zijn.

Indien, bij het verstrijken van dezen termijn, de bekrachtigingen waaraan de inwerkingstelling dezer Overeenkomst onderworpen zal zijn, niet verkregen zijn, zal de Secretaris-Generaal van den Volkenbond de Leden van den Volkenbond en Staten niet leden, in wier naam de Overeenkomst bekrachtigd zal geweest zijn, raadplegen om te weten of zij deze niettemin wenschen in werking te stellen.

ART. 18.

Deze Overeenkomst zal opgezegd kunnen worden door een geschreven kennisgeving gericht aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, in naam van elk Lid van den Volkenbond of van elken Staat niet lid, na het verstrijken van eenen termijn van vijf jaar, gerekend van den datum waarop de Overeenkomst in werking zal getreden zijn.

Deze opzegging zal hare uitwerking hebben zes maanden na den datum waarop zij door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond ontvangen zal zijn en zij zal slechts uitwerking hebben wat betreft het lid van den Volkenbond of den Staat niet lid in wiens naam zij gedaan zal zijn.

Echter zal de Overeenkomst opgezegd kunnen worden in naam van elk Lid van den Volkenbond of van elken Staat niet lid na verstrijking van het derde jaar te rekenen van den datum dezer Overeenkomst, indien, na dezen termijn, gelijk welke der krachtens § 1 van artikel 6 toegestane afwijkingen nog bestaat. Deze opzegging zal hare uitwerking hebben zes maanden na den datum waarop zij zal ontvangen zijn door den Secretaris-Generaal en zal slechts uitwerking hebben wat betreft het Lid van den Volkenbond of den Staat niet lid, in wiens naam zij zal gedaan zijn.

Bovendien zal de Overeenkomst kunnen opgezegd worden in naam van elk Lid van den Volkenbond of van elken Staat niet lid na het verstrijken van het vijfde jaar, te rekenen van den datum van deze Overeenkomst, indien, na dezen termijn, dit Lid van den Volkenbond of deze Staat niet lid van meening is dat eene om het even welke der afwijkingen toegestaan door de Hooge Verdragsluitende Partijen in den loop van de in artikel 17 voorziene bijeenkomst de uitwerking van deze Overeenkomst gewijzigd heeft.

Deze opzegging zal hare uitwerking hebben zes maanden na den datum waarop zij door den Secretaris-Generaal zal ontvangen zijn en zal slechts uitwerking hebben ten opzichte van het Lid van den Volkenbond of van den Staat niet lid in wiens naam zij zal gedaan zijn.

Elke opzegging gedaan in overeenkomst met bovenstaande beschikkingen zal onmiddellijk door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de andere Hooge Verdragsluitende Partijen medegedeeld worden.

Indien, tengevolge van deze opzeggingen, de voorwaarden waaraan de Hooge Verdragsluitende Partijen, tijdens de in artikel 17 voorziene vergadering, de inwerkingstelling der Overeenkomst zullen onderworpen hebben, ophouden vervuld te zijn, zal elk der Hooge Verdragsluitende Partijen aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond de bijeenroeping van een Conferentie kunnen vragen ten einde den uit dit feit voortvloeienden toestand te onderzoeken. Bij

gebrek aan overeenstemming voor het handhaven der Overeenkomst zal elk der Hooge Verdragsluitende Partijen ontslagen zijn van hare verplichtingen op den datum waarop de opzegging, die tot de bijeenroeping van deze Conferentie aanleiding gegeven heeft, hare uitwerking zal hebben.

Art. 19.

Indien vóór het verstrijken van den termijn van vijf jaar vermeld in alinea een van artikel 18, mededeelingen gericht worden aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond in naam van een derde der Leden van den Volkenbond en der Staten niet leden, partijen bij deze Overeenkomst, om hem kennis te geven van hun wensch dat de Overeenkomst herzien worde, verbinden zich al de Leden van den Volkenbond en al de Staten niet leden, partijen bij deze Overeenkomst, deel te nemen aan elke raadpleging die met dit doel zou kunnen plaats hebben.

Ingeval de herziening zou plaats hebben vóór het verstrijken van het vijfde jaar te rekenen van den datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zal elk lid van den Volkenbond of elke Staat niet lid, die niet zou aannemen partij te zijn bij de herziene Overeenkomst, het recht hebben deze Overeenkomst op te zeggen, in weerswil van den termijn van vijf jaren voorzien in alinea 4 van artikel 18. Deze opzegging zal hare uitwerking hebben op den datum waarop het door de herziene Overeenkomst ingestelde regime in werking zal treden.

Ingeval de herziening plaats zou hebben in den loop van het vijfde jaar te rekenen van den datum van inwerkingtreding dezer Overeenkomst, zal de termijn van opzegging, voorzien in alinea 1 van artikel 18, met één jaar verlengd worden.

Bijlage bij artikel 6.

Bij toepassing van § 3 van artikel 6 en van afdeeling IV, lid *d*, van het Protocol, wordt elke der ten behoeve der hierna vermelde landen gehandhaafde uitzonderingen slechts toegestaan, krachtens deze Overeenkomst, indien het betrokken land er zijne handteekening op stelt ⁽¹⁾ op den datum van heden en indien, op dienzelfden datum, het verbod op de beperking waarvan dit land de handhaving vraagt nog van kracht is :

I

Uitzonderingen toegestaan overeenkomstig § 1.

DUITSCHLAND . . .	Kolen, cokes, turf, bruinkool, briketten.	bij den in- en bij den uitvoer.
—	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeringen	bij den uitvoer.
OOSTENRIJK . . .	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeringen	bij den uitvoer.
BELGIË	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeringen	bij den uitvoer.

(1) Onder de in deze bijlage vermelde landen hebben de navolgende de Overeenkomst den 8 November 1927 getekend : Duitschland, Oostenrijk, België, Groot-Brittannië, enz., Egypte, Hongarije, Italië, Japan, Luxemburg, Roemenië en Tsjecho-Slowakije.

GROOT-BRITTANNIË.	Synthetische organische verfstoffen en verven en kleurstoffen die deze bevatten, alsmede de tusschenkomende organische stoffen gebruikt voor de vervaardiging dezer verfstoffen, verven en kleurstoffen	bij den uitvoer.
FRANKRIJK , . . .	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeeringen	bij den uitvoer.
HONGARIJE	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeeringen	bij den uitvoer.
ITALIË	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeeringen	bij den uitvoer.
JAPAN	Synthetische organische verfstoffen en verven en kleurstoffen die deze bevatten, alsmede de tusschenkomende organische stoffen gebruikt voor de vervaardiging dezer verfstoffen, verven en kleurstoffen	bij den uitvoer.
—	Rijst	bij den in- en bij den uitvoer.
LUXEMBURG. . . .	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeeringen	bij den uitvoer.
ROEMENIË	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeeringen	bij den uitvoer.
—	Gebruikte machines voor nijverheidsinstallaties.	bij den invoer.
TSJECHOSLOWAKIJE .	Kolen, cokes, turf, bruinkool, briketten.	bij den in- en bij den uitvoer.
—	Oud ijzer en afval van de andere metalen en legeeringen	bij den uitvoer.

II

Uitzonderingen toegestaan overeenkomstig § 2.

EGYPTÉ.	Vee (uitvoer onderworpen aan de aflevering van een vergunning)	bij den uitvoer.
—	Eieren (gedurende zekere maanden van het jaar)	bij den uitvoer.
—	Organische meststoffen, met inbegrip van duivenmest, afval van slachthuizen en gedroogd bloed).	bij den uitvoer.
VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA .	Heliumgas	bij den uitvoer.
ITALIË	Ijzerertsen	bij den uitvoer.
—	Koren.	bij den uitvoer.
ROEMENIË	Ijzer-, koper- en mangaanertsen.	bij den uitvoer.
—	Ruwe petroleum	bij den uitvoer.

* *

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend hebben.

Gedaan te Genève, den achtsten November negentien honderd zeven en twintig, in een enkel exemplaar, dat neergelegd zal worden in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond en waarvan een gelijkvormig afschrift afgeleverd zal worden aan de Leden van den Volkenbond en aan al de Staten niet ter Conferentie vertegenwoordigd.

*Duitschland :*D^r TRENDLENBURG.*Vereenigde Staten van Amerika :*

HUGH L. WILSON.

Oostenrijk :

E. PELÜGL.

België :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHONE.

Bulgarije :

Prof. GEORGES DANAILOW.

Denemarken :

J. CLAN.

Chili :

E. VILLEGAS.

Egypte :

SADIK HENEIN.

Estland :

C. R. PUSTA.

Finland :

RAFAEL ERICH.

Frankrijk :

D. SERRUYS.

Groot Britannië en Noord-Ierland,

alsook alle deelen van het Britsche Keizerrijk niet afzonderlijke leden van den Volkenbond :

S. CHAPMAN.

Indië :

ATUL C. CHATTERJEE.

Italië :

A. DI NOLA.

Hongarije :

BARANYAI ZOLTAN.

Japan :

ITO.

J. TSUSHIMA.

Letland :

CHARLES DUZMANS.

Luxemburg :

ALBERT CALMES.

Noorwegen :

GEORG WEHLSTEIN.

Nederland :

DE GRAAFF.

F. M. WIBAUT.

Polen :

F. SOKAL.

Portugal :

F. DE CALHEIROSE MENEZES.

Roemenië :

D. J. GHEORGHIU.

CESAR POPESCU.

Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen :

CONST. FOTITCH.

Siam :

CHAROON.

Zweden :

EINAR HENNINGS.

Zwitserland :

W. STUCKI.

*Tsjecho-Slowakije .*D^r IBL.*Turkije :*

M. KEMAL.

Protocol der Overeenkomst.

Bij het overgaan tot de onderteekening der Overeenkomst voor de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen gesloten op datum van heden, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, het eens geworden over de volgende beschikkingen die bestemd zijn om de toepassing dezer Overeenkomst te verzekeren.

AFDEELING I

ad ARTIKEL ÉÉN.

a) De woorden « grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen » in de Overeenkomst gebruikt, duiden enkel de grondgebieden aan waarop zij toepasselijk gemaakt is;

b) In geval het douanegebied van een der Verdragsluitende Partijen grondgebieden bevat die niet onder hare souvereiniteit geplaatst zijn, zullen deze grondgebieden eveneens beschouwd worden als « grondgebieden » volgens de termen der Overeenkomst;

c) Daar er binnen in Indië of op de grenzen zelf van dit land gebieden of enclaves bestaan met eene geringe uitgestrektheid en bevolking in verhouding met deze van zijn grondgebied, en die afgescheiden gedeelten of aan andere Metropool-Staten toebehoorende nederzettingen uitmaken, en daar het anderszids, om redenen van bestuurlijken aard, niet mogelijk is de beschikkingen der Overeenkomst op gezegde gebieden of enclaves toe te passen, is er overeengekomen dat deze beschikkingen daarop niet toepasselijk zullen zijn.

Indië zal evenwel, ten opzichte der bewuste gebieden of enclaves, een regime toepassen dat de beginselen der Overeenkomst zal eerbiedigen, en, in de mate van het mogelijke, den in- en uitvoer zal vergemakkelijken, en het onzegt zich het recht ze te onderwerpen aan eenigen nieuwen maatregel van verbod of van beperking die door de Overeenkomst niet zou toegelaten zijn, uitgenomen ingeval er geen ander middel zou zijn om de inning der douane- en accijnsrechten te verzekeren.

AFDEELING II

ad ART. 2.

Wat de toepassing van artikel 2 betreft bindt de door Canada onderschreven verbintenis slechts de federale Regeering, zonder de regeeringen der provinciën te binden, aan wie de Canadeesche grondwet de macht verleent den in- en uitvoer van zekere producten op hun grondgebied te verbieden of te beperken.

AFDEELING III

ad ART. 4.

a) *ad* 4^o.

De bescherming van dieren en planten tegen ziekten beoogt eveneens de maatregelen getroffen ten einde ze te behoeden tegen ontaarding of verdwijning, alsook de maatregelen toegepast op schadelijke zaden, planten, parasieten en dieren.

b) ad 7°.

Alhoewel zij er zich van onthouden hebben de maatregelen te beoogen die betrekking hebben op de zoogenaamde « standard » — en op de bepalingen van producten, verklaren de Hooge Verdragsluitende Partijen dat deze paragraaf moet uitgelegd worden als zijnde geen belemmering voor de gewoonte van sommige landen den uitvoer hunner producten te onderwerpen aan zekere voorwaarden betreffende de hoedanigheid, ten einde, eensdeels, de goede faam dezer producten te vrijwaren en, anderdeels, aan den vreemden kooper een waarborg te geven. Zij verklaren, integendeel, dat zij de bewuste paragraaf uitleggen als verbiedend de toevlucht tot elk systeem van rangschikking of bepaling der producten, gebruikt als een bedekt middel om den invoer der vreemde producten te beperken of hem aan een regime van onbillijke discriminatie te onderwerpen.

c) ad 7°.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat de verboden en beperkingen die enkel voor doel hebben, hetzij te vermijden dat zekere ingevoerde waren zouden kunnen onttrokken worden aan de douanerechten die daarop toepasselijk zijn, hetzij om, in uitzonderlijke gevallen, den invoer van zekere waren te verhinderen uit welken invoer eene vermindering zou voortvloeien der fiscale inkomsten voortkomend van rechten waaraan andere waren onderworpen zijn, slechts mogen ingesteld of behouden worden bij gebrek aan elk ander doelmatig middel om gezegde fiscale inkomsten te verzekeren.

d) ad 7°.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat, indien uit hoofde der constitutie van zekere Staten en der verschillende methodes die zij voor hun binnenlandsch toezicht in het werk stellen, eene volledige gelijkstelling niet kon worden tot stand gebracht tusschen het regime der nationale producten en dit der ingevoerde producten, deze differentieele behandeling niet als doel noch als gevolg zou mogen hebben dat er ten nadeele dezer laatste eene onmiddellijke discriminatie werd gemaakt.

e) ad 8°.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat zij enkel monopolies bedoelen waarvan ieder slechts een of meerdere bepaalde producten beoogt.

AFDEELING IV

*ad ART. 6.**a) ad n^o 1.*

De Hooge Verdragsluitende Partijen, die het in paragraaf 1 van artikel 6 voorziene voorbehoud gemaakt hebben, verklaren dat zij hunne toetreding tot de beschikking van alinea 3 van artikel 18 niet beschouwen als eene verbintenis volgens welke de omstandigheden die hen tot het maken van dit voorbehoud genoopt hebben, binnen drie jaar zullen opgehouden hebben te bestaan, maar als het aan iedere Verdragsluitende Partij toegekende recht hare vrijheid te hernemen ingeval gezegde omstandigheden binnen den aangewezen tijd niet zouden gewijzigd zijn en zij alsdan van oordeel zou zijn dat hare economie

benadeeld wordt door het behoud van om het even welk der verboden of beperkingen die het voorwerp van bovengenoemd voorbehoud uitmaken.

b) ad n° 2.

Door de in paragraaf 2 van artikel 6 voorziene afwijkingen aan te nemen, hebben de Hooge Verdragsluitende Partijen niet bedoeld hun bestaan definitief te erkennen, maar enkel aan te toonen, dat de noodzakelijkheid hunner afschaffing zich niet zoo gebiedend laat gevoelen gelet op de onbeduidende rol die zij ten opzichte van het internationale handelsverkeer vervullen.

c) ad n° 3.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat, door hunne aanvaarding, voor Roemenië, en met het oog op den uitzonderlijken toestand in feite en in rechte van dit land, van het voorbehoud betreffende de ruwe petroleum in overeenstemming met paragraaf 2 van artikel 6, zij geenzins hunne goedkeuring gehecht hebben aan maatregelen van verbod en van beperking voor dit product, dat zij als zeer belangrijk beschouwen voor de internationale markt. De Hooge Verdragsluitende Partijen drukken het vertrouwen uit dat Roemenië zelf, zoodra het de omstandigheden aan dit land zullen toelaten, dit verbod zal afschaffen in overeenstemming met den geest van bovenstaande paragraaf *b)* en dat het inmiddels rekening zal houden met de belangen der verdragsluitende naburige landen.

De Roemeensche Delegatie is het geheel eens met deze verklaring.

d) ad n° 4.

1. — *Draagwijdte der beschikking.*

Voor de toepassing van paragraaf 4, is het verstaan dat elke aanvraag om afwijkingen, die zou kunnen aangeboden worden na den datum dezer Overeenkomst, enkel betrekking zou mogen hebben op verboden of beperkingen die op dien datum van kracht zijn.

2. — *Procedure.*

1. Ieder der Verdragsluitende Partijen zal, door eene mededeeling gericht aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond kunnen laten weten welke verboden of beperkingen zij wenscht te kunnen behouden krachtens de paragrafen 1 en 2 van artikel 6. Deze mededeeling zal den Secretaris-Generaal moeten bereiken voor 1 Februari 1928. Zij zal, in voorkomend geval, de voorwaarden opgeven waaronder de belanghebbende Hooge Verdragsluitende Partij bereid zou zijn aan deze verboden of beperkingen te verzaken.

2. De Secretaris-Generaal van den Volkenbond zal zoo spoedig mogelijk na 1 Februari 1928 aan de Hooge Verdragsluitende Partijen kennis geven van het geheel der aanvragen, die hij bij toepassing der voorafgaande paragraaf zal ontvangen hebben.

3. Iedere Hooge Verdragsluitende Partij die zou wenschen opmerkingen te maken aangaande de aldus medegedeelde aanvragen, zal ze tot 1 Mei 1928 aan

den Secretaris-Generaal van den Volkenbond kunnen doen toekomen. Deze zal, zoo spoedig mogelijk na dien datum, aan de Hooge Verdragsluitende Partijen kennis geven van het geheel der ontvangen opmerkingen.

4. De door de Hooge Verdragsluitende Partijen geformuleerde aanvragen en opmerkingen zullen tijdens de in artikel 17 der Overeenkomst voorziene vergadering onderzocht worden.

AFDEELING V

ad Art. 7.

De uitdrukking « handel der Hooge Verdragsluitende Staten » beteekent den handel van deze hunner grondgebieden waarop de Overeenkomst toepasselijk is.

AFDEELING VI

De verboden of beperkingen die van toepassing zijn op de in de gevangenissen vervaardigde artikels, worden niet door de Overeenkomst beoogd.

AFDEELING VII

Ingeval verboden of beperkingen zouden toegepast worden binnen de grenzen getrokken door de Overeenkomst, zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen, wat de vergunningen betreft, zich strikt gedragen naar de volgende beschikkingen :

a) De voorwaarden waaraan moet worden voldaan en de formaliteiten die moeten vervuld worden, ten einde vergunningen te bekomen, zullen ter kennis gebracht worden van het publiek in den klaarsten en nauwkeurigsten vorm;

b) De wijze van aflevering dezer titels zal zoo eenvoudig en zoo bestendig mogelijk zijn;

c) Het onderzoek der aanvragen en de afgifte der vergunningen aan de belanghebbenden zullen met den meesten spoed geschieden;

d) Het systeem van aflevering der vergunningen zal derwijze vastgesteld worden dat de handel in deze titels vermeden wordt. Te dien einde zullen de vergunningen, wanneer zij aan de personen verleend worden, den naam van den genietster dragen en zullen zij niet door een anderen persoon kunnen gebruikt worden.

Wat de verdeling der contingenten betreft, zijn de Hooge Verdragsluitende Staten van meening, zonder zich nopens het aan te nemen stelsel uit te spreken, dat eene billijke verdeling dier contingenten een van de hoofdvoorwaarden der rechtmatige behandeling van den internationalen handel is.

* * *

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan te Geneve, den achtsten November negentienhonderd zeven en twintig, in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd worden; een eensluidend afschrift er van zal afgeleverd worden aan al de leden van den Volkenbond en aan al de Staten niet leden die ter Conferentie vertegenwoordigd zijn.

(Zelfde handteekens als onder de Overeenkomst.)

SLOTAKTE DER CONFERENTIE

Ten gevolge van een besluit van de Vergadering van den Volkenbond, aangenomen den 25 September 1924, verzocht de Raad het Economisch Comité van den Bond voorbereidende werkzaamheden te ondernemen met het oog op het sluiten van een internationale afspraak, hebbende als voorwerp de afschaffing van de verboden en beperkingen bij den invoer en bij den uitvoer.

In den loop der jaren 1925 en 1926 heeft het Economisch Comité zich gewijd aan een grondige studie van dit vraagstuk door achtereenvolgens twee uitgebreide onderzoekingen in te richten, de eene bij de Regeeringen en de andere bij de handels- en nijverheidsorganisaties van al de landen, die een belangrijke rol spelen op het gebied van de internationale ruilingen.

De uitslagen van deze zorgvuldige voorbereiding werden opgenomen in het document dat het voorontwerp van internationaal Akkoord bevat, op welks grondslag de besprekingen van deze Conferentie hebben plaats gehad.

De Conferentie, samengeroepen ter uitvoering van de besluiten van den Raad onder dagteekening van 11 Maart en 14 Juni 1927, is op 17 October 1927 in het Paleis der Volken te Geneve bijeengekomen. Hare beraadslagingen hebben geleid tot het opmaken der Internationale Overeenkomst voor de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen die den datum van heden draagt.

De Raad van den Volkenbond heeft tot Voorzitter van de Conferentie benoemd :

Den heer H. COLIJN, gewezen eerste Minister van Nederland.

De werkzaamheden van het Secretariaat waren toevertrouwd aan de volgende leden van de Economische en Financiële Afdeeling van het Secretariaat van den Volkenbond : de heeren STAPPANI, STENCEK, SMETS, bijgestaan door P. PARANDON, lid der Juridische Afdeeling.

* * *

De Leden van den Volkenbond, waarvan de lijst volgt, hebben aan de werkzaamheden van de Conferentie deelgenomen en hebben, te dien eindè, afvaardigingen bestaande uit de hieronder vermelde leden, benoemd :

DUITSCHLAND

Afgevaardigden :

D^r ERNST TREDELENBURG,

Staatssecretaris bij het Ministerie van Nationale Economie.

De heer ADOLF REINSHAGEN,

Ministerieele Raad bij het Ministerie van Nationale Economie.

De heer ASCHMANN,

Consul-Generaal te Geneve.

Toegevoegde Afgevaardigden :

D^r KAHLER,

Raad bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

De heer EUGEN LÖHR,

Raad bij het Ministerie van Landbouw.

AUSTRALIË

Afgevaardigde :

Generaal-majoor SIR GRANVILLE DE LAUNE REYRIE, K. C. U. G., C. B.

Hoogcommissaris voor Australië te Londen.

Deskundige :

De heer C. A. B. CAMPION.

Secretaris :

Majoor O. C. W. FUHRMAN, O. B. E.

OOSTENRIJK

Afgevaardigden :

D^r RICHARD SCHÜLLER,

Sectieoverste bij de Federale Kanselarij (Departement van Buitenlandsche Zaken).

D^r KAREL MÖRTH,

Sectieoverste bij het Federale Ministerie van Handel en Verbindingen.

D^r J. PAUL INAMA-STERNEGG,

Ministerieele Raad bij het Federale Ministerie van Handel en Verbindingen.

D^r FREDERIC DISTLER,

Ministerieele Raad bij het Federale Ministerie van Financiën.

De heer RUDOLF RÖSSLER,

Ministerieele Raad bij het Federale Ministerie van Landbouw en Bosschen.

BELGIË

Afgevaardigden :

De heer J. BRUNET,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister.

De heer F. VAN LANGENHOVE,

Kabinetsoverste en Algemeen Bestuurder van den Buitenlandschen Handel aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND

ALSMEDE AL DE DEELEN VAN HET BRITSCHÉ RIJK, NIET AFZONDERLIJKE LEDEN
VAN DEN VOLKENBOND.

Afgevaardigde :

SIR SYDNEY CHAPMAN, K. C. B., C. B. E.,
Economische Raad der Regeering van Zijne Britsche Majesteit.

Toegevoegd Afgevaardigde en Douane-Raad :

De heer H. V. READE, C. R.,
Adjunct-Secretaris der Douanen en Accijnsen.

Toegevoegde Afgevaardigden en Handelsraden :

De heer GILBERT C. VYLE,
van de Vereeniging der Britsche Handelskamers.
De Honorable F. VERNON WILLEY, C. M. G., C. B. E., M. V. O.

Secretaris :

De heer F. A. GRIFFITHS, M. C.

BULGARIJE

Afgevaardigde :

De heer GEORG DANAÏLOW,
Leeraar aan de Hoogeschool te Sofia, Lid van het Parlement.

CANADA

Afgevaardigde :

D^r W. A. RIDDEL, M. A., PH. D.,
« Advisory Officer » van het Dominion of Canada bij den Volkenbond.

CHILI

Afgevaardigde :

De heer FRANCISCO WALKER-LINARES,
Leeraar aan de Hoogeschool te Santiago de Chili.

CHINA

Afgevaardigde :

De heer CHI-YUNG-HSIAO,
Zaakgelastigde van China te Bern.

COLUMBIA

Afgevaardigde :

D^r EFRAIN GAITAN HURTADO,
Gewezen Bestuurder der Diplomatieke Afdeeling van het Ministerie
van Buitenlandsche Zaken te Bogota.

CUBA

Afgevaardigden :

De heer G. DE BLANCK,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Bestendig Afgevaardigde bij den Volkenbond.

D^r CARLOS ARMENTEROS,

Minister van Cuba te Bern.

DENEMARKEN

Afgevaardigde :

De Heer J. CLAN,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Voorzitter der Deense Commissie voor het sluiten der Handelsverdragen.

Secretaris :

De heer G. L. JØRGENSEN.

Eerste Secretaris der Deense Commissie voor het sluiten der Handelsverdragen.

ETHIOPIË

Afgevaardigde :

Zijne Excellentie graaf LAGARDE, hertog van Entotto, Gevolmachtigd Minister, diplomatiek vertegenwoordiger van het Ethiopisch Rijk geaccrediteerd bij den Volkenbond.

FINLAND

Afgevaardigde :

De heer RAFAEL WALDEMAR ERICH,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Bern, Bestendig Afgevaardigde bij den Volkenbond.

Deskundigen :

De heer K.-R. SAVOLARTI,

Consul-Generaal, Sectieoverste aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

De heer AXEL SOLITANDER,

Gewezen Consul-Generaal, « General Manager of the Central Association of Finnisch Wood-working Industry ».

FRANKRIJK

Afgevaardigden :

De heer DANIEL SERRUYS,

Bestuurder der Handelsakkoorden aan het Ministerie van Handel, Voorzitter der Afvaardiging.

De heer ROGER FIGHIERA,

Bestuurder der Commercieele en Industriele Zaken aan het Ministerie van Handel.

Toegevoegd Afgevaardigde :

De heer ERNEST LECUYER,
Beheerder der Douanen aan het Ministerie van Financiën.

Deskundigen :

De heer ETIENNE FOUGÈRE,
Voorzitter der « Fédération de la Soie » en Voorzitter der « Association
d'expansion économique ».

De heer MICHEL AUGÉ-LARIBÉ,
Secretaris-generaal der « Confédération nationale des Associations
agricoles ».

De heer DUCHON,
Secretaris-generaal van het « Syndicat de la Mécanique ».

De heer JACQUES LACOUR-GAYET,
« Agrégé de l'Université » van den Buitenlandschen Handel.

Secretaris :

De heer HENRY GUEYRAUD,
Ambassade-Secretaris.

GRIEKENLAND*Afgevaardigde :*

De heer VASSILI DENDRAMIS,
Zaakgelastigde van Griekenland, Bestendig afgevaardigde bij den
Volkenbond.

HONGARIJE*Afgevaardigde :*

De heer ALFRED DE NICKL,
Gezantschapsraad aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Deskundigen :

D^r IZSÓ FERENCZY,
Raad aan het Ministerie van Handel.

De heer FIBOR PECHY,
Raad aan het Ministerie van Landbouw.

De heer KAREL STAUB,
Secretaris aan het Ministerie van Financiën.

INDIË*Afgevaardigde ;*

SIR BASANTA KUMER MULLICK,
Rechter van het Hooggerechtshof te Patua.

Deskundige :

De heer H. A. F. LINDSAY, C. I. E., C. B. E.,
Commissaris van den Handel van Indië te Londen.

IERSCHE VRIJSTAAT

Afgevaardigden :

De heer MICHAEL MAC WHITE,
Vertegenwoordiger bij den Volkenbond.

De heer T. A. BARRINGTON,
Toegevoegd Bestuurder der sectie van den technischen Handel van het
Departement van Nijverheid en Handel, Dublin.

ITALIË

De Achtbare FULVIO SUVICH,
Ondersecretaris van Staat aan het Ministerie van Financiën, Lid van
het Parlement.

De heer ANGELS DI NOLA,
Algemeen Bestuurder van den Handel en der Economische Politiek.

De heer PASQUALE TROISE,
Algemeen Bestuurder der Douanen en der Onrechtstreeksche Belas-
tingen.

Deskundigen :

De Achtbare GINO OLIVETTI,
Lid van het Parlement, Algemeen secretaris van het Fascistisch Alge-
meen Verbond der Italiaansche Nijverheid.

De Achtbare heer FERRUCIO LANTINI,
Lid van het Parlement, Voorzitter van het Fascistisch Algemeen
Verbond van den Handel.

De heer ANTONIO MAROZZI,
Algemeen Bestuurder van het Fascistisch Nationaal Verbond der
Landbouwers.

Technische Raad :

De heer ERASMO CARAVALLE,
Hoofdopziener aan het Ministerie van Nationale Economie.

Secretarîs :

De heer GUIDO BORGA,
Vice-Consul.

JAPAN.

Afgevaardigden :

De heer NOBUBUMI ITO,
Ambassade-Raad, toegevoegd Bestuurder van het Keizerlijk Bureel van
Japan bij den Volkenbond.

De heer JUICHI TSUSHIMA,

Financieel Commissaris der Regeering van Japan te Londen, te Parijs
en te New-York.

Deskundigen :

De heer T. HORIUCHI,

Secretaris der Ambassade van Japan bij Zijne Britsche Majesteit.

De heer S. YAMAJI,

Secretaris van het Ministerie van Financiën.

Secretaris :

De heer S. KADOWAKI,

Ambassade-attaché.

LETLAND.

Afgevaardigde :

De heer KAREL DUZMANS,

Vertegenwoordiger bij den Volkenbond.

LUXEMBURG.

Afgevaardigden :

De heer ALBERT CALMES,

Lid van den Hoogereren Raad van het Belgisch- Luxemburgsch Econo-
misch Verbond,

De heer LÉON LAVAL,

Ondervoorzitter der Luxemburgsche Handelskamer.

NEDERLAND.

Afgevaardigden :

D^r FOLKERT EVERT POSTHUMA,

Gewezen Minister van Landbouw, Nijverheid en Handel.

De heer F. M. WIBAUT,

Lid van den Senaat van Nederland.

De heer DE GRAAF,

Gewezen Minister van Koloniën.

POLEN

Afgevaardigde :

De heer FRANÇOIS DOLEZAL,

Ondersecretaris van Staat aan het Ministerie van Handel.

Leden der Afvaardiging :

De heer RENÉ SYGIETYSKY,

Sectieoverste aan het Ministerie van Nijverheid en Handel.

- De heer M. SOKOLOWSKI,
Handelsraad aan het Gezantschap van Polen bij den President van
het Deutsche Rijk.
- De heer LÉONARD KRAWULSKI,
Raad aan het Ministerie van Landbouw.
- De heer TADEUSZ GWIAZDOWSKI,
Gezantschapsraad bij de bestendige Afvaardiging bij den Volkenbond.
- De heer JERZY NOWAK,
Ministeriele Raad aan het Ministerie van Financiën.
- De heer ADAM BENIS,
Gezantschapssecretaris aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

PORTUGAL

Afgevaardigde :

- De heer FRANCISCO DE CALHEIROS E MENEZES,
Eerste Gezantschapssecretaris, Hoofd van de Portugeesche Kanselarij
bij den Volkenbond.

ROEMENIË

Afgevaardigden :

- De heer ALEXANDER ZEUCEANU,
Gevolmachtigd Minister, afgevaardigde bij de Commissie van Herstel.
- De heer DÉMÈTRE GHEORGHIU,
Bestuurder der Nationale Bank van Roemenië, gewezen Secretaris-
Generaal van het Ministerie van Financiën, gewezen algemeen
Bestuurder der Douanen.
- De heer CESAR POPESCU,
Algemeen Bestuurder der Nijverheid aan het Ministerie van Nijver-
heid en Handel.

KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN

Afgevaardigde :

- De heer CONSTANTIN FOTITCH,
Bestendig Afgevaardigde bij den Volkenbond.

Toegevoegde afgevaardigden :

- De heer GEORG CURCIN,
Algemeen Secretaris der Nijverheidsgilden.
- De heer MILAN LAZAREVIC.
Opziener aan het Ministerie van Handel en Nijverheid.

SIAM

Afgevaardigde :

Zijne Hoogheid Prins CHAROON,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den President der
Fransche Republiek.

ZWEDEN

Afgevaardigde :

De heer MODIG (EINTAR),

Ondersecretaris van Staat aan het Ministerie van Handel.

Toegevoegde Afgevaardigde :

De heer HENNINGS (TINAR).

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Zwitserschen
Bondsraad.

ZWITSERLAND

Afgevaardigde :

De heer WALTER STUCKI,

Bestuurder der Afdeeling van den Handel aan het Federale Departement van Openbare Economie.

Secretaris :

De heer HENRY DE TORRENTÉ.

Secretaris der Federale Afdeeling van den Handel.

TSJECHO-SLOWAKIJE

*Afgevaardigde :*D^r VINCENT IBL,

Gezantschapsraad aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

*Deskundigen :*D^r ADOLF OTTIS,

Raad aan het Ministerie van Handel.

D^r BOHUMIR HANOUK,

Raad aan het Ministerie van Landbouw.

D^r A. SCHÖNBACH,

Ministerieele Raad aan het Ministerie van Financiën.

*Secretaris :*D^r LADISLAV RADIMSKY,

Secretaris aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Bovendien hebben de navolgende landen, die van den Volkenbond geen deel uitmaken, op uitnodiging van den Raad er in toegestemd aan de Conferentie deel te nemen en hebben zij, te dien einde, de afvaardigingen samengesteld uit de hieronder vermelde leden, benoemd :

EGYPTE

Afgevaardigden :

SADIK HENSEIN PACHA,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning van Italië; Voorzitter der Afvaardiging.

ARDEL RAZAK ABOUL KHEIR BEY,

Hoofdspziener van het Beheer der Douanen.

ABDUL RAHMAN FIKRY BEY.

Eerste Secretaris van het Gezantschap bij Zijne Britsche Majesteit.

De heer AHMED NEQUFT,

Toegevoegd financieel Secretaris aan het Ministerie van Financiën.

VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA

Afgevaardigde :

De heer HUGH R. WILSON,

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Zwitserschen Bondsraad.

Deskundigen :

De heer H. LAWRENCE GROVES,

Handelsattaché bij het Gezantschap der Vereenigde Staten van Amerika te Weenen.

De heer CHARLES E. LYON,

Handelsattaché bij het Gezantschap der Vereenigde Staten van Amerika, Bern,

De heer PERCY W. BIDWELL,

Vertegenwoordiger van de Commissie der Tarieven.

De heer HARRY F. WORLEY,

Vertegenwoordiger van den Schatbewaarder der Vereenigde Staten van Amerika, douaneattaché.

Secretaris der Afgevaardiging :

De heer S. PINKNEY TUCK,

Consul te Genève.

TURKIJE

Afgevaardigde :

MEHMED KEMAL BEY,

Consul te Genève.

DE INTERNATIONALE KAMER VAN KOOPHANDEL,

Uitgenoodigd door den Raad om aan de Conferentie als raadgevend lichaam deel te nemen, heeft te dien einde de navolgende afvaardiging benoemd :

D^r GEORGES ROCHÉ,

Voorzitter der Afvaardiging, Beheer-afgevaardigde der inrichtingen Pouleur Frères, Voorzitter van het Syndikaat der bijzondere Chemische nijverheden.

De heer WASHINGTON IRVING BULLARD,

Bankier en Fabrikant van Textielwaren, gewezen Ondervoorzitter Deken van de Handelskamer van Boston; Ondervoorzitter der Internationale Conferentie der katoennijverheid; Schatbewaarder van het Nationaal Verbond der katoenfabrikanten (V. St. A.).

D^r ALFRED GEORG,

Gewezen Voorzitter der Handelskamer van Geneve, gewezen Lid van den Nationalen Raad.

D^r ERNEST VON SIMSON,

Staatssecretaris (z. D.) Voorzitter der Politiek-commercieele Commissie van het Verbond der Duitsche Nijverheid.

Bijgestaan door :

Den heer BASIL MILES,

Administratieve Commissaris voor Amerika bij de Internationale Kamer van Koophandel.

D^r GERHARD RIEDBERG,

Administratieve Commissaris voor Deutschland bij de Internationale Kamer van Koophandel.

Den heer WILLARD HILL,

Toegevoegd Secretaris der Internationale Kamer van Koophandel.

D^r JEAN DUCHENOIS,

Toegevoegd Secretaris-Generaal van het Fransch Nationaal Comité der Internationale Kamer van Koophandel.

De Conferentie heeft veertien zittingen gehouden, van 17 October tot 8 November; zij heeft eveneens een zeker aantal commissies benoemd, die talrijke vergaderingen hebben gehouden.

De Conferentie heeft de Internationale Overeenkomst voor de afschaffing van de in- en uitvoerverboden en -beperkingen onder dagteekening van heden, alsmede het daarbij gevoegde Protocol opgemaakt en aangenomen.

De Conferentie heeft eveneens de volgende verklaringen afgelegd :

1. De Conferentie, de besluiten van de Internationale Economische Conferentie gehouden te Geneve in Mei 1927, betreffende den strijd tegen de planten- en dierenziekten door middel van internationale overeenkomsten, goedkeurend:

Overwegend dat sommige dezer Akkoorden, en inzonderheid de Overeenkomst van Bern van 1884 tegen de phylloxera, geleid hebben tot eene gelukkig overlegde actie, waarvan de nitslagen gunstig zijn geweest:

Overwegend dat de maatregelen tegen de vee- en plantenziekten slechts voor doel moeten hebben de vrijwaring van planten en dieren of van de door het verbruik van schadelijke vleeschwaren of gewassen bedreigde openbare gezondheid, en in geen geval ingesteld noch toegepast moeten worden als een middel om den handel der landen, die voortbrengselen van den veeteelt of den landbouw uitvoeren, te beperken of op dit gebied een onderscheid tusschen die landen te maken;

Overwegend dat er slechts maatregelen met een beproefde doeltreffendheid moeten genomen worden en dat de strengheid daarvan in verhouding moet gesteld worden met de gevaren van besmetting die te vreezen zijn;

Beveelt aan den Raad van den Volkenbond aan, door de middelen die hem het meest geschikt zullen voorkomen en in den kortst mogelijken tijd over te gaan tot de noodige studies, raadplegingen en onderzoekingen met het oog op het bijeenroepen van een of meer Conferenties van in elke kwestie betreffende den strijd tegen de ziekten der dieren en planten gespecialiseerde technici, die voor opdracht zullen hebben aan de Regeeringen eene onderling overlegde actie voor te stellen, welke afdoend is tegen de kwalen die zij eveneens willen bestrijden, en terzelfder tijd de soevereine rechten der Staten en de belangen van den internationalen handel eerbiedigt.

De Conferentie weet zeer wel dat er door zekere landen pogingen werden gedaan om het gewenschte doel door middel van tweezijdige Akkoorden te bereiken; zij geeft aan de organismen, die de Raad met de hierboven bepaalde studie zal belasten, de aanbeveling er de beschikkingen van te onderzoeken en er de uitwerkingen van na te gaan.

2. Met verwijzing naar paragraaf 6 van artikel 4, keurt de Conferentie de besluiten goed van de Internationale Economische Conferentie, gehouden te Geneve in Mei 1927, wat betreft de noodige vrijheid om zich de voor de betaling der koopwaren bestemde deviezen aan te schaffen.

3. Om te voorkomen dat een voorbehoud kunne gemaakt worden, krachtens artikel 6 der Overeenkomst, voor zekere verboden, inzonderheid betreffende de huiden en vellen en de beenderen, die thans in een groot aantal landen bestaan, beveelt de Conferentie aan :

a) Dat de landen waar deze verboden worden toegepast, onmiddellijk

overleg zouden plegen om na te gaan of zij niet gelijktijdig van alle voorbehoud te dier zake zouden kunnen afzien;

b) Dat, indien dit resultaat niet bereikt kon worden, voorbereidende werkzaamheden zouden worden ondernomen opdat de kwestie, tijdens de in artikel 17 voorziene vergadering, de gunstigste oplossing kunne verkrijgen.

4. De Conferentie beveelt aan dat de in artikel 17 der Overeenkomst voorziene vergadering niet alleenlijk de commerciële belangrijkheid der bedoelde landen in overweging neme, maar ook hunne aardrijkskundige ligging en de eventueele noodzakelijkheid van de gelijktijdige deelneming van zekere onder hen.

5. De Conferentie verklaart dat de Overeenkomst geen afbreuk doet noch aan het tarifair stelsel, noch aan de contractueele methoden der deelnemende landen, noch aan de gebruiken bestemd om er de toepassing van te verzekeren; maar zij drukt de vaste overtuiging uit dat de afschaffing der verboden en beperkingen niet als reden zou kunnen dienen voor de instelling van overdreven uit- of invoerrechten of van belemmeringen van elken anderen aard, die in de plaats zouden treden van degene die de Overeenkomst van heden voor doel heeft te doen verdwijnen.

Zij verklaart dat de terugkeer tot de vrijheid van den handel, voor een bepaald product, voor de voortbrengende en voor de verbruikende landen overeenstemmende verplichtingen met zich brengt, die zich moeten uiten in een billijk regime tegelijkertijd in zake de uit- en de invoerrechten en meer in het bijzonder ingeval deze laatsten toepasselijk zijn op voortbrengsels vervaardigd door middel van een grondstof waarvoor de Overeenkomst het herstel van den vrijen uitvoer oplegt.

Ter oorkonde waarvan de Afgevaardigden deze Akte onderteekend hebben.

Gedaan te Geneve, den achtsten November duizend negen honderd zeven en twintig, in een enkel exemplaar dat neergelegd zal worden in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond; een gelijkvormig afschrift zal er van overhandigd worden aan al de Leden van den Volkenbond en aan al de Staten niet leden ter Conferentie vertegenwoordigd, alsmede aan de Internationale Kamer van Koophandel.

Voorzitter :

H. COLIN.

Secretarissen :

P. STOPPANI.

D^r P. BARANDON.

C. SMETS.

V. Z. STENÛCK.

Duitschland :

D^r FREUDFLENBURG.

België :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Groot Brittannië en Noord-Ierland,

alsmede al de andere deelen van het Britsche Rijk, niet afzonderlijke leden van den Volkenbond :

S. J. CHAPMAN.

F. A. GRIFFITHS.

Bulgarije :

Prof. GEORGES DANAILOW.

<i>Denemarken :</i>	<i>Portugal :</i>
J. CLAN.	F. DE CALHEIROS É MENERES.
<i>Finland :</i>	<i>Roemenië :</i>
RAFAEL ERICH.	D. J. GHEORGHIU.
<i>Frankrijk :</i>	CESAR PAPESCU.
D. SERRUYS.	<i>Koninkrijk der Serviërs, Kroaten</i>
<i>Hongarije :</i>	<i>en Slovenen :</i>
BARANYAI ZOLTAN.	CONST. FOTITCH.
<i>Italië :</i>	<i>Siam :</i>
A. DI NOLA.	CHAROON.
<i>Japan :</i>	<i>Zwitserland :</i>
ITO.	W. STUCKI.
J. TSUSHIMA.	<i>Tsjecho-Slowakije :</i>
<i>Letland :</i>	D ^r IBL.
CHARLES DUZMANS.	<i>Egypte :</i>
<i>Luxemburg :</i>	SADIK HENEIN.
ALBERT CALMES.	<i>Internationale Kamer van Koophandel.</i>
<i>Nederland :</i>	<i>De Voorzitter der Afvaardiging :</i>
DE GRAAFF.	GEORGES ROCHÉ.
F. U. WIBAUT.	WILLARD HILL.
	ALF. GEORG.

Bijgevoegde verklaring.

De afvaardigingen van Frankrijk, Griekenland, Hongarije, Italië, Portugal, van den Servisch-Kroatisch-Sloveenschen Staat en van Zwitserland ter Internationale Conferentie voor de afschaffing van de in- en uitvoerverboden en beperkingen houden er aan te doen uitkomen dat, alhoewel zij zich hebben onthouden, met den wensch het welgelukken der Conferentie niet te belemmeren en tusschen de deelnemende Staten geene betwisting over een beginselkwestie, die tot geene definitieve uitkomst kon leiden, te doen ontstaan, zij evenwel de vaste overtuiging hebben dat het verbod van de voortbrengselen van den wijnbouw niet kan gerechtvaardigd worden door de beschikkingen van artikel 4, § 4, der Overeenkomst.

<i>Frankrijk :</i>	<i>Portugal :</i>
D. SERRUYS.	F. DE CALHEIROS E MENEZES.
<i>Griekenland :</i>	<i>Koninkrijk der Serviërs, Kroaten</i>
VASSILI DENDRAMIS.	<i>en Slovenen :</i>
<i>Hongarije :</i>	CONST. FOTITCH.
BARANYAI ZOLTAN.	<i>Zwitserland :</i>
<i>Italië :</i>	W. STUCKI.
A. DI NOLA.	

AANVULLEND AKKOORD

**bij de Overeenkomst van 8 November 1927 voor de
afschaffing der in- en uitvoerverboden.**

.....
(Opsomming der Staatshoofden.)
.....

Gezien de Overeenkomst ondertekend te Geneve op 8 November 1927 voor de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen;

Gezien de beschikkingen van artikel 17 van gezegde Overeenkomst;

Hebben tot hunne Gevolmachtigden op de in gezegd artikel voorziene vergadering benoemd, te weten :

.....
(Lijst der Gevolmachtigden.)
.....

welke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn over de volgende beschikkingen, die bestemd zijn om de beschikkingen aan te vullen van gezegde Overeenkomst, waarvan zij een wezenlijk deel zullen uitmaken.

Art. A.

De bijlage van artikel 6 der Overeenkomst van 8 November 1927 wordt als volgt aangevuld ten voordeele der hierna vermelde landen :

Uitzonderingen toegestaan overeenkomstig § 1.

BULGARIJE . . .	Rozeboomen en hunne wortels en scheuten	bij den uitvoer.
CHILI	Oud ijzer en zinkafval	bij den uitvoer.
—	Merries	bij den uitvoer.
PORTUGAL . . .	Fijne wol.	bij den uitvoer.
—	Kurk in ruwen staaf	bij den uitvoer.
ZWEDEN. . . .	Oud ijzer.	bij den uitvoer.
TSJECHO-SLOWAKIJE	Hopscheuten.	bij den uitvoer.

Uitzonderingen toegestaan overeenkomstig § 2.

ESTLAND . . .	Platina, edelstenen, parels en koralen (ruw of afgewerkt, los of ingezet) . .	bij den uitvoer.
VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA. .	Helium-gas	bij den uitvoer.
PORTUGAL . . .	Pijnhars	bij den uitvoer.
TSJECHO-SLOWAKIJE	Grauwakkwarts	bij den uitvoer.

ART. B.

Ingeval de op datum van heden aangegane schikkingen betreffende den uitvoer van huiden en vellen en van beenderen, bij ontstentenis van de noodige bekrachtigingen, niet in werking zouden kunnen gesteld worden, zijn de Hooge Verdragsluitende Partijen bij dit Aanvullend Akkoord overeengekomen ieder van hen er toe te machtigen naderhand de aanvragen in te dienen die zij gerechtigd waren in te dienen volgens artikel 6 van de Overeenkomst en van het daarbij gevoegde Protocol en van wier aanbieding zij ten voordeele van gezegde Schikkingen afgezien hebben.

Deze aanvragen om afwijkingen moeten vóór 30 September 1929 aan het Secretariaat-Generaal van den Volkenbond toegezonden worden en zullen door zijne bemiddeling vóór 31 October 1929 aan de Hooge Verdragsluitende Partijen overgemaakt worden.

De Hooge Verdragsluitende Partijen gaan de verplichting aan bij hoogdringendheid samen te komen op de uitnoodiging die hun zal worden toegestuurd door den Secretaris-Generaal ten einde de hierboven bedoelde aanvragen om afwijkingen te onderzoeken.

ART. C.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zijn het erover eens dat, om in werking te worden gesteld, de Overeenkomst vooraf hetzij de bekrachtiging voorzien in artikel 15, hetzij de toetreding voorzien in artikel 16 van gezegde Overeenkomst zal moeten ontvangen hebben van wege ten minste achttien leden van den Volkenbond of Staten niet leden.

De bekrachtigingen moeten vóór 30 September 1929 nedergelegd worden.

Ieder der Verdragsluitende Staten zal het recht hebben op het oogenblik der nederlegging zijner bekrachtiging of der kennisgeving van zijne toetreding, aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond te laten weten, dat hij, wat hem betreft, de inwerkingstelling, der Overeenkomst afhankelijk maakt van de bekrachtiging of van de toetreding in naam van zekere Staten genotifieerd, zonder evenwel melding te mogen maken van andere Staten dan de hierna vermelde :

Duitschland.	Polen.
Oostenrijk.	Roemenië.
De Vereenigde Staten van Amerika.	Het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen.
Frankrijk.	Zwitserland.
Groot-Brittannië.	Tsjecho-Slowakije.
Hongarije.	Turkije.
Italië.	
Japan.	

De Secretaris-Generaal van den Volkenbond zal onmiddellijk aan ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen kennis geven van elke geregistreerde bekrachtiging of toetreding, alsmede van de aanduidingen die er bij zouden kunnen gevoegd zijn in overeenkomst met de voorafgaande alinea.

Op 31 October 1929 zal de Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de Leden van den Bond en aan de Staten niet-leden in wier naam deze Overeen-

komt onderteekend of de toetreding gegeven werd krachtens artikel 16 der Overeenkomst, de vóór 30 September 1929 nedergelegde bekrachtigingen en genotifieerde toetredingen doen kunnen.

Art. D.

Indien uit de mededeelingen van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, voorzien in de laatste alinea van het voorafgaande artikel, blijkt dat de voorwaarden vereischt krachtens de drie eerste alineas van gezegd artikel en krachtens het bijgevoegde Protocol, vervuld waren op 30 September 1929, dan zal de Overeenkomst van kracht worden op 1 Januari 1930.

In het tegenovergestelde geval, zal er gehandeld worden overeenkomstig de laatste alinea van artikel 17 der Overeenkomst.

* * *

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden het onderhavig Akkoord onderteekend hebben.

Gedaan te Genève, den elfden Juli negentien honderd acht en twintig, in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd worden; een eensluidend afschrift er van zal overgemaakt worden aan al de Leden van den Volkenbond en aan al de Staten niet leden, die ter Conferentie vertegenwoordigd zijn.

Duitschland :

D^r ERNST TRENDLENBURG.

Vereenigde Staten van Amerika :

HUGH R. WILSON.

Oostenrijk :

D^r RICHARD SCHÜLLER.

België :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Bulgarije :

MIKOFF.

Groot Brittannië en Noord-Ierland, enz. :

S. J. CHAPMAN.

Indië :

H. A. F. LINDSAY.

Chili :

TOMAS RAMIREZ FRIAS.

Denemarken :

J. CLAN.

WILLIAM BORBERG.

Egypte :

SADIK E. HENEIN.

Estland :

A. SCHMIDT.

Finland :

RUDOLF HOLSTI.

GUNNAR KIHLMAN.

Frankrijk :

D. SERRUYS.

Hongarije :

NICKL.

Italië :

A. TI NOLA.

P. TROISE.

Japan :

ITO.

J. TSUSHIMA.

<i>Lettland :</i> CHARLES DUZMANS.	<i>Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen :</i> CONST. FOTITCH. GEORGES CURCIN.
<i>Luxemburg :</i> ALBERT CALMES.	<i>Siam :</i> CHAROON.
<i>Nederland :</i> POSTHUMA. F. M. WIBAUT. S. DE GRAAFF.	<i>Zweden :</i> EINAR MODIG.
<i>Polen :</i> FRANÇOIS DOLEZAL.	<i>Zwitserland :</i> W. STUCKI
<i>Portugal :</i> A. D'OLIVEIRA. DE CALHEIROS É MENEZES.	<i>Tsjecho-Slowakije :</i> IBL.
<i>Roemenië :</i> ANTONIADE. D. T. GHEORGIU CESAR POPESCO.	<i>Turkije :</i> HASSAN

Protocol bij het Aanvullend Akkoord.

Bij het overgaan tot de onderteekening van het Aanvullend Akkoord bij de Internationale Overeenkomst voor de afschaffing der in- en uitvoerverboden en beperkingen, welk Akkoord op datum van heden aangegaan werd, zijn de ondertekenden, behoorlijk gemachtigd, het eens geworden over de volgende beschikkingen, bestemd om de toepassing van dit Aanvullend Akkoord te verzekeren :

AFDEELING I

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat, in den tekst van het Aanvullend Akkoord op datum van heden, de uitdrukking « de Overeenkomst » zoowel de Internationale Overeenkomst van 8 November 1907 tot afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen beduidt als het Aanvullend Akkoord op datum van heden.

AFDEELING II

ad Art. A.

a) Onder de kurk in ruwen staat, waarvoor er aan Portugal eene afwijking toegestaan wordt, zijn niet begrepen afval van kurk, samengeperste kurk, kurkschaafsels en planken.

b) Alhoewel de uitzonderingen opgegeven in artikel A, evenals deze voorkomend in de bijlage van artikel 6 der Overeenkomst, toegestaan werden op voorwaarde dat de Staten die er het voordeel van genieten het onderhavig Aanvullend Akkoord zouden onderteekenen op den dag der algemeene onderteekening, heeft het billijk geschenen aan Bulgarije, aan de Vereenigde Staten van Amerika en aan Portugal een uitstel te verleen dat zich tot 31 Oogst 1928 uitstrekt.

c) Wat betreft de uitzondering voor de hopscheuten die aan Tsjecho-Slowakije wordt verleend krachtens paragraaf 1 van artikel 6 der Overeenkomst, verklaren de Hooge Verdragsluitende Partijen dat hunne stemming gegeven werd naar aanleiding der schriftelijke verbintenissen van de Tsjecho-Slowaksche delegatie volgens welke dit product vrij zou mogen uitgevoerd worden naar al de landen die, door legislatieve of contractueele maatregelen, aan Tsjecho-Slowakije de bescherming der benaming van oorsprong der Tsjecho-Slowaksche hop zullen waarborgen.

AFDEELING III.

ad Art. B.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zijn het eens om ten gunste van Italië de toepassing te erkennen der beschikking van het Protocol der Internationale Schikking betreffende den uitvoer van beenderen (Afdeeling I, *ad* art. 1, a), ingeval gezegde Schikking in werking zou treden.

AFDEELING IV.

ad Art. C.

a) Gezien den toestand der Vereenigde Staten van Amerika, welke toestand voortvloeit uit het feit dat het jaar 1928-1929 een jaar is met een korten parle-

mentairen zittijd, komen de Hooge Verdragsluitende Partijen overeen dat, zelfs ingeval de bekrachtiging der Vereenigde-Staten aangevraagd krachtens alinea 3 van artikel C, op datum van 30 September 1929 niet nedergelegd is, de Overeenkomst in werking zal gesteld worden op 1 Januari 1930 indien, ten minste, al de andere Staten waarvan de inwerkingstelling afhangt en wier aantal, in dit geval, tot zeventien zou herleid zijn, aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond kennis gegeven hebben van hun bekrachtiging of van hun toetreding vóór 30 September 1929 en indien er voor 15 November 1929 geen verzet tegen aangeteekend wordt door een der Staten die bij het nederleggen hunner bekrachtiging of hunner toetreding, de inwerkingstelling der Overeenkomst, wat hen betreft, van de bekrachtiging of van de toetreding der Vereenigde Staten van Amerika afhankelijk gemaakt hebben. Ingeval dit verzet zich zou voordoen, zou de laatste alinea van artikel 17 der Overeenkomst van toepassing zijn.

b) De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat, bij het opmaken der onder artikel C voorkomende lijst van Staten, zij zich vooral hebben laten leiden door de ter Conferentie zelf bevestigde onderlinge afhankelijkheid van zekere belangen.

Zij hebben gemeend elke vermelding te moeten weglaten die enkel zou gerechtvaardigd zijn door de belangrijkheid der economische belangen of door beschouwingen betreffende de aardrijkskundige ligging.

Indien zij er van afgezien hebben zekere Staten te vermelden, ligt de reden daarvan in het feit dat aangezien deze Staten op dit oogenblik bijna geene verboden van werkelijk belang opleggen, de Hooge Verdragsluitende Staten meenen te mogen rekenen op hunne bekrachtiging of toetreding.

*
*
*

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden het onderhavig Protocol onderteeekend hebben.

Gedaan te Geneve, den elfden Juli negentien honderd acht en twintig, in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd worden; een eensluidend afschrift ervan zal overgemaakt worden aan al de leden van den Bond en aan al de Staten niet leden ter Conferentie vertegenwoordigd.

(*Zelfde handteekens als onder het Aanvullend Akkoord.*)

Bijgevoegde verklaring.

Bij het aanvaarden, ten voordeele van Tsjecho-Slowakije, der uitzondering voor het grauwakkwarts, krachtens paragraaf 2 van artikel 6 der Overeenkomst, verklaren de delegaties van Duitschland, van Oostenrijk en van Hongarije dat hunne toestemming slechts verkregen werd mits Tsjecho-Slowakije zich verbond, zoolang de Overeenkomst van kracht zal blijven, de uitvoercontingenten en -voorwaarden te behouden die thans krachtens bijzondere verdragen of schikkingen verleend worden.

Duitschland :
D^r ESNST TREDELENBURG.

Oostenrijk :
D^r RICHARD SCHÜLLER.

Hongarije :
A. DI NOLA.

Tsjecho-Slowakije :
IBL.

INTERNATIONALE SCHIKKING
BETREFFENDE
DEN UITVOER VAN HUIDEN EN VELLEN

.....
(Opsomming der Staatshoofden.)
.....

Wenschende een einde te stellen aan de hinderpalen die thans den handel in zekere grondstoffen belemmert en een voor de voortbrengst en den internationalen handel zoo gunstig mogelijke toepassing te geven aan den wensch uitgedrukt in de Slotakte der Overeenkomst van 8 November 1927 voor de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen,

Hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd te weten :

.....

(Lijst der Gevolmachtigden.)
.....

welke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen gaan de verbintenis aan dat, te beginnen met 1 October 1929, de uitvoer van versehe of toebeide huiden en vellen niet zal onderworpen zijn aan eenig verbod of beperking onder gelijk welken vorm of welke benaming.

ART. 2.

De Hooge Verdragsluitende Partijen gaan de verbintenis aan dat er, te rekenen van denzelfden datum op de in artikel 1 bedoelde producten geen uitvoerrecht noch eenige taxe — behalve het statistiekrecht — zal gehandhaafd of ingesteld worden, die, krachtens de respectieve wetten der Hooge Verdragsluitende Partijen, niet van toepassing zou zijn op al de handelstransacties waarvan deze laatste producten het voorwerp zouden zijn.

ART. 3.

Deze Schikking, waarvan de Fransche en de Engelsche teksten op gelijke wijze rechtsgeldig zullen zijn, zal den datum van heden dragen.

Zij zal naderhand tot op 31 December 1928 geteekend kunnen worden in naam van elk lid van den Volkenbond of van elken Staat niet lid waaraan de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar van deze Overeenkomst zal hebben medegedeeld.

ART. 4.

Deze Schikking zal bekrachtigd worden.

De bewijsschriften van bekrachtiging zullen vóór 1 Juli 1929 worden nedergelegd bij den Secretaris-Generaal van den Volkenbond die onmiddellijk de ontvangst daarvan zal bekend maken aan al de Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet leden, partijen bij deze Schikking en bij de Overeenkomst van 8 November 1927.

Ingeval deze Schikking op dien datum niet bekrachtigd zou zijn door zekere Leden van den Volkenbond of door zekere Staten niet leden, in wier naam zij geteekend werd, zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond uitgenoodigd worden onderling overleg te plegen over de mogelijkheid van hare inwerkingstelling. Zij verbinden zich aan deze raadpleging deel te nemen, die vóór 1 September 1929 zal moeten plaats hebben.

Indien op den datum van 1 September 1929 al de Leden van den Volkenbond en de Staten niet leden, in wier naam deze Overeenkomst geteekend werd, haar bekrachtigd hebben of indien, krachtens de in voorgaande alinea voorziene procedure, degenen in wier naam zij bekrachtigd werd tot de inwerkingstelling er van besluiten, dan zal deze inwerkingstelling gebeuren op den datum van 1 October 1929 en zal daarvan door de zorgen van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de Hooge Verdragsluitende Partijen van deze Schikking en van de Overeenkomst van 8 November 1927 kennis worden gegeven.

ART. 5.

Van 1 Januari 1929 af, zal elk Lid van den Volkenbond en elke in artikel 3 bedoelde Staat tot deze Schikking kunnen toetreden.

Deze toetreding zal geschieden door eene kennisgeving gericht aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond om nedergelegd te worden in het archief van het Secretariaat.

De Secretaris-Generaal zal deze nederlegging onmiddellijk bekendmaken aan al degenen die deze Schikking onderteekend hebben of tot dezelve toegetreden zijn.

ART. 6.

Indien, na het verstrijken van een periode van twee jaar te rekenen van den datum der inwerkingtreding van deze Schikking, een verzoek om herziening van artikel 2 werd gericht aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond door ten minste een derde der Leden van den Volkenbond en der Staten niet leden, partijen bij deze schikking, verbinden de anderen er zich toe deel te nemen aan elke raadpleging die met dit doel zou kunnen plaats hebben.

Elk Lid van den Volkenbond of elke Staat niet lid, partij bij deze Schikking, zal, ingeval deze raadpleging zou leiden tot weigering van de door hem gevraagde herziening of indien hij zou meenen het herziene artikel niet te kunnen aannemen, zijne vrijheid van handelen kunnen hernemen, wat de beschikkingen van dit artikel betreft, zes maanden na de weigering van herziening of te rekenen van de inwerkingstelling van het herziene artikel 2, op voorwaarde daarvan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond te verwittigen.

Indien tengevolge van de opzeggingen gedaan overeenkomstig de voorgaande

alinea, een derde der Leden van den Volkenbond en der Staten niet leden, die partijen bij deze Schikking zijn en ze niet opgezegd hebben, een nieuwe raadpleging zouden vragen, verbinden al de Hooge Verdragsluitende Partijen zich er deel aan te nemen.

Elke opzegging gedaan overeenkomstig de bovenstaande beschikkingen, zal onmiddellijk door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond medegedeeld worden aan al de andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

ART. 7.

Onverminderd de beschikkingen van voorgaand artikel aangaande de opzegging, zal deze Schikking opgezegd, in naam van elk Lid van den Volkenbond of elken Staat niet lid, bij het verstrijken van het vijfde jaar harer toepassing kunnen opgezegd worden. Deze opzegging zal hare uitwerking hebben twaalf maanden na de kennisgeving gericht in zijnen naam aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Deze opzegging zal slechts uitwerking hebben wat betreft het lid van den Volkenbond of den Staat niet lid, in wiens naam de opzegging gedaan werd.

Elke opzegging gedaan in overeenkomst met deze procedure zal onmiddellijk door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de andere Hooge Verdragsluitende Partijen medegedeeld worden.

Indien eene der Hooge Verdragsluitende Partijen van meening is dat de aldus gedane opzegging een nieuwen toestand schept en een verzoek te dien einde aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond richt, zal deze een Conferentie bijeenroepen waaraan al de andere Hooge Verdragsluitende Partijen zich verbinden deel te nemen. Gezegde Conferentie zal, hetzij binnen een door haar te bepalen termijn een eind kunnen stellen aan de uit deze Schikking voortvloeiende verplichtingen, hetzij de beschikkingen er van kunnen wijzigen. Ingeval een der leden van den Volkenbond of een der Staten niet leden, partij bij deze Schikking, zou oordeelen de aangebrachte wijzigingen niet te kunnen aanvaarden, zal gezegde Schikking in zijnen naam kunnen opgezegd worden en hij zal van zijne verplichtingen worden ontslagen op den datum waarop de opzegging die tot de bijeenroeping van deze Conferentie aanleiding gegeven heeft, hare uitwerking zal hebben.

ART. 8.

De beschikkingen van artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 en 13 van de Overeenkomst van 8 November 1927 en de beschikkingen van het Protocol betreffende deze artikelen, alsmede van paragraaf *b* van het Protocol *ad* artikel 1, zullen op deze Schikking van toepassing zijn in de mate waarin de daarin vervatte verbintenissen en de voortbrengselen die ze bedoelt, het toelaten. Voor de toepassing van de in gezegd artikel 8 voorziene procedure, zal geen onderscheid worden gemaakt tusschen de verschillende beschikkingen van de voorgaande artikelen dezer Schikking.

* * *

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden deze Schikking onderteekend hebben.

Gedaan te Geneve, den elfden Juli negentien honderd acht en twintig, in een enkel exemplaar, dat neergelegd zal worden in het archief van het Secretariaat

van den Volkenbond en waaraan een gelijkvormig afschrift aan al de leden van den Volkenbond overgemaakt zal worden.

<i>Duitschland :</i>	<i>Luxemburg :</i>
ADOLF REINSHAGEN.	ALBERT CALMES.
<i>Oostenrijk :</i>	<i>Nederland :</i>
D ^r RICHARD SCHÜLLER.	POSTHUMA.
<i>België :</i>	<i>Polen :</i>
J. BRUNET.	FRANÇOIS DOLEZAL.
F. VAN LANGENROVE.	<i>Roemenië :</i>
<i>Groot Brittannië en Noord-Ierland, enz. :</i>	ANTONIADE.
S. CHAPMAN.	CESAR POPESCO.
<i>Denemarken :</i>	J.-G. DUMITRESCO.
J. CLAN.	<i>Koninkrijk der Serviërs, Kroaten</i>
WILLIAM BORBERG.	<i>en Slovenen :</i>
<i>Finland :</i>	CONST. FOTITCH.
RUDOLF HOLST.	GEORGES CURCIN.
<i>Frankrijk :</i>	<i>Zwitserland :</i>
E. LECUYER.	D. STUCKL.
<i>Hongarije :</i>	<i>Tsjecho-Slowakije :</i>
NICKL.	D ^r FR. PEROUTKA.
<i>Italië :</i>	
A. DI NOLA.	
P. TROISE.	

Protocol van de Schikking.

Bij het overgaan tot de onderteekening van de Internationale Schikking betreffende den uitvoer van huiden en vellen, gesloten op den dag van heden, zijn de ondergeteekenden, behoorlijk gemachtigd, overeengekomen aangaande de volgende beschikkingen bestemd om de toepassing van deze Schikking te verzekeren :

De bepalingen van de Schikking betreffende den uitvoer van huiden en vellen, op datum van heden, zijn toepasselijk op de verboden en beperkingen bij den uitvoer der in artikel 1 van gezegde Schikking bedoelde voortbrengselen uit de grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen naar het grondgebied van gelijk welke der andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

ad ARTIKEL EÉN.

Men verstaat door « toebereide huiden en vellen » in den zin van dit Akkoord, de huiden die een toebereiding hebben ondergaan alleenlijk bestemd om hunne bewaring te verzekeren.

ad ART. 2.

Met het oog op de onderstaande verklaring, welke de afgevaardigde van Roemenië onderteekend heeft, zijn de Hooge Verdragsluitende Partijen het eens om dezen Staat voorloopig te ontslaan van de bepalingen van artikel 2 der Schikking op datum van heden.

Verklaring van de Roemeensche Afvaardiging.

Terwijl zij zich het recht voorbehoudt op de versche en toebereide huiden en vellen de uitvoerrechten te handhaven, verklaart de Roemeensche Regeering dat zij geenszins voornemens is, wat deze artikelen betreft, door overdreven taxen het afgeschafte verbod te handhaven; zij wenscht alleenlijk hare volledige vrijheid van handelen te behouden ten einde, door de geleidelijke vermindering der uitvoertaxen tot een normalen toestand te komen, wat zij trouwens voor andere grondstoffen gedaan heeft.

(Get.) ANTONIADE.

. * .

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan te Geneve, den elfden Juli negentien honderd acht en twintig, in een enkel exemplaar, dat neergelegd zal worden in de archieven van het Secretariaat van den Volkenbond en waarvan een gelijkvormig afschrift aan al de Leden van den Volkenbond overgemaakt zal worden.

(Zelfde handteekens als onder de Schikking.)

INTERNATIONALE SCHIKKING
BETREFFENDE
DEN UITVOER VAN BEENDEREN

.....
(Opsomming der Staatshoofden.)

Wenschend een einde te stellen aan de hindernissen die thans den handel in sommige grondstoffen belemmeren en aan den in de Slotakte der Overeenkomst van 8 November 1927 uitgedrukten wensch om afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen eene toepassing te geven die zoo gunstig mogelijk is voor de voortbrengst en den internationalen ruilhandel.

Hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

.....

(Lijst der Gevolmachtigden.)

welke, na elkander hunne in behoorlijken vorm bevonden volmachten medege-
 deeld te hebben, overeengekomen zijn betreffende de volgende bepalingen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen gaan de verbintenis aan dat, te rekenen van 1 October 1929 de uitvoer van ruwe of ontvette beenderen, alsmede van hun afval, van horens, nagels en hoeven, alsmede van hun afval, en van lijmhuiden, door hen aan geen enkel verbod noch beperking, onder welken vorm of benaming het ook zij, zal onderworpen worden.

ART. 2.

De Hooge Verdragsluitende Partijen die thans op de in artikel 1 bedoelde voortbrengselen, geen uitvoerrecht toepassen, of waarvan de uitvoerrechten op deze voortbrengselen het bedrag van 1.50 Zwitserse frank per 100 kilogram niet te boven gaan, verbinden er zich toe geen uitvoerrecht dat dit bedrag van 1.50 Zwitserse frank overschrijdt, te rekenen van 1 October 1929 in te voeren noch te behouden.

ART. 3.

De Hooge Verdragsluitende Partijen die thans op de in artikel 1 bedoelde voortbrengselen een hooger uitvoerrecht dan 3 Zwitserse franken toepassen, verbinden er zich toe dit recht, te rekenen van 1 October 1929, tot een bedrag dat dit cijfer niet overschrijdt, terug te brengen.

ART. 4.

De Hooge Verdragsluitende Partijen die thans op de in artikel 1 bedoelde voortbrengselen een uitvoerrecht toepassen dat hooger is dan 1 fr. 50, maar dat

3 Zwitserse franken niet overschrijdt, zonder verboden voor deze voortbrengselen ingesteld te hebben, verbinden er zich toe de thans van kracht zijnde bedragen niet te verhoogen.

Zullen evenwel tot het maximumbedrag van 3 Zwitserse franken mogen gebracht worden, de uitvoerrechten toegepast door de Hooge Verdragsluitende Partijen die thans een recht hebben dat hooger is dan 1.50 Zwitserse frank en dat 3 Zwitserse franken niet overschrijdt, ten minste indien deze rechten thans onder het verbodsregime toegepast worden.

Art. 5.

Voor de in artikel 1 bedoelde voortbrengselen, zal er geen recht — behalve het statistiekrecht — ingesteld noch behouden mogen worden, dat, krachtens de respectieve wetgeving der Hooge Verdragsluitende Partijen, niet van toepassing zou zijn op al de handelstransacties waarvan deze voortbrengselen het voorwerp zouden uitmaken.

Art. 6.

Deze Schikking sluit geenszins het recht uit, voor de Hooge Verdragsluitende Partijen, bijzondere Overeenkomsten te sluiten die een zeker aantal onder hen groepeeren en gegrond zijn hetzij op de beperking van het uitvoerrecht tot een lager cijfer dan dit toegelaten door gezegde Schikking, hetzij op de afschaffing van elk uitvoerrecht.

Deze Overeenkomsten zullen evenwel geen afbreuk mogen doen aan de rechten die, voor de derde Staten, zouden voortvloeien uit verdragen gegrond op de behandeling der meestbegunstigde natie.

Art. 7.

Deze Schikking, waarvan de Fransche en de Engelsche teksten op dezelfde wijze rechtsgeldig zullen zijn, zal den datum van heden dragen.

Zij zal later tot 31 Décembre 1928 kunnen onderteekend worden in naam van elk Lid van den Volkenbond en van elken Staat niet lid waaraan de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar dezer Schikking zal medegedeeld hebben.

Art. 8.

Deze Schikking zal bekrachtigd worden.

De bewijsschriften van bekrachtiging zullen vóór 1 Juli 1929 bij den Secretaris-Generaal van den Volkenbond nedergelegd worden, die onmiddellijk de ontvangst ervan zal bekendmaken aan al de Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet leden, partijen bij deze Schikking en bij de Overeenkomst van 8 November 1927.

In geval deze Schikking op dezen datum niet zou bekrachtigd zijn door sommige Leden van den Volkenbond of door sommige Staten niet leden, in wier naam zij geteekend werd, zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond uitgenoodigd worden onderling overleg te plegen betreffende de mogelijkheid harer inwerkingstelling. Zij verbinden er zich toe aan deze raadpleging deel te nemen, die vóór 1 September 1929 zal moeten plaats hebben.

Indien, op den datum van 1 September 1929, al de Leden van den Volkenbond en de Staten niet leden, in wier naam deze Schikking geteekend werd, ze

bekrachtigd hebben of indien, krachtens de in voorgaande alinea voorziene procedure, degenen in wier naam ze bekrachtigd werd, tot de inwerkingstelling er van besluiten, zal deze inwerkingstelling op 1 October 1929 geschieden en door de zorgen van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de Hooge Verdragsluitende Partijen bij deze Schikking en bij de Overeenkomst van 8 November 1927 bekendgemaakt worden.

Art. 9.

Van 1 Januari 1929 af, zal elk Lid van den Volkenbond en elke in artikel 7 bedoelde Staat tot deze Schikking kunnen toetreden.

Deze toetreding zal geschieden door eene aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond gerichte kennisgeving die in de archieven van het Secretariaat nedergelegd zal worden.

De Secretaris-Generaal zal deze nederlegging onmiddellijk ter kennis brengen van al degenen die deze Schikking geteekend hebben of tot dezelve toegetreden zijn.

Art. 10.

Indien, na het verstrijken van een termijn van twee jaar te rekenen van het inwerkingtreden dezer Schikking, een verzoek om herziening van de artikelen 2, 3 of 4 aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond gericht werd door ten minste een derde der Leden van den Volkenbond en der Staten niet leden, partijen bij deze Schikking, verbinden de anderen zich aan elke raadpleging, die te dien einde zou kunnen plaats hebben, deel te nemen.

Elk Lid van den Volkenbond of elke Staat niet lid, partij bij deze Schikking, zal, in geval deze raadpleging op eene weigering van de door hem gevraagde herziening zou uitloopen of indien hij oordeelde de herziene artikels, 2, 3 of 4 niet te kunnen aannemen, zijne vrijheid van handelen kunnen hernemen, wat de beschikkingen dezer artikels betreft, zes maanden na de weigering van herziening of te rekenen van de inwerkingstelling der herziene artikels, 2, 3 of 4, op voorwaarde dat hij er den Secretaris-Generaal van den Volkenbond van verwittigt.

Indien, ten gevolge van de opzeggingen gedaan overeenkomstig de voorgaande alinea, een derde der Leden van den Volkenbond en der Staten niet leden, die partijen bij deze Schikking zijn en ze niet opgezegd hebben, een nieuwe raadpleging vroegen, verbinden al de Hooge Verdragsluitende Partijen zich er deel aan te nemen.

Elke opzegging gedaan overeenkomstig de voorafgaande bepalingen zal onmiddellijk door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de andere Hooge Verdragsluitende Partijen medegedeeld worden.

Art. 11.

Onverminderd de beschikkingen van voorgaand artikel aangaande de opzegging, zal deze Schikking in naam van elk Lid van den Volkenbond of van elken Staat niet lid, bij het verstrijken van het vijfde jaar harer toepassing kunnen opgezegd worden. Deze opzegging zal hare uitwerking hebben twaalf maanden na de kennisgeving gericht in zijn naam aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Deze opzegging zal slechts uitwerking hebben voor het Lid van den Volkenbond of den Staat niet lid, in wiens naam de opzegging zal gedaan zijn.

Elke opzegging gedaan overeenkomstig deze procedure zal onmiddellijk door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond aan al de andere Hooge Verdragsluitende Partijen medegedeeld worden.

Indien een der Hooge Verdragsluitende Partijen oordeelt dat de aldus gedane opzegging een nieuwe toestand in het leven roept en een verzoek te dien einde aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond richt, zal deze laatste een Conferentie bijeenroepen waaraan de andere Hooge Verdragsluitende Partijen zich verbinden deel te nemen. Gezegde Conferentie zal, hetzij binnen een door haar vast te stellen termijn een einde kunnen stellen aan de uit deze Schikking voortvloeiende verplichtingen, hetzij er de beschikkingen van wijzigen.

Ingeval een der Leden van den Volkenbond of een der Staten niet leden, partij bij deze Schikking, zou oordeelen de aangebrachte wijzigingen niet te kunnen aannemen, zou gezegde Schikking in zijn naam opgezegd kunnen worden en hij zal van zijne verplichtingen vrijgesteld zijn op den datum waarop de opzegging die de bijeenroeping dezer Conferentie veroorzaakt heeft, hare uitwerking zal hebben.

ART. 12.

De beschikkingen der artikels 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 en 13 van de Overeenkomst van 8 November 1927 en de beschikkingen van het Protocol betreffende deze artikels, alsook van § 6 van het Protocol *ad* artikel 1, zullen op deze Schikking van toepassing zijn in de mate waarin de verbintenissen die er in bevat zijn en de voortbrengselen die ze bedoelt, het toelaten. Voor de toepassing van de in gezegd artikel 8 voorziene procedure, zal geen enkel onderscheid gemaakt worden tusschen de verschillende beschikkingen der voorafgaande artikels dezer Schikking.

* * *

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden deze Schikking geteekend hebben.

Gedaan te Geneve, den elfden Juli negentien honderd acht en twintig, in een enkel exemplaar, dat in de archieven van het Secretariaat van den Volkenbond nedergelegd zal worden en waarvan een eenskluidend afschrift aan al de Leden van den Volkenbond overgemaakt zal worden.

<i>Duitschland :</i>	<i>Denemarken :</i>
ADOLF REINSHAGEN.	J. CLAN.
<i>Oostenrijk :</i>	WILLIAM BORBERG.
D ^r RICHARD SCHÜLLER.	<i>Finland :</i>
<i>België :</i>	RUDOLF HOLSTI.
J. BRUNET.	<i>Frankrijk :</i>
F. VAN LANGENHOVE.	E. LECUYER.
<i>Groot Brittannië en Noord-Ierland, enz. :</i>	<i>Hongarije :</i>
S. CHAPMAN.	NICKL.

Italië :

A. DI NOLA.

P. TROISE.

Luxemburg :

ALBERT CALMES.

Nederland :

POSTHUMA.

Polen :

FRANÇOIS DOLEZAL.

Roemenië :

ANTONIADE.

CESAR POPESCO.

J. G. DUMITRESCO.

*Koninkrijk der Serviërs, Kroaten
en Slovenen :*

CONST. FOTICH.

GEORGES CURCIN.

Zwitserland :

D. STUCKI.

*Tsjecho-Slowakije :*D^r FR. PEROUTKA.

Protocol der Schikking.

Bij het overgaan tot de onderteekening van de Internationale Schikking betreffende den uitvoer van beenderen, gesloten op datum van heden, zijn de onderteekenden, behoorlijk gemachtigd, overeengekomen aangaande de volgende beschikkingen, bestemd om de toepassing dezer schikking te verzekeren.

De bepalingen van de Schikking betreffende den uitvoer van beenderen, op datum van heden, zijn van toepassing op de verboden en beperkingen bij den uitvoer der in artikel één van gezegde Schikking bedoelde voortbrengselen uit de grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen naar het grondgebied van gelijk welke der andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

AFDEELING I

ad ARTIKEL ÉÉN.

a) De beschikkingen van artikel één zijn op Italië slechts van toepassing wat de lijmhuiden betreft.

Voor de andere waren vermeld in gezegd artikel één, zijn de Hooge Verdragsluitende Partijen, erkennend dat Italië, uit hoofde van met sommige landen gesloten Overeenkomsten, zich in de onmogelijkheid bevindt zijn uitvoerrecht van 2 lire-papier te verhoogen, het eens dat dit land het thans van kracht zijnde verbod mag handhaven, zoolang de bepaling betreffende het bedrag van het uitvoerrecht op de beenderen geen einde zal genomen hebben.

b) De afval van beenderen omvat, inzonderheid, de overblijfsels van beenderen voortkomend van de vervaardiging van knopen of andere dergelijke fabrikaten en gewoonlijk aangeduid onder den naam van « dentelles ».

AFDEELING II

ad Art. 2.

Voor de toepassing van artikel 2 erkennen de Hooge Verdragsluitende Partijen dat de bijzondere toestand van Oostenrijk, Hongarije en Tsjecho-Slowakije deze landen er toe machtigt, in afwijking van de beschikkingen van gezegd artikel 2, een uitvoerrecht toe te passen, dat het in dit artikel voorziene bedrag van 1.50 Zwitsersche frank zal mogen overschrijden, maar evenwel in geen enkel geval dit van 3 Zwitsersche franken zal mogen te boven gaan.

AFDEELING III

ad Art. 3.

Met het oog op de volgende verklaringen die de afgevaardigden van Polen, Roemenië en het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen geteekend hebben, nemen de Hooge Verdragsluitende Partijen aan dat deze Staten voorloopig vrijgesteld zijn van elke verplichting wat betreft de bedragen der uitvoerrechten op de voortbrengselen bedoeld in artikel 1 van de Schikking op datum van heden.

A. — *Verklaring van de Poolische Afvaardiging.*

Daar de Regeering van Polen, naar luid van Afdeeling III van het Protocol, *ad* artikel 3 hierboven, het recht verkregen heeft een uitvoerrecht, zonder beperking van het bedrag, te handhaven of in te stellen op de voortbrengselen bedoeld in artikel 1 van de Schikking op datum van heden, geeft zij gaarne de verzekering dat zij het thans van kracht zijnde bedrag niet zal verhoogen en al het mogelijke zal doen om hetzelfde in de toekomst geleidelijk te verminderen.

DOLEZAL.

B. — *Verklaring van de Roemeensche Afvaardiging.*

Terwijl zij zich het recht voorbehoudt op ruwe of ontvette beenderen, alsook op hun afval, uitvoerrechten te handhaven, verklaart de Roemeensche Regeering geenszins het voornemen te hebben, wat deze artikels betreft, het afgeschaft verbod door overdreven taxen te handhaven; zij wenscht alleen hare volledige vrijheid te behouden ten einde door een geleidelijke vermindering der uitvoerrechten tot een normalen toestand te geraken, hetgeen zij overigens reeds voor andere grondstoffen gedaan heeft.

ANTONIADÉ.

C. — *Verklaring van de Afvaardiging van het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen.*

Daar de Regeering van het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, naar luid van afdeeling III van het Protocol, *ad* artikel 3, hiervoor het recht verkregen heeft een uitvoerrecht, zonder beperking van het bedrag, te handhaven of in te stellen op de voortbrengselen bedoeld in artikel één van de Schikking, op datum van heden, geeft zij gaarne de verzekering dat zij het bedrag van 4 Zwitsersche franken niet zal overschrijden en al het mogelijke zal doen om hetzelfde in de toekomst geleidelijk te verminderen.

CONST. FORTICH.

AFDEELING IV

ad ART. 2, 3 en 4.

Wat de lijmbuiden betreft, zijn de Hooge Verdragsluitende Partijen het eens dat ze niet met de in artikels 2, 3 en 4 bedoelde voortbrengselen gelijkgesteld zouden kunnen worden, en dat, behalve vanwege de Staten bedoeld in Afdeeling III van dit Protocol, geen enkel uitvoerrecht op de lijmbuiden zal geheven worden. Zij nemen evenwel aan dat Hongarije op dit voortbrengsel een uitvoerrecht zal mogen heffen dat in geen geval de twee derden zal overtreffen van de rechten die van toepassing zijn op de voortbrengselen bedoeld in artikel 1 van de Schikking op datum van heden.

*
* * *

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Protocol geteekend hebben.

Gedaan te Geneve den elfden Juli negentien honderd acht en twintig in een enkel exemplaar dat in de archieven van het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd worden en waarvan een eensluidend afschrift aan al de Leden van den Volkenbond zal overgemaakt worden.

(Zelfde handteekens als onder de Schikking.)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi approuvant les Actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation signés à Genève le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

Wetsontwerp tot goedkeuring der Internationale Akten betreffende de in- en uitvoerverboden en -beperkingen ondertekend te Geneve den 8ⁿ November 1927 en den 11 Juli 1928

ALBERT,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sont approuvés :

1° La Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation signée à Genève le 8 novembre 1927, ainsi que l'Accord complémentaire à cette Convention signé à Genève le 11 juillet 1928;

2° L'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux signé à Genève le 11 juillet 1928;

3° L'Arrangement international relatif à l'exportation des os signé à Genève le 11 juillet 1928.

Donné à bord de l' « Anversville », le 27 août 1928.

ALBERT,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken, is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Worden goedgekeurd :

1° De internationale Overeenkomst tot afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen ondertekend te Geneve den 8 November 1927 evenals het Aanvullend Accoord bij deze Overeenkomst, ondertekend te Geneve den 11 Juli 1928;

2° De internationale Schikking betreffende den uitvoer van huiden ondertekend te Geneve den 11 Juli 1928;

3° De internationale Schikking betreffende den uitvoer van beenderen ondertekend te Geneve den 11 Juli 1928.

Gegeven aan boord van de « Anversville », den 27 Augustus 1928.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.